

solidaire

Hebdomadaire du Parti du Travail de Belgique – PTB

Rédaction : Bd. M.Lemonnier 171/10, 1000 Bruxelles ☎ (02)513 66 26

N° 45 (1159) 20 novembre 1996, 26^{ème} année. 40 fr. · Dépôt Bruxelles X

8 - 9

Qui est dangereux dans ce pays ?



De dizaines de travailleurs et de jeunes sont déjà tombés sous les balles de la gendarmerie.

14

Interview
du président
de la CSC -Caterpillar

16 - 17

Pourquoi la France
essaie de sauver
Mobutu

21

L'Europe tue
les chemins de fer.
Au profit de qui ?



Manifestation "noir sur blanc" à Anvers : On veut les noms

Rita Reyniers, Lieve Seuntjens et Lieve Van Mechelen

Après la Marche blanche de Bruxelles, la Marche "noir sur blanc" a déferlé sur Anvers. Objectif : maintenir vivace l'affaire des disparitions d'enfants. Intimidations et suspicions n'ont pas réussi à étouffer la colère populaire.

Au contraire. Les gens savent pourquoi ils descendent dans la rue : contre la Justice, la gendarmerie, le système qui permet tous ces abus, contre l'Opération Oubliettes.

Nos enfants n'ont pas des millions

Voilà pourquoi la gendarmerie n'a rien fait

«L'affaire doit être résolue d'urgence : il faut que des noms soient révélés. Il faut des preuves, noir sur blanc.» C'était le ton de la manifestation organisée à Anvers par le Comité Kim et Ken, du nom des enfants disparus, dont l'un a été retrouvé assassiné. Nous avons relevé quelques réactions des manifestants.

«Nous sommes contre la Justice de classe : pour ceux qui ont de l'argent, tout est possible. Si moi, petit indépendant, je rentre ma déclaration de contributions avec un jour de retard, je dois payer 300.000 francs d'amende.»

«Nous protestons contre la corruption. Même après la marche à Bruxelles, le gouvernement continue de nous bercer de promesses et rien ne change.»

«Nous sommes contre l'inviolabilité des ministres. Les juges doivent être élus directement par nous et ils doivent pouvoir être destitués s'ils ne font pas bien leur travail.»

Nous avons besoin de politiciens de milieu ouvrier

«Nous luttons pour un monde meilleur pour nos enfants. Nous protestons contre cette démocratie de façade et nous ne croyons plus dans ses institutions. La commission d'enquête parlementaire est destinée à limiter les dégâts autant que possible. Cette crise est unique.

Nous ne devons pas nous dire qu'il y a une séparation des pouvoirs,



Une manifestation combative avec des revendications claires : "dissolution de la gendarmerie".

c'est un mensonge grossier car ils sont tous nommés par le politique. Il faut une commission publique que nous puissions suivre à la télé pour que nous puissions juger nous-mêmes.

La population sera ainsi plus concernée.»

«Si nous continuons à descendre

dans la rue, le monde politique devra bien tenir compte du simple citoyen, du travailleur qui leur procure à manger.»

«Le système doit changer. Nous ne pouvons pas compter sur les politiciens, nous avons besoin de politiciens qui viennent de milieu ouvrier.»

Revendications claires, mais boycott des médias

«Cette manifestation a au moins des revendications claires. La Marche blanche était une procession, nous ne pouvions pas avancer de revendications. C'est inacceptable. Enfin nous pouvons dire ce que nous ressentons, marcher avec des pancartes.

Nous sommes ici pour défendre les mêmes revendications qu'à Bruxelles. Je n'avais pas eu l'occasion d'y aller, mais maintenant je suis ici. Ils peuvent nous imposer le silence mais pas nous ôter nos pensées.»

«Il aurait fallu faire beaucoup plus de publicité pour cette manifestation. On n'a pas assez mobilisé. Je viens de Liège et personne ne savait rien de cette manif. Pour la Marche blanche, même le roi et Dehaene ont appelé à participer, mais pour cette manifestation, peu de gens étaient au courant.»

Pourquoi n'en n'a-t-on pas parlé dans les journaux et à la télé ? Les médias participent à l'Opération Oubliettes. Ils ont tout les moyens en main pour influencer les gens. C'est très important de continuer à informer les gens des choses justes. Nous devons davantage réfuter les mensonges des médias.»

«Avant la manifestation, des gens nous ont dit que la police leur avait conseillé de rentrer à la maison parce qu'il pourrait y avoir des bagarres; parce que selon eux, il y aurait dans la foule des bagarreurs qui voulaient une scission dans la manifestation pour provoquer des conflits. Heureusement, nous avons pu les rassurer et ils ont participé à la manifestation.»

Nous ne pouvons pas nous laisser endormir

«Nous devons continuer à descendre dans la rue, organiser chaque mois une marche avec de plus en plus de gens. Les enfants doivent aussi être impliqués car il s'agit d'eux, ils sont notre avenir.»

«J'étais dans la manif parmi les jeunes et on nous a dit que nous ne savions pas pourquoi nous étions dans la rue. J'ai fait un rêve... que toute la vérité éclaterait.»

«Le danger existe que quelques têtes tombent pour calmer les gens. J'ai peur qu'on utilise notre révolte pour glisser vers un Etat policier. On voit soudain sortir d'autres dossiers avec toutes sortes de scandales. Avant, ce n'était pas possible. Nous devons veiller à ce que cela ne serve pas à faire oublier cette affaire.»

Il faut des grèves, des sit-in

«Il faut des grèves, des sit-in au Palais de Justice. Je ne suis pas contre l'occupation de ministères. Le mieux est que nous arrêtions tous de payer des impôts.»

«Nous devons voir les choses largement. En Amérique latine, des enfants sont enlevés par le régime. Nous connaissons les craintes et les incertitudes des parents. Nous devons nous en prendre à la corruption dans l'Etat et désigner les causes économiques.»

Le syndicat doit organiser 24 h de grève

Plusieurs syndicalistes se sont exprimés à la manifestation. De nombreux travailleurs veulent clairement que leur syndicat prenne des responsabilités dans ce mouvement.

«A notre réunion du syndicat CGSP des services communaux, on a appelé à participer à la marche "noir sur blanc" parce que nous, comme syndicalistes, nous sommes aussi confrontés à la Justice et à la gen-

darmerie. En cas de grève, on nous impose des astreintes et nous sommes chassés par la gendarmerie. "Nous avons affaire à une Justice de classe", a déclaré notre secrétaire. Il a été applaudi. Il a aussi mis l'accent sur l'unité avec tous les enfants et la CGSP versera les allocations de grève au comité Kim et Ken.»

«Il s'agit ici de problèmes du peuple. On nous impose l'austérité depuis 15 ans déjà. Et à quoi ça

sert ? A laisser nos enfants se faire violer et assassiner ? Mon syndicat aurait dû être ici lui aussi. Nous devons continuer à organiser une Marche rouge sur Bruxelles.»

«Il faut une grève générale nationale de 24 h en front commun. Et si tout le monde descend dans la rue, ils ne pourront plus nous ignorer !»

Une colère que rien n'apaise

Tiny Mast : Kim et Ken soudain arrachés de ma vie

La mère de Kim et Ken a témoigné son courage aux gens.

«Kim et Ken étaient mes enfants. Ils ont soudain été arrachés de ma vie. Un vide soudain que personne ne comble, un chagrin que personne ne console, une colère que personne n'apaise. L'asbl Kim et Ken a été créée avec beaucoup de gens qui visent le même but. Droits pour tous les enfants, droit de consulter le dossier, publicité des enquêtes, pas d'oubliettes. Ces gens se démènent pour être entendus, vus, pour que la problématique ne disparaisse pas dans les oubliettes. Nous demandons à tous les partis démocratiques de nous soutenir parce que c'est eux qui devront changer les choses. J'appelle cela de la récupération politique dans le sens positif du terme. Enfin on prête attention aux grands manquements et dysfonctionnements de notre appareil judiciaire et politique. Les grands intellectuels responsables des erreurs ne peuvent plus continuer à jouer à cache-cache. Le monde a les yeux tournés vers la Belgique, notre petit pays soi-disant développé où des êtres humains sont



Tinnie Mast et Pol Marchal.

vendus, comme des objets, pour beaucoup d'argent. On nous qualifie de "populaire". Eh bien, messieurs les ministres, 80 % de la Belgique est populaire. N'est-il pas temps que vous parliez et que vous écoutiez notre langage populaire, car nous en avons marre d'être

ballotés. Messieurs les ministres, la Belgique regarde si vous faites votre tâche, si vous êtes dignes d'être au pouvoir, si vous ne contournez pas la loi, si vous n'abusez pas. Nous restons vigilants et nous demandons aux partis démocratiques de nous soutenir.»

Pour une société où l'enfant est vraiment roi

Kris Merckx, porte-parole du PTB

«Parents et familles des enfants, vous avez transformé votre atroce souffrance en une force énorme et vous avez ainsi initié un mouvement populaire sans précédent pour la justice, la vérité et la protection de tous les enfants. Un mouvement qui fait trembler les puissants de ce pays.

Chaque jour apporte son lot de nouvelles sur les nombreux scandales que les puissants ont à cacher. Bravo pour votre courage et votre combativité.

Vous avez dénoncé la Justice de classe, une Justice pour laquelle il existe deux sortes d'enfants enlevés : ceux des riches et ceux des simples gens. Pour Anthony, fils du baron du textile De Clerck à la fortune de 30 milliards, la gendarmerie a extrait de son ordinateur, le soir-même, le nom du principal suspect, Van Haemel. Dans l'affaire des fillettes disparues, la gendarmerie a caché pendant un an le nom de Dutroux, dont elle connaissait les plans depuis 1993. Vous, parents et familles, simple ouvrier, enseignant, fonctionnaire, ménagère, indépendant, vous avez rendu à l'homme, à la femme du peuple sa fierté, la conscience de constituer une force énorme lorsqu'ils sont des centaines de milliers à lutter. Unanimes : Flamands, Wallons, Bruxellois et immigrés ensemble.

Bravo au comité Kim et Ken. Vous n'étiez pas d'accord avec l'appel du premier ministre Dehaene de faire de la Marche blanche un point final. Vous poursuivez la lutte contre l'Opération Oubliettes. C'est nécessaire, car elle tourne à plein régime.

Fait 1. Le maréchal Hoelvoet, de l'état-major général de la gendarmerie, a reçu une sanction après avoir déclaré à *Téléoustique* que des rapports sur Dutroux avaient été détruits à cet état-major. Des documents qui prouvent que le haut commandement de la gendarmerie a saboté l'enquête.

Fait 2. Le président de la commission d'enquête parlementaire a réprimandé deux parlementaires pour avoir, après la visite des caves de Dutroux, émis des critiques violentes sur les négligences criminelles de la gendarmerie lors des perquisitions. C'est pourquoi le PTB soutient les quatre revendications claires de cette marche, qui ont pour objectif d'empêcher l'Opération Oubliettes de la gendarmerie, de la Justice et du gouvernement.»

Le gouvernement contre les exigences du mouvement

«Le PTB dénonce le fait que le gouvernement abuse de manière perverse de la Marche blanche pour proposer des mesures qui vont à l'encontre des souhaits des manifestants.

Nous pensons surtout à :

1) la proposition du ministre SP Vande Lanotte de créer une police unitaire sous la direction de la gendarmerie. Et ce bien que, à cause de ses enquêtes parallèles, la gendarmerie soit apparue dans cette affaire comme un État dans l'État, une menace contre nos libertés démocratiques.

2) la proposition de rendre légale la

collecte d'information "pro-active" de la gendarmerie. Ainsi, la gendarmerie qui a déjà fiché 1,5 million d'habitants, aura l'autorisation officielle de contrôler toute la population, surtout politiquement.

Enfin, je veux aussi féliciter les manifestants du palais de Justice. Bien qu'ils aient été chassés de manière scandaleuse des marches du bâtiment, ils poursuivent leur sit-in sous le froid et la pluie. Bravo pour leur courage et leur ténacité. Depuis la semaine passée, nos médecins de Médecine pour le Peuple d'Hoboken et de Durne leur assurent un contrôle médical quotidien. Nous continuerons. Aidez-les aussi. Qui pourrait mettre une ou plusieurs caravanes à leur disposition ?

Amis, camarades, le peuple comprend que la lutte doit continuer. Les parents font opposition à l'arrêt-spaghetti, deux d'entre eux exigent la démission de Vande Lanotte. Le week-end passé, des manifestations ont eu lieu à Arlon et à Riemst, avant-hier à Namur, aujourd'hui il y a cette grande manifestation réussie à Anvers. Pourquoi pas dans le Limbourg, à Liège, dans le Hainaut dans les prochains jours ? Une chaîne de manifestations provinciales en préparation à une possible Marche rouge. Attisons partout la protestation pour qu'à travers tout le pays, elle balaie comme une tempête toute cette injustice et cette corruption. Une tempête qui rende la terre fertile pour une nouvelle société où les enfants ne soient plus des marchandises, mais soient vraiment roi.»

Paul Marchal soutient les revendications

«Nous sommes ici réunis, belges néerlandophones, francophones, germanophones, belges immigrés. Nous sommes tous belges, je pense, et, en tant que citoyens, nous voulons retrouver une Belgique meilleure que ce qu'elle n'était, qui progresse

chaque jour et je m'associe entièrement à ce qui a été dit ici, je soutiens entièrement les revendications.

Et si nous ne sommes pas présents à toutes les manifestations, ce n'est pas que nous ne sommes pas solidaires.»

La mère de Sylvie Carlin : Ils ont tous du sang rouge

«Nous avons besoin de tout votre soutien. Nous voulons des droits égaux pour tous les enfants. Ils ont tous du sang rouge, assassinés, disparus, abusés, ils sont notre avenir. Le 15 décembre, ce sera le deuxième anniversaire de la

disparition de Sylvie. Jamais nous n'avons eu aucune nouvelle. J'ai dû me battre toute seule, cacher mes larmes, et nous n'avons encore rien appris.

Le 15 décembre, à 15 heures, nous organiserons aussi une marche.»

Le frère de Gevrije Cavas : continuer

«Je veux d'abord remercier le comité Kim et Ken de nous avoir invités à cette marche. Je remercie ensuite de leur soutien toutes les personnes présentes. Gevrije a disparu le 6 février 1985 à Molenbeek. Il avait presque six ans. Il était allé jouer et n'est jamais rentré. Depuis, nous attendons toujours. Nous devons continuer à organiser des marches, des rassemblements et des manifestations car si nous ne le faisons pas, rien ne changera.

Nous voulons retrouver tous les enfants disparus. Connaître tous les coupables. Avoir accès au dossier. Que l'enquête aille jusqu'au bout et qu'elle soit publique.

Nous ne faisons aucune différence entre les nationalités. Un enfant est un enfant. Qu'il n'y ait plus aucune disparition d'enfant.

Nous ne laisserons pas tomber les bras tant qu'il n'y aura pas de résultat. Merci à tous.»

La regrettée Kim soutenait Objectif 479.917



A gauche sur la photo, la petite Kim, retrouvée assassinée, la fille de Tinnie Mast, avec la pétition d'Objectif 479.917 lors de la manifestation antiraciste de mars 1992.

Tinnie Mast a collaboré depuis le début avec Objectif 479.917 pour la collecte de signatures en faveur de l'attribution automatique de la nationalité belge après cinq ans de séjour légal dans notre pays.

A l'occasion des cinq ans d'Objectif 479.917, l'organisation antiraciste diffuse un appel de Tinnie Mast à être présents aux fêtes à Anvers, Bruxelles, Gand et Charleroi. Quelques extraits :

«Tous les parents sont traités de la même manière par la Justice, la gendarmerie et la police. Partout

la même négligence parce que nous ne sommes que de simples gens. On ne tient pas compte des simples gens, qu'ils soient wallons, flamands ou immigrés. Il en a été bien autrement avec Anthony De Clerck !

Pendant quatre ans, on a encore fait moins pour retrouver Loubna que mes propres enfants. On n'a même pas désigné de juge d'instruction. On tient encore moins compte des immigrés parce qu'ils n'ont aucun droit politique. Aujourd'hui, nous luttons unanimes pour nos droits et ceux de tous les enfants, contre les tentatives de tout jeter aux oubliettes.

L'unité des simples gens, voilà notre force. J'appelle donc tout le monde à être présent aux fêtes d'Objectif 479.917.»

EDITORIAL

Vande Lanotte
démission ?

Herwig Lerouge

Deux jours avant la Marche blanche, le bureau d'avocats du sénateur PS Lallemand a demandé au tribunal de faire taire le PTB. Le PTB aurait «porté atteinte aux droits des parents par la publication d'un tract accusant la gendarmerie et se référant directement à l'histoire dramatique des enfants».

Les critiques du PTB à l'adresse de la gendarmerie étaient tout à fait fondées. Le sommet de la gendarmerie a saboté l'enquête sur les enfants. Il a consciemment caché à la juge d'instruction de Liège l'étendue des informations dont il disposait sur Dutroux. S'il les avait communiquées, les enquêteurs auraient pu obtenir dès août 95 des mandats de perquisition et des moyens pour chercher des enfants. Ils auraient pu vérifier les comptes de Dutroux. La gendarmerie a préféré les priver de ces moyens et mener son enquête parallèle. Il n'y a que deux explications et il n'est pas exclu qu'elles soient toutes deux valables. Soit elle a voulu doubler la PJ qui dirigeait l'équipe des enquêteurs à Liège et découvrir elle-même les enfants. Avec un tel bulletin de victoire, elle aurait exigé de traiter désormais les cas de disparition inquiétante. Elle aurait réclamé plus de moyens. Soit elle a voulu protéger Dutroux parce qu'il était son indicateur. On ne le saura sans doute jamais parce que l'état-major a fait disparaître le compte-rendu d'une réunion où l'Opération Othello a été décidée.

Gino Russo a raison d'exiger la démission de Vande Lanotte : «Depuis le début... des certitudes sont apparues quant aux responsabilités de certains membres de la gendarmerie». A l'émission "Mise au Point" de la RTBF, il a montré une lettre de Vande Lanotte du 22 septembre 95 : «Je suis de très près l'évolution du dossier de votre fille disparue... et j'interviendrai personnellement au moment où je constaterai des anomalies qui incomberaient à ma responsabilité.» Comme il suit de très près, je suppose, qu'il était au courant du dossier Othello, a dit Gino Russo. En plus, Vande Lanotte soutient à 100 % la direction de la gendarmerie dans ses plans de conquête. Lorsque le ministre De Clerck a critiqué la gendarmerie sur base du rapport Thily, Vande Lanotte a quitté le parlement, fâché. Il travaille depuis un an à un plan pour faire de la gendarmerie la police unique. Il faut punir le responsable, mais aussi mettre un terme aux agissements criminels de l'état-major de la gendarmerie. Tous les moyens de renforcer le contrôle sur la gendarmerie ont échoué. Avec ses fichiers illégaux, le commandement de la gendarmerie sait tout sur les hommes politiques. Quand les critiques ont fusé, voici un mois, il a menacé de dévoiler des délits de magistrats et de personnalités. Le silence s'est installé. Il est devenu impossible de contrôler la gendarmerie, il faut la démanteler.

L'Ordre des médecins
dans le spaghetti

L'Ordre hésite à poursuivre l'attaque contre la médecine gratuite

Frans Van Acoleyen

Pour la quatrième fois en quinze ans, l'Ordre des médecins a attaqué en justice les médecins du PTB pour non-paiement de leurs cotisations. Mais à l'audience du 14 novembre à Zelzate, l'Ordre a demandé le report de l'affaire pour une période indéterminée. Les 80 patients et sympathisants de "Médecine pour le peuple" qui menaient une action devant la Justice de paix ont accueilli cette victoire en improvisant une courte manifestation.

Importante
marche-arrière

La Cour d'appel de Bruxelles a également reporté l'affaire des quinze médecins limbourgeois, eux aussi cités en justice pour non-paiement de cotisation. Cette marche-arrière résulte du soutien de milliers de patients, syndicalistes et démocrates. Combien de patients ne se sont pas rendus devant le juge de paix ou le tribunal disciplinaire pour soutenir leur médecin ? Combien n'ont pas participé à l'occupation des maisons médicales pour les défendre contre les huissiers ? Les jours précédant le procès, des dizaines de pétitions sont rentrées à la maison médicale de Zelzate. Une équipe de vingt patients s'est occupée de la diffusion d'un toutes-boîtes dans la commune et de la réalisation d'un matériel d'animation. En juin dernier, Lieve Dehaes, médecin du PTB à Seraing, a été suspendue pendant quatorze jours pour avoir participé à une enquête de Test-Achats sur la qualité des laboratoires médicaux. Qu'est-ce qui a changé



Quatre-vingts patients et sympathisants de Médecine pour le Peuple ont mené une action devant le tribunal à Zelzate : l'Ordre a reculé !

pour que l'Ordre recule ? Les révoltes d'octobre ont conduit à une prise de conscience de la population : nous ne vivons pas dans un Etat de droit "neutre", les travailleurs sont confrontés à la justice de classe.

L'affaire Dutroux-Nihoul, la fraude de la Kredietbank, les magouilles des chantiers navals de Boel, les révélations du

Comité supérieur de contrôle sont autant de signes montrant que les riches peuvent tout se permettre. Alors que, de l'autre côté, de plus en plus de malades sont contraints d'étaler le remboursement de leurs factures d'hôpital.

L'Ordre représente à la fois la justice de classe et la médecine des riches. Dans le climat

actuel, il n'ose donc pas affronter ouvertement la population en s'en prenant à nouveau aux médecins du peuple qui pratiquent la médecine gratuite. Sous le titre. "L'Ordre dans le spaghetti", le *Journal du médecin* remarque que «le choc de la Marche blanche a également touché la Cour d'appel». Devant la justice de paix de Zelzate, on a lâché une grappe de ballons blancs entremêlés de spaghettis.

Colla, le ministre flamand de la Santé publique (SP), essaye activement de récupérer le mouvement contre l'Ordre des médecins. Un projet de réforme de l'Ordre pourrait voir le jour dans le but de sauver sa crédibilité. Mais pour ceux qui mènent la lutte contre l'Ordre, il faut se battre pour la suspension immédiate des poursuites dont font l'objet les praticiens de "Médecine pour le peuple" et tous les médecins motivés par des préoccupations sociales. Mieux encore, il faut arriver à la suppression pure et simple de l'Ordre.

Week-end de Médecine pour le peuple et de Médecine pour le tiers monde, samedi 30 novembre et dimanche 1er décembre, Destelheide, Dworp. Info : 09/344.92.44. Notamment au programme :

- Lieve Dehaes présente les maisons médicales de MPLP (samedi matin)
- Discussion sur la médecine gratuite, avec Fred Louckx, professeur de sociologie de la santé à la VUB, et Harrie Dewitte, médecin de MPLP à Genk (samedi après-midi).

Que fait la police les dimanches soirs ?

Braqué pour avoir cherché un Mister Cash

Olivier Coussaert

Dimanche soir, je vais rendre visite à ma grand-mère, à Anderlecht, près du Westland, le grand centre commercial. A la recherche d'un mister-cash, je me rends en voiture au centre commercial, je fais le tour du bâtiment. Rien. En voulant sortir du parking, je tombe nez à nez avec une voiture de police. Je m'arrête. Pendant deux minutes, on se regarde nez à nez. Je n'ose pas bouger, ils vont prendre cela pour un délit de fuite. Tiens ! Je réfléchis déjà comme un criminel. Mais je vais avoir l'occasion d'être dans la peau du bandit du siècle.

Un policier sort de la voiture. Au lieu de demander mes papiers - pourquoi, d'ailleurs ? - il me force à descendre du véhicule et je me retrouve les deux mains sur le capot. «Ecartez les jambes. Pas comme ça, un peu plus.» Ses mains me fouillent en vitesse. Son copain arrive : il tient un flingue. Le grand jeu continue : «Pas de gestes brutaux ! Cela peut aller très vite.» Effectivement, le parking est désert, personne ne serait là pour témoigner d'une bavure. «Vos clés ?» Je vais un geste. «Les mains sur le capot !» La voiture est fouillée. Ils découvrent des tournevis. «Qu'est-ce qu'ils

font là ?» J'explique qu'ils ont servi pour un déménagement. Ils inspectent ensuite la profondeur de mes pneus, la date de péremption de l'extincteur, l'assurance. Bref, je repasse le contrôle technique. Tout est bon pour me coincer. Enfin, ils me demandent mes papiers. Toujours les mains sur le capot, je dois leur indiquer la poche où ils se trouvent. Un troisième policier épelle mon nom au walkie-talkie : «Charlie, Oscar, ..., Tango. Vous habitez Schaerbeek, qu'est ce que vous faites ici ?» Apparemment, c'est interdit d'aller voir sa grand-mère. Après une demi-heure, les flics décident de me

laisser. D'esprit pratique, je demande où trouver un mister-cash. «Place de la Vaillance. De toute manière, vous habitez Schaerbeek, retournez chez vous.» Je suis scié. Je pense à ceux dont la famille est originaire du Maroc. Qu'est-ce qu'ils doivent en ramasser...

Un conseil : ne vous promenez pas à Bruxelles, un dimanche soir. Vous pourriez tomber sur une bande de policiers. On savait déjà que les forces de l'ordre étaient dangereuses lors des manif et des piquets de grève. Mais pouvoir à tout moment être traité comme un criminel, voilà où mène le discours sur la sécurité.

Agalev, fausse démocratie...

Le TV-journal de la BRT, dimanche, a relevé "une forte présence du PTB" à la manif anversoise du comité Kim et Ken. On n'a pas demandé l'avis du porte-parole du PTB à ce sujet, mais celui de Mieke Vogels, échevin anversoise d'Agalev: «Ces calicots PTB contre la Justice, contre la gendarmerie, contre la politique, c'est très dangereux, car cela veut dire en fait: contre la démocratie. Je crois toujours qu'il existe de bons politiciens, qu'il y a des gens bien dans la Justice et dans la gendarmerie.» De cette manière, cette responsable des écologistes flamands démontrait à nouveau qu'elle n'a sur toutes les questions politiques essentielles — ici l'affaire Dutroux — rien d'autre à dire que les politiciens traditionnels de la droite.

Que toutes les grandes affaires criminelles des capitalistes soient jetées aux oubliettes, cela prouve que notre "Etat de droit" n'est qu'une fausse démocratie, une façade cachant la toute-puissance du grand capital. Mais Vogels vante toujours ce système politique pourri comme "la démocratie".

... et mensonges

Vogels ment en disant que le PTB attaque "la politique". Elle tente ainsi de nous placer sur le même pied que les fascistes. En réalité, le PTB est pour une politique communiste. Certes, nous rejetons l'orientation politique générale des partis bourgeois et petit-bourgeois. Mais nous travaillons avec certains politiciens précis s'ils adoptent de points de vue corrects sur certaines questions concrètes. Et, bien entendu, nous n'excluons pas qu'il y ait de bons individus dans la Justice et la gendarmerie, que nous attaquons en tant qu'appareils. Mais ce qui se passe, c'est qu'ils sont, comme Vermeulen (ci-contre), sabotés et même écrasés. (KM)



De gauche à droite. Theo Kelchtermans et Luc Van den Bossche (en haut), Karel Pinxten et Charles Picqué (en bas).

Scandales !

Toback attaque... ceux qui les dénoncent !

Willy Vermeulen, numéro 2 du Comité Supérieur de Contrôle (CSC) a transmis un rapport explosif au parlement.

Kris Merckx

Vermeulen décrit comment plus de cinquante enquêtes ont été sabotées par l'ingérence politique de l'administrateur-général Alain Canneel (PS) et le président du Comité Supérieur de Contrôle Willy De Smet (CVP). Six ministres en fonction sont concernés...

1. Jean-Luc Dehaene (CVP). Luc Biesemans, secrétaire privé de Dehaene, a reçu du businessman Koen Blijweert 480.000 F de meubles pour son appartement à la mer. Fin des années 80, Blijweert a obtenu le contrat de dératisation des cours d'eau

lorsque Dehaene était ministre des Communications.

2. Theo Kelchtermans (CVP), ministre flamand de l'Environnement, a commandé des campagnes publicitaires publiques à l'agence Slangen & Partners (qui assure aussi les campagnes CVP), alors que cette firme était beaucoup plus chère que ses concurrentes. Il a "arrangé" une implantation illégale en zone agricole de l'usine textile Eurantex du groupe Beaulieu. Ainsi qu'une quinzaine de violations des règles de construction pour cette firme. Il aurait aussi veillé à ce que Plascobel reçoive 40 % des commandes de containers pour l'environnement. Un an plus tard, cette firme versait deux millions au CVP.

3. Karel Pinxten (CVP), ministre de l'Agriculture. Il existe des présomptions de corruption liée à l'établissement d'entreprises dans le zoning industriel

d'Overpelt (dont il était bourgmestre). Il y aurait toléré des infractions aux lois sur l'environnement.

4. Charles Picqué (PS) et Jos Chabert (CVP), respectivement ministre-président et ministre du gouvernement bruxellois, se sont rendus coupables de collaboration irrégulière avec l'agence publicitaire Stratecom qui a également assuré la dernière campagne du PS.

5. Luc Van den Bossche (SP), ministre de l'Enseignement flamand, «aurait voulu aussi s'accaparer une partie du contrat Eurosens de photographie aérienne.» Cette impressionnante liste d'accusations démontre combien les partis bourgeois dépendent du Capital. La réaction de Toback est très instructive. Il ne condamne pas ces faits, mais «le sensationnalisme des médias qui veulent en faire un mic-mac.»

De Morgen, 16 et 18 novembre.

EN BREF

PS et CVP victimes du McCarthyisme ?

Dans sa réaction aux enquêtes sur des affaires où des ministres CVP sont mentionnés le président Marc Van Peel parle d'un climat comparable à celui des Etats Unis dans les années cinquante «quand le sénateur McCarty faisait la chasse aux sorcières et qu'il suffisait d'être appelé communiste par quelqu'un pour être coupable». Elio Di Rupo, se sent lui aussi victime d'un «McCarthyisme de la pire espèce». Quel toupet de la part de représentants de deux partis qui ont appuyé à l'époque cette campagne anticommuniste ! Qui n'ont jamais sifflé un mot contre l'interdiction professionnelle contre les communistes en Allemagne. Et qui organisent chez nous l'interdiction du PTB à la Marche blanche et la chasse aux sorcières des syndicalistes de combat et des enseignants ! (DP)

Comment Willy Vermeulen est devenu "controversé"

Willy Vermeulen, adjoint linguistique de l'administrateur du Comité Supérieur de Contrôle (CSC), a déposé une bombe sous les pieds des partis traditionnels (voir ci-contre). Mais, le 16 novembre, il a subi une attaque orchestrée. Un bel exemple de la façon dont la bourgeoisie organise l'Opération Oubliettes et n'hésite pas à utiliser des allusions du plus bas niveau. *Het Volk* a publié une lettre de Vermeulen, datée de 1990, dans laquelle il demandait à Willy Claes de soutenir sa promotion (que le CVP bloquait). Le même jour, *Het Nieuwsblad* prétendait qu'il aurait été nommé sans examen, alors qu'il n'en avait pas besoin puisqu'il était déjà administrateur dans les services du premier ministre. La *Gazet van Antwerpen* a fermé la boucle en annonçant qu'il avait recherché le soutien de personnalités CVP haut placées pour assurer sa position personnelle au sein du CSC. Il est probable que le CVP et le SP aient fourni eux-mêmes à la "presse amie" le matériel "accablant". Répugnant. Parce qu'une fois en fonctions, Vermeulen n'a ménagé ni le CVP ni le SP. Ainsi, il a personnellement mené la perquisition de 24 heures au siège d'Agusta à Zaventem.

Les belles mains du VLD

Le président du VLD, De Croo, n'a pas de chances. La semaine passée, son parti a lancé une campagne publicitaire sur les "dix commandements" du VLD pour une réforme politico-judiciaire. Il prescrit la "lutte contre la corruption", "pas de clientélisme" et "une politique aux mains propres". Au même moment, on apprend que le sénateur Valère Vautmans a invité, voici quelque temps, l'administrateur Vermeulen du CSC à un petit souper où il voulait lui offrir une montre Rolex, un gadget de quelques centaines de milliers de francs. Vermeulen a joué le jeu, a accepté l'invitation et la Rolex farameuse qu'il a ensuite placée dans un coffre comme pièce à conviction (De Morgen, 16 novembre) Un autre VLD, Stephan Goris, bourgmestre de Linter et sénateur, a écrit en juillet 1995 une lettre au contrôleur des Douanes et Accises de Tirlemont. Il lui demandait d'annuler une amende de 300.000 F infligée à ses amis de la firme de transport Spiritus. Deux camions de cette firme, conduits par deux fils de l'échevin Emilke Spiritus de Saint-Trond, avaient roulés sans eurovigillette (De Morgen, 15 novembre) (KM)

Trafic d'enfants : pas que des politiciens

Les noms des financiers et des gendarmes doivent sortir aussi

Kris Merckx

La Justice a demandé au Parlement d'ouvrir un dossier contre Elio Di Rupo (PS) et Grafé, qui seraient impliqués dans des affaires de pédophilie. S'il apparaît que Di Rupo est coupable d'abus sexuel sur des mineurs d'âge, il s'agit d'un énorme scandale. Cela signifie que le vice premier ministre est dans une position qui permet que des criminels qui organisent des réseaux de prostitution puissent le faire chanter afin qu'il les protège. Son voyage

aux Etats-Unis avec Dehaene pour y visiter le Centre pour les enfants disparus apparaît dès lors comme le comble du cynisme.

Aujourd'hui la direction du Parti socialiste n'est plus seulement composée de fraudeurs, d'assassins présumés, de corrompus, mais aussi d'abuseurs de mineurs. Grafé et Di Rupo se sont déjà attaqués aux enfants lorsqu'ils étaient ministres de l'enseignement.

Parmi les clients et les protecteurs des réseaux de prostitution infantine ne figurent pas

seulement des politiciens, mais surtout davantage d'industriels et de financiers. C'est ce que témoigne un jeune prostitué sur RTL-TVI (17 novembre). Plus important: ces réseaux criminels peuvent seulement se maintenir grâce à la protection de personnages hauts placés de l'appareil policier. A ce propos, rappelons les propos d'un gendarme, membre du Staf Général, qui déclarait à l'hebdomadaire *Téléoustique* (3 octobre) qu'«un colonel en retraite et deux colonels d'active (de la gendarmerie) sont

fortement suspectés dans des dossiers de pédophilie. Ces personnes ont été prises en flagrant délit. Le premier dans un manège avec une jeune personne.

Le second a été vu dans des endroits bien connus de nos services en ce domaine et le troisième (a un) partenaire, une personne de couleur... mineur d'âge au début de leur relation... Ces gens sont très bien informés, donc presque intouchables.» Le mot d'ordre "On veut les noms" ne vaut pas que pour les politiciens !

Comment rendre un congrès syndical passionnant ?

Du 21 au 23 novembre, la Centrale Générale de la FGTB tient son congrès

La Centrale Générale a choisi comme thème de son congrès : "Sortons de l'engrenage. Bâtons un avenir social". Est-ce pour sortir de l'engrenage capitaliste et pour bâtir une société socialiste ? Pour cela, il faudrait un choix sans équivoque contre le syndicalisme de concertation et pour le syndicalisme de combat.

Jo Cottenier

Ainsi, la Centrale Générale, qui a la réputation d'être la plus à gauche des centrales du privé, pourrait peser de tout son poids dans le débat qui déchire actuellement la FGTB.

La Centrale Générale (CG) compte de nombreux délégués et secrétaires combattifs. Cela s'est vu en 93, lorsqu'elle s'est révoltée contre le Pacte social et le Plan global. Au congrès FGTB de 94, la Centrale Générale a ouvertement critiqué le manque d'analyse anticapitaliste et de perspective socialiste. A l'époque, Michel Nollet était le président de cette centrale. A plusieurs reprises, elle a lancé des appels à l'action en front commun contre les astreintes et les interventions de justice visant à briser les grèves (pétrole, Monsanto, Kemira, Glaverbel, Albemarle, Préchamp, Mopléfan,...). Idem pour la protection des délégués syndicaux (Sherwood, Omnichem, BASF, différents ateliers protégés,...). Cette année, elle s'est battue pour le rejet du Contrat d'avenir en avril et c'est encore la CG qui a proposé la grève de 24 h du 28 octobre.

Au moment où la droite de la FGTB défend de plus en plus ouvertement un syndicalisme de concertation et le «réalisme syndical», il est extrêmement important que la CG prenne le contre-pied et donne une perspective à la gauche syndicale. La voie de conciliation entre ces deux tendances est d'ores et déjà vouée à l'échec. Michel

Nollet a choisi cette voie et on constate qu'elle le condamne à l'impuissance face aux courants de droite qui cherchent la scission. Comment interpréter autrement les déclarations récentes de Wittebrongel et Vanneste de la centrale du textile ?

Cette voie ne peut mener qu'à un antisindicalisme de plus en plus grand parmi les travailleurs et à l'éclatement de la FGTB. Si la gauche ne se démarque pas par un programme radicalement anticapitaliste, elle ne peut pas regagner la confiance de la base syndicale et inspirer ainsi un renouveau syndical. C'est dans ce cadre qu'il faut juger le congrès de la CG.

S'accrocher à la concertation à tout prix ?

Dans les documents préparatoires, le rêve du capitalisme maîtrisé grâce à la concertation est malheureusement la perspective principale. Elle présente l'éclatement de la concertation comme la plus grave menace pesant sur le syndicalisme. C'est la thèse de Mia De Vits et de Willy Peirens.

«On doit limiter la concurrence effrénée à tous les niveaux, et ceci via des lois dans les matières sociales, de réglementation du travail, économiques et fiscales, (...) Une autre politique doit être menée afin de renforcer la solidarité et la coopération plutôt que la concurrence. Cela suppose que nous obtenions de nouveaux



Les tentatives de faire le grand écart pour concilier syndicalisme de concertation et syndicalisme de combat sont vouées à l'échec. (Photo Vincent Chiavetta)

accords contraignants qui canalisent et limitent la concurrence, aussi bien sur le plan politique qu'entre les partenaires sociaux, sur le plan social. (...) Le congrès exige un rôle central pour la concertation sociale : les structures actuelles de concertation (dans les entreprises, les secteurs et au niveau interprofessionnel) doivent être renforcées et étendues (...) La Centrale Générale mettra tout en oeuvre afin de limiter autant que possible la flexibilité débridée qui détruit l'emploi et sape les conditions de travail. (...) Toutes les modalités de la flexibilité doivent faire l'objet d'une concertation sociale dans les entreprises. (...), l'introduction de nouvelles méthodes de gestion (entre autres les cercles de qualité, l'objectif de la qualité totale, et la gestion des ressources humaines) doit être négociée.» (1)

Celui qui prône la concertation comme stratégie syndicale est déjà prêt à se plier à la majorité des exigences patronales et gouvernementales. La citation le montre clairement en matière de flexibilité et de nouvelles méthodes de gestion du patronat. Les propositions contenues dans ces projets de résolutions s'adaptent aux évolutions et aux besoins du capitalisme. Le syndicalisme de concertation tente de faire coller les revendications des travailleurs pour des emplois stables, pour la réduction du temps de travail, contre l'exploitation accrue,... à ce qui est acceptable pour les patrons. C'est un choix en faveur de la

solidarité dans la misère. Ce sont ces choix-là qui mènent à la crise du syndicalisme.

Les patrons lancent une offensive en règle contre tous les acquis du mouvement ouvrier. Ils veulent bien continuer à accepter le modèle de concertation, mais uniquement si cette concertation porte sur le démantèlement social : diminution du coût du travail, limitation des salaires, emplois précaires, flexibilité accrue, démantèlement de la sécurité sociale. Au printemps, une révolte de la base et des cadres intermédiaires de la FGTB a fait échouer la concertation sur le Contrat d'avenir. Mais aujourd'hui, certains tentent de faire accepter le cadre de la norme salariale avec quelques petites adaptations. C'est dire si, aujourd'hui, les deux stratégies syndicales s'affrontent sur la norme salariale et la négociation des conventions.

Le congrès de la CG, qui regroupe beaucoup d'entreprises "fortes", pourrait se placer à l'avant-garde pour briser ce carcan. Pas dans une perspective corporatiste, mais pour frayer le chemin aux autres secteurs, par exemple dans la lutte pour une diminution radicale du temps de travail avec maintien du salaire et embauches compensatoires.

Un choix de société

Dans les réunions préparatoires, plusieurs militants ont plaidé pour le mot d'ordre clair des 32 heures sans perte de salaire. Ce serait

donner un contenu précis à ce que deux secrétaires nationaux (Raes et Corbisier) déclarent dans *Syndicats* : «Ne nous laissons pas entraîner par l'engrenage pessimiste et négatif qui veut nous amener à l'appauvrissement, à la réduction de notre pouvoir d'achat et de l'emploi, au démantèlement de notre sécurité sociale. Car les patrons et les multinationales essayent de faire croire qu'il n'y a pas d'issue, que tout est joué, que c'est la fatalité qui est à l'oeuvre. Ils seraient les gagnants dans l'affaire et les travailleurs seraient perdants. Non, ce n'est pas joué d'avance. Le vrai match doit encore commencer. Il ne s'agit pas seulement là de l'enjeu de notre congrès, mais aussi de celui de tout le mouvement syndical pour les années à venir.» (2)

Aujourd'hui plus que jamais, le syndicalisme doit oser rejeter le capitalisme comme système. La source de toutes les catastrophes — que ce soient les catastrophes sociales ou les révélations liées à l'affaire Dutroux — est l'économie de marché et sa chasse au profit maximum. Dire cela, c'est se libérer du carcan idéologique des partis socialistes, qui veulent enfermer le syndicalisme entre les quatre murs de la logique du profit : compétitivité, normes de Maastricht, privatisations et flexibilité. Abatte ces murs, c'est se battre pour le vrai socialisme.

1 Proposition de projet de résolutions, pp 7-21-23. — 2. Congrès statutaire de la CG 96, dans *Syndicats*, 8 novembre 96, p 10.

Le PS n'est pas le relais du syndicalisme de combat

La conscience que le PS et le SP sont des partis du grand capital, abusant du mot "socialiste", s'exprime de plus en plus dans les réunions et discussions syndicales. Certains responsables syndicaux de la Centrale Générale justifient leurs liens privilégiés avec les partis socialistes par le besoin d'un "relais politique" faisant aboutir les revendications des travailleurs. Mais Jean Alleyn, nouveau secrétaire régional FGTB de Charleroi (et ancien secrétaire de la Centrale Générale) y a répondu récemment dans notre journal : «Si un parti qui se dit socialiste déclare qu'il n'est plus capable de mener une po-

litique de gauche, qu'il ne peut plus se battre pour la classe ouvrière, alors celle-ci devra s'orienter vers d'autres qui eux, considèrent encore cette politique de gauche nécessaire. Le travailleur qui vote pour un PS qui dit qu'il ne peut plus défendre les travailleurs, trahit sa classe. (...) Je suis persuadé que l'avenir du monde c'est le socialisme.» (*Solidaire*, 30/11/96) Il est temps, effectivement, que le syndicalisme revienne à sa conception d'origine, qu'il serve de levier pour balayer ce système injuste et pour instaurer une société sans propriété privée des usines, dirigée par un Etat des travailleurs.

Le spray au poivre a tué aux USA

Mais la police anversoise ne voit "aucun inconvénient" à l'utiliser

Finie la matraque ? La police d'Anvers se dote d'une nouvelle arme anti-manifestants : le spray au poivre. Mais, utilisé à forte dose contre une personne couchée à terre, cet engin peut devenir mortel.

Jef Bruynseels

Le bourgmestre d'Anvers, la socialiste Detiège, autorise depuis peu sa police à utiliser le spray au poivre, qui présente un danger mortel. Le PTB a organisé une conférence de presse le 15 novembre dernier pour exiger l'interdiction de cet engin mortel.

Un porte-parole de la police a réagi sur la chaîne régionale ATV : «Le spray au poivre est utilisé comme défense légitime durant les manifestations. Les fabricants nous donnent toutes les garanties, sur base d'un dossier médical. Nous avons effectué un examen nous-mêmes et faisons régulièrement des exercices sous surveillance médicale. Il n'y a pas de problèmes quant à des séquelles éventuelles.»

Ce n'est pas l'opinion de l'avocate Lynne Wilson de Seattle-Washington, membre du comité de direction de la Coalition nationale sur la responsabilité de la police. Dans la revue Covert Action, elle déclare : «La souffrance provoquée par le spray au poivre peut durer 45 minutes et elle est si intense qu'on peut parler d'une forme de torture». Lynne Wilson est membre du comité de direction de la Coalition nationale sur la responsabilité de la police.

Elle poursuit : «Imaginez que quelqu'un vous déverse dans le visage, les yeux et les narines une substance 600 fois plus forte que le poivre de Cayenne. Imaginez que cela vous arrive alors que vous avez les mains attachées derrière le dos par des menottes. Imaginez que vous souffriez d'asthme ou de bronchite, que vous ayez un cœur faible, que vous soyez ivre ou simplement que vous ayez un malaise. Dans ces cas, la souffrance provoquée par le spray peut devenir insupportable, vous pouvez être pris de difficultés respiratoires, être complètement désorienté et tomber à terre. Et si, par malheur, un policier tente de vous maîtriser en maintenant son genou sur votre poitrine, vous risquez de mourir.»

L'été 1995, la femme de Javier Trejo appelle la police parce que son mari, en état d'ivresse, était violent. Ayant maîtrisé l'homme en utilisant du spray au poivre, la police d'Orange County en Californie, le jette dans une cellule. Une heure plus tard, il décède. «J'avais demandé à la police de me protéger, pleure Mary, pas qu'elle assassine mon mari !» Trejo est l'un des 60 prisonniers depuis 1990 qui ont trouvé la mort après avoir été exposés à ce même spray.

Justice de rue ?

Le spray au poivre est extrait de la plante du poivre de Cayenne, Capsicum Oil (CO). Il a été introduit officiellement aux Etats-Unis dans les années 80 par les services de la poste afin de chasser les chiens. En 1987, le FBI l'adopta comme "produit chimique reconnu", car il offrait des avantages indéniables : le policier qui l'utilise ne risque pas d'attraper le produit dans le visage et les traces peuvent facilement être lavées. Autre avantage : il ne laisse pas de blessures visibles. Les victimes ne peuvent donc pas introduire de plainte pour coups et blessures. Mais lorsque les chefs de police australiens et britanniques ont voulu ajouter l'OC à leur arsenal, les militants de ces pays ont parlé d'une violation du traité sur les armes chimiques. La Ligue nationale pour la responsabilité de la police (NCOPA) veut que le spray soit soumis à un examen en tant que forme de torture, telle que définie par la convention des Nations unies sur les tortures et autres traitements cruels, inhu-



Le spray a un grand "avantage" par rapport aux matraques : il ne laisse pas de traces...

maines et dégradants, convention signée par les Etats-Unis. En réalité, le spray s'utilise par la police pour exercer une forme de "justice de rue". Un jeune Noir de Washington victime du spray parce qu'il insultait les gendarmes qui lui passaient les menottes. A été enfermé une demi-heure dans une voiture de patrouille, avec le chauffage mis au maximum.

Deux morts en 1992, vingt-six en 1993

L'organisation américaine des droits de l'homme ACLU a exprimé son inquiétude en déclarant qu'il y a probablement plus de victimes mortelles que celles connues officiellement. Les rapports d'autopsie de 26 victimes ayant été en contact avec du spray au poivre peu de temps avant leur décès ne le mentionnent pas comme cause du décès. Dans une mise en garde émanant de scientifiques californiens, ceux-ci affirment que les effets secondaires sont encore si peu examinés que

les médecins légistes ignorent les traces qu'ils doivent rechercher lors de l'autopsie.

Ce n'est qu'en juillet 1993, qu'un médecin légiste de Caroline du Nord a établi un lien direct entre le spray et le décès d'un prisonnier. Le jeune Noir Angelo Robinson, âgé de 24 ans, arrêté pour conduite dangereuse, souffrait d'une bronchite au moment du décès. Selon le rapport, les policiers lui avaient versé 10 à 15 fois du spray au poivre à la figure, pendant qu'ils lui passaient les menottes et l'avaient obligé à se coucher sur le ventre. Il est bien connu que cette attitude peut provoquer la mort par asphyxie, parce que le poids du corps enfonce le thorax.

Depuis que les dangers du spray sont mieux connus, les chercheurs médicaux sont plus attentifs lorsqu'il s'agit d'établir le rapport entre l'usage d'OC et un cas de décès. Mais les services de police utilisent le spray de plus en plus fréquemment. En 1992, deux cas de décès ont été enregistrés, en 1993 il y en a eu 26. L'Institut judiciaire national a rapporté le cas d'un jeune dont

les vêtements ont pris feu lorsque la police lui a infligé des chocs électriques, tant ils étaient imbibés de spray.

Des comités de quartier en colère protestent contre son usage. Après la mort d'Aaron Williams, âgé de 37 ans, le comité "Copwatch" a exigé l'interdiction totale. Des policiers avaient arrêté Williams pour infraction au code de la route. Rué de coups de pieds tout en utilisant à plusieurs reprises le spray. Il est mort couché sur le ventre, mains attachées derrière le dos. Après l'incident, la police a reconnu que les agents n'avaient pas respecté les directives officielles concernant le transport de personnes arrêtées, menottées et couchées au sol.

Le spray au poivre à lui seul ne provoque jamais la mort, mais combiné avec d'autres mesures de contrainte, il peut conduire à l'issue fatale.

Les risques sont d'autant plus importants s'il est utilisé sur des personnes souffrant de troubles psychiques ou sous influence de médicaments.

A quand le premier mort sur la conscience ?

Vande Lanotte, Detiège et Dehousse prônent les méthodes de répression américaines

Jef Bruynseels

Le 2 septembre 1996, le bourgmestre SP d'Anvers Léona Detiège a pu se dire satisfaite. Sa police a utilisé le premier lot de 200 sprays au poivre contre une manifestation de 500 marins. L'un des manifestants raconte : «Un collègue espagnol a attrapé le produit en pleine figure. Ayant été arrosé d'une distance de 10 cm. Aveuglé et hurlant de souffrance, il s'est enfui sur les quais. Le secrétaire FGTB Geeraerts ajoute : «Sur le quai Gerlache, j'ai voulu évacuer un homme blessé devant les pieds des policiers. Je croyais qu'ils me

reconnaîtraient. Au contraire, j'ai reçu toute la charge. J'ai pleuré de grosses larmes et j'ai senti une vive irritation du nez et de la gorge. A tel point que j'ai eu des nausées» (1).

Le socialisme policier à l'oeuvre

C'est le ministre SP de l'Intérieur, Johan Vande Lanotte, qui a introduit subrepticement le spray au poivre, sans contrôle ni débat public. Cela s'est fait par voie de lettre circulaire (n° POL. 26bis du 3 mai 1995) adressée à la police.

L'usage du produit avait déjà été réglé pour la gendarmerie via un arrêté royal. Celle-ci utilise le produit depuis 1995 dans les brigades du métro et contre les réfugiés. La directive du ministère de l'Intérieur (ou faut-il parler du ministère de la Gendarmerie ?) a importé le spray dans les agglomérations d'Anvers et Liège en 1996. Les bourgmestres SP et PS de ces villes, Detiège et Dehousse, ont récemment introduit l'arme mortelle dans leurs services de police. En novembre 1996, un agent du FBI appartenant à l'équipe Swap (Special weapon and arrestation team) est venu faire une démonstration

du spray au poivre dans le centre de formation de la police à Anvers. Début novembre, Larry Glick, président de l'association policière américaine NTOA, se

rendait aux Pays-Bas pour promouvoir "cette arme du 21ème siècle".

1. Gazet van Antwerpen, 30.10.96

Le PTB exige :

1° Interdiction totale du spray au poivre et de toute autre arme "alternative" utilisée contre la population.
2° Retrait de l'arrêté royal et de la circulaire de mai 1995 émanant du ministère de l'Intérieur.

3° Un débat et une enquête publique par une commission indépendante sur le spray au poivre, avec participation des syndicats, d'organisations de jeunes, de spécialistes étrangers et de victimes du spray au poivre.

Pourquoi le PTB veut-il dissoudre la gendarmerie ?

Il faut arrêter ce coup d'Etat rampant...

De plus en plus, l'affaire Dutroux révèle une négligence criminelle de la gendarmerie. Depuis dix ans, le PTB réclame la dissolution du plus puissant des corps de police. A présent, Gino Russo vient de demander la démission du ministre Vande Lanotte, patron de la gendarmerie...

Jan Haesaers

Gino Russo exige la démission de Vande Lanotte, ministre de l'Intérieur. « Depuis le début de l'enquête, des certitudes sont apparues quant aux responsabilités de certains membres de la gendarmerie, mais aucune sanction n'a été prise. Etant donné qu'il nous est impossible d'intervenir dans cette "machine" qu'est la gendarmerie, nous ne pouvons que nous en prendre à son principal responsable... et demander sa démission » (1).

En fait, la direction de la gendarmerie s'est servie de l'affaire des enfants pour saboter la police judiciaire, chargée des recherches. Si la P. J. échouait, la direction de la gendarmerie espérait que les cas de disparitions lui seraient dorénavant confiés. Objectif de la gendarmerie : un "coup d'Etat dans l'Etat policier".

Un conclave sur la réforme des services de police aura lieu avant la fin de l'année. Le général Deridder, a élaboré un "Plan stratégique de la gendarmerie 1996-2000" (2). Vande Lanotte prépare une police unique. La gendarmerie (17.000 hommes) serait l'épine dorsale de cette police unique. P. J. (1.300 hommes) et la police communale seraient englobées ou subordonnées à la gendarmerie. Grand temps donc de rappeler ce que le PTB demandait déjà en 1985 : la dissolution de la gendarmerie. Voici pourquoi...

1. Gardienne de l'ordre capitaliste

La mission essentielle de la gendarmerie consiste à maintenir l'ordre capitaliste contre des mouvements populaires révolutionnaires. Elle constitue le noyau armé de l'appareil d'Etat, au service exclusif des capitalistes.

La gendarmerie a été créée pour "sauvegarder l'ordre public". C'est-à-dire : pour empêcher que le régime capitaliste soit renversé. « Le 26 mars 1886, Léopold II, Roi des Belges, s'inquiète de la montée des socialistes. Cela va provoquer des troubles, dit-il à son premier ministre Bernaert. Il est conseillé d'embaucher de nouveaux gendarmes » (3). L'histoire de la gendarmerie est celle d'une succession d'écrasements de grèves, de manifestations et de soulèvements. Après chaque grève générale ou grande révolte ouvrière, la gendarmerie a été renforcée : 2.400 hommes en 1889. 17.000

aujourd'hui. Chaque nouvelle loi sur la gendarmerie a vu le jour après des discussions sur ses faiblesses lors de soulèvements (voir plus loin).

La formation des gendarmes est principalement axée sur le maintien de l'ordre. En moyenne, un gendarme consacre 56% de son temps opérationnel au "maintien de l'ordre". Même maintenant alors qu'il n'y a pas de lutte ouvrière d'envergure. (4). Les fonctions secondaires - criminalité, circulation - sont un alibi pour obtenir plus de moyens et de personnel. La surveillance des routes (caméras, contrôles de la circulation et de l'alcool), permet un contrôle gigantesque de la population. Les recherches secrètes, illégales et parallèles dans l'affaire Dutroux ont également montré que la gendarmerie utilise les résultats de ses recherches dans les affaires criminelles surtout pour étendre son pouvoir, au détriment de la police judiciaire. Ou pour faire chanter les personnalités qui ont des activités criminelles. Pas pour découvrir des criminels.

2. Dangereusement autonome

Après la grève 60-61, le commandant national de la gendarmerie a reçu des attributions ministérielles importantes. Il a compétence absolue pour l'attribution des moyens financiers, l'organisation et l'usage du temps de son corps. Il est le seul chef de police du pays autorisé à s'adresser directement à la population et lui imposer ses ordres. Le contrôle parlementaire sur la gendarmerie est purement formel.

Les partis de la majorité - socialistes en tête - sont d'accord avec cette autonomie, ils défendent la gendarmerie bec et ongles. Quand la police communale a critiqué la gendarmerie, Vande Lanotte aurait même déclaré : « Puisque la gendarmerie, tout comme la police communale, tombe dans ses attributions, il se sent personnellement visé chaque fois que la gendarmerie est prise à partie. Les polémiques dans la presse doivent être terminées une fois pour toutes » (5).

On ne tient aucun compte du Comité P, créé suite aux révélations sur l'implication de gendarmes dans la Bande du Brabant et chargé de surveiller le fonctionnement des services de police. Dans son premier rapport annuel, le Comité P avait averti : « La



Gino Russo et Jean-Denis Lejeune exigent la démission de Vande Lanotte, patron de la gendarmerie.

gendarmerie, qui est devenue incontestablement le corps de police le mieux organisé, le mieux équipé et le mieux formé du pays, n'hésite pas à empiéter sur la police communale et judiciaire. Le Comité P se demandait notamment pourquoi le Bureau Central des Recherches (BCR) de la gendarmerie n'était pas repris dans le Soutien général de police commun, ce qui était le cas du service analogue de la P. J.» (6). Depuis, le socialiste Vande Lanotte travaille fébrilement à son plan d'une police unique, pour légaliser cette position de force de la gendarmerie.

3. Discipline exclusivement interne

Pour une gendarmerie, la discipline interne est supérieure à la loyauté à l'égard des autorités politiques et judiciaires. Officiellement, la gendarmerie ne fait plus partie de l'armée. En réalité, elle reste un corps hiérarchique et militaire. On a appris récemment qu'un gendarme, impliqué dans un affaire, doit toujours dire la vérité à ses supérieurs. Mais, lorsqu'il est interrogé devant un tribunal, il peut mentir.

4. Elle seule peut réaliser un coup d'Etat

En 1936, la gendarmerie a commencé à exécuter un tel plan de coup d'Etat. Aujourd'hui, elle a deux fois plus d'hommes, plus d'autonomie, plus d'attributions. Elle est présente dans tout le pays. Et dans des organes clés de l'appareil d'Etat (Intérieur, Justi-

ce, Défense nationale, Travail, Affaires étrangères). Tous ses districts ont préparé des plans pour occuper les usines et bâtiments publics importants. C'est le seul service de police belge qui a mis sur fiches l'ensemble du mouvement ouvrier et révolutionnaire et qui est en mesure d'arrêter tous les dirigeants en 24 heures. Seule la gendarmerie est en mesure d'imposer la censure politique à un mouvement de masse. C'est devenu clair à la Marche blanche du 20 octobre. La veille, le capitaine de la gendarmerie De Cuyper déclarait : « On veillera strictement à ce que la neutralité de tout le monde soit respectée ». Pour cela, on a mobilisé 600 agents et un millier de gendarmes. « On a encore beaucoup de gens prêts à intervenir », a ajouté De Cuyper (7).

5. Chouchou de l'OTAN et des USA

La gendarmerie est le seul corps de police qui bénéficie de la pleine confiance de l'impérialisme américain et de l'OTAN. Elle dispose ainsi de points d'appui, qui échappent entièrement à l'autorité civile belge.

Son chef, le général Deridder a par exemple signé un accord avec le chef des services de sécurité turcs. La gendarmerie assiste la lutte commune de l'Otan contre le mouvement révolutionnaire kurde. Objectif principal : contrôler le pipe-line traversant le Kurdistan. Ses principaux cadres reçoivent une formation aux Etats-Unis. La gendarmerie est assistée par des conseillers américains de la police et de l'armée.

6. Pas de garantie contre la criminalité

Pour lutter contre la criminalité et protéger la population, la gendarmerie n'offre pas la moindre garantie. Au contraire !

Fin des années 80, on apprenait que le commandant de gendarmerie François, chargé de la lutte antidrogue, y était lui-même mêlé. Des gendarmes étaient impliqués dans le vol d'armes sophistiquées au groupe de la gendarmerie Dyane en 1982, ont déclaré des témoins devant la commission d'enquête sur les tueurs du Brabant. (9). Les mêmes gendarmes ont été cités à propos de ces attentats.

En février, un réseau de pédophiles était démantelé, dirigé par un gendarme limbourgeois (10). En juillet, le chef-adjoint de la BSR anversoise était arrêté. Probablement impliqué dans un trafic de 3,5 tonnes de marijuana venant de Thaïlande (11). On le soupçonne de faire passer de la drogue depuis des années via le port d'Anvers.

L'affaire Dutroux prouve à nouveau de manière dramatique que la gendarmerie échoue à protéger la population. Enfin, chaque année, des victimes innocentes tombent sous les balles de gendarmes.

Aussi bien pour défendre les droits démocratiques que pour protéger la population, la dissolution de la gendarmerie s'impose.

(1) La Wallonie, 15.11.96. (2) De Morgen, 27.4.96. (3) Van Outrive, Cartuyvels, Ponsaers, Les Polices en Belgique, p. 56, EVO 1991. (4) Conférence Lt gen. Bernaert, Hoger Instituut voor Defensie, 6.12.84. (5) Gewapende lieden, p.141. (6) Ibid., p.138. (7) De Morgen, 19.10.96. (9) Benderapport, p. 52. (10) De Morgen, 5.2.96. (11) Humo, 15.10.96.

Tachée du sang des ouvriers

L'histoire de la gendarmerie : 110 années de répression des luttes sociales

L'histoire de la gendarmerie est écrite avec le sang des travailleurs. Dès le début, ce corps est conçu par la bourgeoisie comme le rempart ultime contre le socialisme et la lutte ouvrière. Après chaque grande lutte, la bourgeoisie tire les leçons. A chaque fois, la gendarmerie sort renforcée en hommes, en moyens ou en compétences.

Herwig Lerouge

1886

Le 26 mars 1886, le roi Léopold II exprime son inquiétude devant la montée socialiste : «Des troubles sont à craindre et sans doute serait-il prudent de pourvoir au recrutement de nouveaux gendarmes». L'année avait connu des grèves partout réprimées brutalement par l'armée, chargée du maintien de l'ordre jusque-là. Dans la région de Charleroi, 18 ouvriers tombent sous ses balles. La gendarmerie est réorganisée en 1889. A partir de 1892, des brigades sont prévues sur l'ensemble du territoire. Ses effectifs passeront de 2.400 hommes et 218 brigades en 1889 à 3.362 en 1909. Un escadron mobile est créé pour réprimer les luttes sociales importantes.

Hiver 1918

La menace de la révolution socialiste apparaît à la bourgeoisie à travers les révolutions d'Octobre en Russie, la révolution allemande, la révolution hongroise. Des grèves massives paralysent la métallurgie et l'industrie minière. Le 14 août 1919, les effectifs de la gendarmerie passent à 5.856 hommes. Six groupes territoriaux sont constitués à Bruxelles, Anvers, Gand, Mons, Liège et Namur. Ils sont constitués d'une force mobile composée de deux pelotons à cheval et d'un escadron pourvu de trois automitrailleuses. Une légion mobile est placée sous la direction du chef de corps. En 1921, suite aux diverses manifestations politiques qui secouent le pays, les effectifs passent à 6.139, puis à 6.774 unités, auxquelles



60-61 : la gendarmerie est mobilisée dans tout le pays contre les manifestants et les grévistes. A Bruxelles (photo : charge à la gare du midi), il y a eu un mort.

s'ajoutent 156 officiers.

1932

Le 8 juillet 1932, le gouverneur du Hainaut y interdit tout rassemblement ou circulation à vélo. La gendarmerie doit faire respecter le décret et surveiller les ponts, les viaducs, les installations électriques et téléphoniques. Pour la première fois, elle intervient avec le matériel le plus moderne : des autos blindées armées de mitrailleuses et des tanks légers. Ses interventions font deux morts et de nombreux blessés. Le gouvernement renforce les unités mobiles. En 1933, des unités supplémentaires d'un millier d'hommes au total sont constituées spécifiquement pour le maintien de l'ordre public.

1936

Lors des grèves et des luttes sociales de 1936, la gendarmerie intervient surtout à Liège et dans le Hainaut, faisant à nouveau des morts. Ces grèves sont l'occasion d'une nouvelle extension du cadre. Le 17 décembre, un quatrième groupe mobile est installé à Liège et équipé de tanks Renault comme les trois premiers. Un huitième groupe territorial est constitué à Hasselt, ce qui porte le nombre total des effectifs de la gendarmerie à 7.371 unités.

1945

Le 25 novembre 1944, 8.000 résistants sans armes se dirigent vers la zone neutre, à Bruxelles, contre l'ordre de désarmement de la résistance. La gendarmerie tire : plus de 40 blessés sur le pavé. L'influence communiste au sein de la résistance armée est considérée par les partis traditionnels comme une menace pour le régime. La remise sur pied de la gendarmerie avec l'aide des armées alliées doit conjurer ce danger. Elle passe de 8.387 hommes en 1940 à 12.248 en 1945. Une Légion mobile est créée à Bruxelles pour assurer une meilleure protection de la zone neutre. Des brigades spéciales de recherches et de renseignements (les BSR) sont constituées dans chaque district. Leur mission : «recueil de renseignements complémentaires nécessaires au cours normal des enquêtes judiciaires, et la surveillance accrue des étrangers, des suspects et des milieux subversifs». Ce qui comprend la répression et la chasse aux communistes.

1950

Grèves et manifestations se succèdent contre le retour de Léopold III sur le trône. Une réunion de grévistes en plein air à Grâce Berleur, près de Liège, est dispersée par la gendarmerie qui

intervient de sa propre initiative et ouvre le feu : 4 morts et 8 blessés dont succombera à ses blessures. Dès 1951, une commission élabore une loi sur la gendarmerie qui sera votée en 1957 sous l'égide du gouvernement du socialiste Van Acker. La gendarmerie améliore son pouvoir d'action. Motorisée, elle accroît sa mobilité. Elle perfectionne son armement et son matériel de transmission. Elle accroît aussi son champ de compétences avec les BSR judiciaires, la police maritime, la police des aéroports et la police spéciale de la route. L'autonomie de la gendarmerie s'accroît. L'inspecteur général n'est plus un officier de l'armée, mais un officier de gendarmerie. Sa possibilité d'agir de sa propre initiative et son indépendance à l'égard des autorités civiles sont maintenues. Les armes blanches peuvent être désormais utilisées sans réquisition préalable.

60-61

A Chênée, le 16 janvier 1961, la gendarmerie tire sur la foule sans sommation faisant de nombreux blessés graves. En 1966, la gendarmerie tue un manifestant à Zwartberg. Les 16 et 19 mai 1966, elle intervient brutalement à Louvain. A Audenaerde, les gendarmes tuent un paysan le 26

novembre 1967. Les grèves de 1960-1961, les grèves des mines de 1966, ainsi que les événements de 1968, ont joué un rôle important dans l'accroissement des effectifs de la gendarmerie, dans l'extension du commandement et dans la multiplication des sections de la BSR. Le corps des officiers s'étend aussi considérablement.

En 1960, le cadre organique compte 12.850 unités. Un règlement de 1964 vise presque exclusivement le maintien de l'ordre. C'est manifestement devenu la tâche par excellence de la gendarmerie. On insiste sur la récolte d'informations. Selon le cours "information" de la fin des années septante : «La gendarmerie adresse ses rapports les plus confidentiels sur l'organisation et sur les activités de tous les groupes ou mouvements qui peuvent être considérés comme subversifs. Le terme "subversif" est pris au sens large du terme, il comporte tous les comportements et activités qui sont de nature à troubler l'ordre public».

La loi du 8 avril 1969 fixe un cadre de 15.600 hommes, qui atteint 16.870 unités en 1975. L'équipement est adapté et s'accroît considérablement au cours de ces années.

Source : L. Van Ostrive, Y. Cor-tuyvels, P. Ponsaers, Les polices en Belgique, EVO, 1991.

Quand un gendarme doit-il mentir à la justice ?

Le numéro de novembre d'*Info-Nouvelles*, l'organe du Syndicat national du personnel de la gendarmerie du fameux adjudant Van Keer, publie des extraits du code de "déontologie" de la gendarmerie. Il s'agit donc d'obligations morales à observer par les gendarmes. Selon le syndicat, ces règles sont en vigueur sous cette forme depuis 1994. Elles proviennent de la hiérarchie, désormais animée de sentiments démocrati-

ques, selon les socialistes Tobback et Vande Lanotte.

Quelques extraits : «En cas de procédures disciplinaires internes (à la gendarmerie, ndlr), les membres du personnel de la gendarmerie ont un devoir de loyauté. Ils ne peuvent se retrancher derrière le secret professionnel, doivent donner connaissance de tous les éléments de manière spontanée, honnête...» (1)

Donc loyauté absolue envers les

supérieurs. Mais «dans les cas où les faits d'une enquête interne constituent également une incrimination pénale (font l'objet d'une enquête judiciaire, ndlr) dont il faut donner connaissance aux autorités judiciaires, (le gendarme) peut dans le cadre de l'enquête et sans crainte d'une décision pénale plus sévère, se taire voire même mentir». (1)

En effet, on ne peut pas obliger une personne soupçonnée ou inculpée

de dire la vérité, elle ne pourra pas être punie plus sévèrement pour avoir menti. Mais la hiérarchie de la gendarmerie envoie ici un message clair. Envers vos supérieurs de la gendarmerie, pas question de mentir, loyauté et franchise absolues. Envers l'extérieur, vous mentirez ou non. Mais selon quel critère ? Si la loyauté envers ses supérieurs est le critère suprême d'un gendarme, le critère ne sera-t-il pas toujours l'intérêt de

la gendarmerie ou des supérieurs en question ? La gendarmerie est vraiment un Etat dans l'Etat. Ses chefs imposent à leurs troupes une loyauté absolue au mépris de la loyauté élémentaire envers la vérité dans les affaires criminelles. C'est en sachant cela qu'il faut lire d'un oeil très critique toutes les déclarations de gendarmes à propos de ce qui s'est passé lors de l'enquête sur les disparitions.

1. Le Journal, 8 novembre 1996



Comment la Justice fonctionnait en URSS...

Solidaire entame la publication de "Notes d'un juge du peuple", petit livre édité en 1952 à Amsterdam. L'auteur, Georgi Feodochevitch Ivanov, juge au district de Kiev à Moscou, l'a écrit à 25 ans. Après ses études, Ivanov se rend immédiatement au front comme soldat, puis sous-lieutenant, enfin commandant des chasseurs. Blessé quatre fois, la dernière grièvement, renvoyé du front, il obtient son diplôme à l'école des juristes de Moscou et est élu juge du peuple. Ce livre donne une image concrète du fonctionnement de la Justice socialiste. La comparaison avec la Justice en Belgique s'impose.

Notes d'un juge du peuple

En Union soviétique, il n'y avait pas de mur entre la Justice et les ouvriers (1ère partie)

Georgi Ivanov

Le district de Kiev comprend onze arrondissements. Des dix juges qui collaborent avec moi aucun n'a hérité son poste de son père. Tous sont des enfants d'ouvriers, de paysans ou d'employés.

Voici la courte histoire de quelques uns de nos juges du peuple. La juge du peuple Anna Sjtatova est issue d'une famille de mineurs. Ses parents n'étaient pas en mesure d'offrir une bonne formation à leur fille ni à leurs autres enfants. Elle a travaillé pendant longtemps dans les champs comme ouvrière journalière. La révolution d'Octobre lui a ouvert des possibilités nouvelles. L'ouvrière agricole Anna Sjtatova a été envoyée à la Faculté ouvrière. Ensuite, elle a étudié le droit soviétique à l'université de Moscou. Elle a passé ses examens et, depuis 1934, elle siège au Tribunal du peuple.

Le juge du peuple Michail Ivanovitch Gerasimov vient d'un milieu ouvrier. Son père était métallurgiste ajusteur, sa mère tisseuse. Lui-même était ouvrier dans une usine d'instruments optiques. Il a combattu durant la guerre patriotique et après la démobilisation, il a suivi l'école de droit de Moscou. Après avoir réussi ses examens, il est devenu juge du peuple. Fjodor Setounov, électricien-soudeur dans une entreprise de la construction, a été élu comme assesseur du peuple en 1946. Il accordait beaucoup d'importance à son travail au tribunal. Après avoir étudié en autodidacte, il devient étudiant en droit à l'école supérieure et est élu juge du peuple en 1948.

Le jugement d'un déserteur près de Stalingrad

La première fois que j'ai assisté à une séance d'un tribunal, c'était au front, près de Stalingrad. Assis en cercle avec d'autres soldats, j'y ai été témoin de la condamnation d'un déserteur par le conseil de guerre. C'était un moment émouvant. L'affaire était claire : l'inculpé reconnaissait sa faute et aucune raison n'indiquait la nécessité d'un examen plus approfondi. J'étais très impressionné de voir com-



Peinture de Boris Ioganson, Court soviétique, 1928.

ment les juges examinaient avec la plus grande attention jusqu'au moindre détail et ne négligeaient aucun indice qui puisse les renseigner sur le caractère de l'inculpé et les raisons de ce crime. Chaque question était posée de telle manière, qu'au terme du procès, l'inculpé puisse comprendre le véritable sens de son crime à l'égard de la patrie et que toute l'assistance soit convaincue de la justesse du jugement prononcé. Ce procès est resté à mes yeux le symbole même de la justice. Il a laissé une empreinte ineffaçable dans mon esprit.

Après la guerre patriotique, je suis entré à l'École de droit. Durant l'été 1945, j'ai été élu juge suppléant et après mon examen je suis devenu juge du peuple.

Avant, les bancs des juges étaient remplis de violateurs du droit

Chaque juridiction couvre un domaine délimité. Mon arrondissement comprend de grands immeubles, des usines et des bureaux. Il compte environ 50.000 habitants. C'est par eux que j'ai été élu et c'est devant eux

que j'ai à me justifier de tout ce que je fais.

Dans le grand dictionnaire russe "Dal", je suis tombé un jour sur ce dicton : «La terre est remplie de vers, les arbres d'oiseaux, l'eau de génies aquatiques, la forêt de branches et la justice de violateurs du droit. A qui m'adresserai-je à présent ?» Ce proverbe a perdu son sens depuis Octobre 1917. A présent, les gens s'adressent avec confiance à la Justice soviétique. Le formalisme et la violation du droit sont des notions qui appartiennent au passé. Chez nous, il n'y a aucune contradiction entre la forme et le contenu, entre la lettre et l'esprit et le but de la loi. Contrairement aux juges des pays capitalistes, il n'y a pas de mur qui sépare le juge soviétique et la population ouvrière. Les premiers remplissent leur rôle de "prêtres de la Justice" que le simple laïc n'aperçoit que lorsqu'ils siègent au tribunal sur leur trône inaccessible. Le juge soviétique participe activement à la vie publique de tous les jours. Il se sent responsable non seulement de punir le crime, mais également de le prévenir, non seulement d'appliquer les lois, mais aussi de les expliquer. M.I. Kalinine (prési-

dent soviétique, ndlr) l'a résumé en une formule saisissante : «Nos juges font de la propagande pour les lois, ils se battent pour qu'elles soient appliquées et que la discipline de l'Etat soit assurée.» Cinq fois par semaine — trois fois le matin et deux fois l'après-midi — je reçois, comme tous les juges soviétiques, les gens en consultation. Ils ne viennent pas seulement pour déposer une requête ou faire une déclaration, mais également pour demander un avis : comment agir dans telle ou telle circonstance ? Que dit la loi à ce propos ? Ils me soumettent les questions les plus diverses. L'un veut connaître les avantages dont bénéficient les démobilisés lors d'une demande de logement. Un autre veut savoir sous quelles conditions les familles nombreuses jouissent d'une aide, etc. Un jour, une femme s'est présentée à ma consultation. Après ses études dans école technique, elle avait travaillé de nombreuses années à l'usine. Elle voulait savoir si la direction de l'usine pouvait lui refuser un congé pour reprendre des études. Je pourrais citer d'innombrables cas de gens qui venaient simplement me demander un conseil.

Avant, 16 % comparaissaient devant le juge, à présent moins de 1 %

Lorsque le juge est saisi d'une plainte et qu'il procède à un examen minutieux, il explique clairement quels documents il faut réunir pour fonder la plainte, quel sera le coût de la procédure, etc. Lorsque l'instruction est terminée, il fixe une date d'audience et s'assure que la défense et les témoins reçoivent des copies des documents et que l'inculpé soit cité à comparaître. Dans des affaires compliquées, le juge reçoit l'inculpé avant l'audience pour lui expliquer la signification de la plainte et lui indiquer qu'il a le droit de fournir des preuves de son côté et des témoins à décharge. Personne n'aurait à s'adresser à la Justice, si tout se passait comme il se doit. Les affaires traitées en Justice représentent pour ainsi dire le revers de la société. Les querelles et les litiges à propos de biens, de travail, de logement, d'affaires de familles, ce sont les résidus du capitalisme qui n'ont pas encore été extirpés.

La majeure partie des affaires que nous avons à traiter relève du droit civil. Le nombre de "crimes" dans le sens propre du terme est relativement réduit et diminue de jour en jour.

Un journal de la période tsariste a publié une statistique sur le pourcentage de la population moscovite qui avait eu à comparaître devant le juge de paix. L'arrondissement de Streletski figurait en tête de liste avec 16 habitants sur 100 ! L'arrondissement de Nikolajevski venait en deuxième lieu avec 11 % de la population. Pour les autres tribunaux, le chiffre était comparable.

Ayant lu cette statistique, j'ai calculé ce pourcentage pour mon propre arrondissement. Je n'arrivais pas à 1 %.

Avant 16 %, aujourd'hui moins de 1 % ! Ces chiffres en disent long, non seulement sur l'ancienne et la nouvelle Justice, mais également sur l'ancienne et la nouvelle ville de Moscou.

La semaine prochaine : Comment la population ouvrière participe-t-elle à la Justice ?

Solidaire vous donne la parole

Grand sondage sur la gendarmerie et l'Opération Oubliettes

Le sondage d'opinion "Stoppez l'Opération Oubliettes" vient d'être lancé, mais déjà des dizaines de cartes nous parviennent. Des lecteurs ont même découpé la première page de *Solidaire* reproduisant la carte du sondage et l'ont renvoyée. Il est évident que les gens veulent s'exprimer sur l'opération, sur le rôle de la gendarmerie. Ce sondage leur en offre l'occasion. A vous de collaborer.

Riet Dhont

Franco Fumarola, délégué principal FGTB de Ferblatil (l'usine de Cockerill-Sambre Liège où travaillait Gino Russo), n'y va pas par quatre chemins : «C'est une bonne initiative, ce questionnaire de *Solidaire*. Je peux donner mes réponses ? Voici :

Question 1. A mon avis, les noms ne seront pas révélés, sauf peut-être ceux des lampistes.

Question 2. La justice comporte aussi des juges de gauche. J'en connais personnellement. Mais sur le fond, elle est une justice de classe pour les riches, je marque donc deux cases à cette question.

Question 3. Il est évident que la gendarmerie a saboté l'enquête.

Question 4. Même si le fichage concerne d'abord les figures influentes, les responsables syndicaux, politiques, démocratiques et autres, le nombre de personnes fichées est en constante augmentation, je pointe 500.000.

Question 5. La gendarmerie doit

d'abord être beaucoup plus contrôlée, mais, de plus, elle doit être démantelée, je coche donc une fois de plus deux des trois cases. Bonne chance !»

Succès assuré pour ceux qui utilisent le sondage

A la manifestation des femmes à Gand, le 11 novembre, le sondage a recueilli beaucoup de succès. Lies raconte : «Les gens étaient immédiatement disposés à donner leur avis. Les questions sont simples et suscitent immédiatement un commentaire. Surtout la question sur le fichage. Les gens se demandent avec inquiétude s'ils figurent dans le fichier. Je proposais également le journal *Solidaire* qui donne chaque semaine d'importantes informations sur chacune de ces questions».

Sophie avait emmené des cartes à l'école. Elle est enthousiaste : «Sept jeunes de ma classe ont

Stoppez l'Opération Oubliettes
solidaire veut connaître votre opinion dans l'affaire Nihoul - Dutroux

Pensez-vous que tous les noms des gros bonnets seront révélés?
 oui non pas d'opinion

Que pensez-vous de la Justice?
 Elle est neutre
 Il y a des bons et des mauvais juges
 C'est une justice de classe pour les riches

Pensez-vous que l'état-major de la gendarmerie a saboté l'enquête sur les enfants?
 oui non pas d'opinion

Combien de gens sont, selon vous, fichés par l'ordinateur de la gendarmerie
 10.000
 500.000
 1.500.000

Trouvez-vous que la gendarmerie
 doit être renforcée
 doit être plus contrôlée
 doit être démantelée et ses tâches transférées aux autres services de police

Ed. Resp. M.R. Elgus, Bd M. Lemonnier 171 1000 Bruxelles

Vidéo sur la Marche blanche : «On est frappé par la quantité d'interviews dénonçant la gendarmerie, le contrôle qu'elle exerce sur la police et la liberté dont elle jouit»

rempli une carte. Tout le monde doute que des noms de personnes haut placées soient nommés. Pour ça, il faudra encore manifester souvent». Bert, de Rebelle, a tout simplement l'intention de remettre le sondage à tout le monde. Il placera une boîte à l'entrée de toutes les classes pour qu'on puisse y déposer les cartes remplies.

Au marché d'Ixelles, les discussions se lancent immédiatement. «Moi, je préfère la gendarmerie à la police». «Moi, je considère que c'est la tête de la gendarmerie qui a saboté l'enquête. Pour ma part, il faut la dissoudre». Ainsi, le sondage permet de discuter du rôle de la gendarmerie dans la représen-

sion des étudiants, des ouvriers et dans l'Opération Oubliettes.

Le sondage est-il utilisable au travail, à la maison, dans le quartier ?

Evidemment. Micheline a déjà essayé. «J'ai déposé une carte sur le bureau de chacun de mes collègues. Lundi, j'irai les rassembler. Je crois que cela donnera lieu à beaucoup de discussions». André, un cheminot, est très satisfait. «En parlant de l'affaire Dutroux, j'avais discuté avec un

délégué à propos du fichage des gens par la gendarmerie. Il était consterné. Je lui avais dit que la gendarmerie m'avait déjà interrogé en tant que syndicaliste. A présent, je trouve ce sondage d'opinion dans *Solidaire*. C'est un moyen idéal pour engager la discussion avec les collègues». Bernadette engagera cette semaine son groupe de quartier pour diffuser le sondage porte à porte. Les gens demandent eux-mêmes du matériel, une pétition à signer, une carte à remplir, pour qu'ils puissent les diffuser. Je crois vraiment que cela marchera bien».

Vous pouvez essayer vous aussi...

La réponse aux questions du sondage ne prend que trois minutes. La lecture de *Solidaire* vous y aidera. Les gens voudront probablement en savoir plus, il est donc utile d'avoir toujours quelques exemplaires de *Solidaire* avec soi.

Et n'oubliez pas de demander aux gens qu'ils diffusent eux-mêmes des cartes du sondage. Expliquez également que *Solidaire* publiera leurs réactions chaque semaine et qu'ils peuvent prendre un abonnement à l'essai.

Pour toute question, n'hésitez pas à nous passer un coup de fil : *Solidaire*, sondage d'opinion "Stoppez l'Opération Oubliettes" : 02/513.66.26.

La vidéo sur la marche blanche : une réussite !

Un outil d'information et de discussion pas comme les autres

Riet Verspreet

9,15 sur 10, voilà la cote attribuée au dernier produit de Projet-vidéo, "La Marche blanche". Des moniteurs et animateurs du cycle d'adhésion au Parti faisaient office de spectateurs critiques. L'enthousiasme était unanime. «Un reportage professionnel, nous serons fiers de le présenter».

Qu'est-ce qui plaît donc tant ?

«Ce sont les manifestants qui ont la parole et leurs réactions sont claires. On est frappé par la quantité d'interviews dénonçant la gendarmerie, le contrôle qu'elle exerce sur la police et la liberté dont elle jouit. Ces points sont repris dans la présentation du programme de revendications par Kris Merckx. C'est intéressant aussi d'apprendre que, derrière le procès intenté contre le PTB, se cache en fait la gendarmerie. C'est bien expliqué. Une révélation pour moi !»

Quel est le contenu de cette fameuse vidéo ?

Le film dure exactement 21



Vidéo sur la Marche blanche : «On est frappé par la quantité d'interviews dénonçant la gendarmerie, le contrôle qu'elle exerce sur la police et la liberté dont elle jouit»

minutes. C'est un reportage vivant qui offre matière à discussion. La vidéo permet de répondre à des questions importantes concernant le rôle et le caractère de l'Etat. Elle pourrait être présentée dans le cadre du cycle d'adhésion au parti. L'affaire Nihoul-Dutroux montre clairement le caractère de l'Etat. Pour l'animateur, il est plus facile de mettre ainsi à nu le rôle de la gendarmerie, de la justice, du

gouvernement, du parlement et du roi.

Il faudra répondre à la question de savoir pourquoi on voulait interdire le PTB à la Marche blanche. Il existe un lien avec l'importance que le PTB accorde à un programme démocratique radical exigeant notamment la dissolution de la gendarmerie. Face à cette société qui réduit les enfants à l'état de marchandise, le PTB formule une réponse offensive : le socialisme. Les questions soulevées par le reportage inciteront le "vidéo-spectateur" à aller chercher dans *Solidaire* des réponses aux questions soulevées sur le rôle de l'Etat et le fonctionnement de notre société.

En outre, la vision de cette vidéo suscitera l'envie de regarder une seconde cassette : "Tout ce que vous voulez savoir sur la gendarmerie". Avec comme invité Herwig Lerouge, spécialiste en la matière et journaliste à *Solidaire*.

Que faut-il à côté du café et des biscuits ?

Un dernier point positif de cette vidéo est qu'elle est directement axée sur une collaboration concrète. Pour sa présentation, il faut non

seulement prévoir une table avec du café et des biscuits, mais aussi une grande table avec tout le matériel pour les collaborateurs. D'abord, l'hebdomadaire *Solidaire*, ainsi que notre toutes-boîtes qui recueille un succès indéniable (des dizaines de bulletins réponses ont déjà été rentrés au secrétariat national).

Ajoutez-y aussi un tas de cartes postales avec le sondage d'opinion — elles sont très prisées — ainsi que les autocollants et les

affiches. Avec ce matériel, chacun peut choisir la tâche qui lui convient. Personne ne sortira les mains vides.

La présentation de cette vidéo donnera aussi de l'assurance à des personnes ne sachant pas trop comment faire participer leurs copains et leurs connaissances à cette campagne. Elle vous jette à l'eau et lance tout de suite la discussion.

Au travail donc, branchez la télé sur le canal "Marche blanche" !

Je collabore

- Je commande... exemplaires de la carte de sondage d'opinion
- Je commande... exemplaires de la vidéo "La marche blanche" (100 F)
- Je commande... exemplaires du dépliant "Révolte contre une fausse démocratie" pour les diffuser (2 F/pièce).
- Je commande... exemplaires d'anciens numéros de *Solidaire* pour les distribuer comme numéros d'essai.

Nom :

Adresse :

Code postal :

Commune :

Téléphone :

Age :

Entreprise/Ecole/maison de jeunes :

à renvoyer à : "Stoppez l'Opération Oubliettes", *Solidaire*, bd M. Lemonnier 171, 1000 Bruxelles.

Neuf siècles depuis les Croisades

Lucas Catherine

En l'an 1096, des armées de nobles de France, de Belgique et d'Allemagne, suivies de milliers de paysans pauvres, ont déferlé sur le Moyen-Orient. La libération du Tombeau du Christ était le prétexte. Et la route des Croisés pour la conquête des fabuleuses richesses de Turquie, de Syrie ou de Palestine est jalonnée de massacres.

En s'installant en Orient, ces barbares découvrent aussi des richesses culturelles et scientifiques qui bouleversent l'Europe.

«Au début du XI^e siècle, l'Occident est vide d'hommes, sa paysannerie est pauvre et assujettie. Des châteaux construits en bois forment l'horizon ordinaire des hommes. La monnaie ne circule pas, la culture est cantonnée à la cour des princes et dans les monastères. Les pouvoirs sont émiettés et la brutalité caractérise les rapports sociaux... Les villes rassemblent une population plus nombreuse... Mais elles ne supportent cependant pas la comparaison avec les riches métropoles de l'Orient, les plus peuplées d'entre elles ne dépassant pas dix mille habitants», écrit Georges Tate dans *L'Orient des Croisades*. (1) Pour les Arabes, les Européens sont

des barbares, «sans aucune perspicacité, sans aucun sens de l'humour, pour la plupart des ignares et des stupides», comme l'écrit l'andalou al Saïd. En effet, les «Belges» étaient de ces barbares germaniques qui, durant la migration des peuples, sont descendus du nord-est et qui, en 410, ont dévasté Rome.

La reconquête du Tombeau du Christ

Au cours du dixième siècle, certains éléments nouveaux secouent ces peuples barbares : ils ont quelque peu amélioré leurs techniques agricoles, leur population a augmenté et tout indique

qu'ils vont entamer une seconde migration. Les Germains du Nord envahissent alors les plaines russes, puis, en Europe centrale, suivent les rives du Danube. Des intérêts religieux s'éveillent également : le millénaire est en fin de course et une certaine anxiété existentielle envahit la population. Par milliers, les gens quittent leurs terres et partent en pèlerinage à Jérusalem, rapidement débordée. La seconde migration n'aura pas lieu, mais bien la première Croisade.

En 1081, Alexis, l'empereur de l'Empire romain d'Orient (Byzance) introduit auprès du pape de Rome une demande d'appui militaire. Il souhaite que l'héritier de l'Empire romain d'Occident lui envoie des mercenaires pour le seconder dans sa lutte contre la percée des Turcs. A cette époque, les Turcs Seldjoukides règnent sur l'Iran, l'Anatolie et tout le Moyen-Orient. L'Égypte est la seule exception : elle reste sous le contrôle des Arabes Fatimides. Le pape profite de cet appel d'Alexis II pour étendre son pouvoir politique. Il désire devenir le chef suprême de tout le monde chrétien. Le pape Urbanus II utilise donc la requête d'Alexis II, empereur de Byzance, pour

Pour le Tombeau du



Pour démoraliser les défenseurs de Nicée (Turquie), les Croisés lançaient par dessus les murailles de la ville les têtes des Turcs tués au combat.

essayer d'étendre son pouvoir vers l'Orient. Il tente de rallier toute la chrétienté à son projet en invoquant une bonne cause : la reconquête du Tombeau du Christ.

Massacres de juifs à Cologne et en Rhénanie

En 1095, Urbanus II appelle à la guerre sainte. Les combattants de cette guerre sainte entrent dans l'histoire sous le nom de «Croisés» car, à leur départ, ils portent une grande croix rouge cousue sur leur poitrine. La récompense est plus qu'attrayante : tous ceux qui partent

pour la Terre Sainte sont assurés d'obtenir une place au ciel et la rémission de leurs péchés. Leurs dettes terrestres sont aussi annulées. «Ici, ils étaient pauvres et malheureux, mais là-bas ils deviendront riches et heureux», déclare Urbanus II dans son sermon du 27 novembre 1095. Ce n'est donc pas seulement la fraction ruinée de l'Ordre des Chevaliers qui répond à l'appel, mais aussi des masses de paysans pauvres. Un certain Pierre l'Ermite réussit à enrôler 40.000 miséreux pour marcher vers la Terre Sainte. Ceux-ci deviennent le moteur de la croisade. L'Ordre des Che-

valiers oblige tous ceux qui veulent s'arrêter en cours de route et s'installer sur un petit coin de terre, à continuer le périple vers Jérusalem. La Croisade rallie aussi tout le ramassis des nobles qui rêvent d'un nouveau et riche territoire oriental. Elle devient un périple de fanatiques ruinés, une route de destruction et de sang qui traverse l'Europe de part en part. A Cologne et en Rhénanie, ces pèlerins massacrent tous les juifs qu'ils rencontrent. Ils mettent à sac la Hongrie et la Bulgarie.

1. Georges Tate, *L'Orient des Croisades*, Découvertes Gallimard, 1991, p.28.

Une conférence de Lucas Catherine

L'occupation d'une partie du Moyen-Orient par les Croisés a surtout marqué le début de la suprématie européenne. Mais comment les peuples de la région ont-ils vécu les Croisades ? Comment la vision eurocentriste des

Croisades influence-t-elle encore la pensée occidentale ?

Conférence-débat le 29 novembre à 20 h, au Centre International, bd Lemonnier 171, 1000 Bruxelles. Avec vidéo. Entrée : 100 F.

Ces bêtes sauvages qui ont horrifié l'Orient

«Le sang humain atteignait l'attelage des chevaux»

La première Croisade compte quatre armées de la noblesse : des Français de Toulouse; des Flamands, des Rhénans et des Lorrains tous sous la direction de Godefroy de Bouillon (de Boulogne serait historiquement plus exact), des Français de l'Île de France guidés par le frère du roi de France et des Normands d'Italie du Sud sous la conduite notamment de Tancrede de Hauteville (le père de Roger I qui cinq années auparavant avait pris la Sicile et Malte aux Arabes). Sous le slogan *Dieu le veult* ils commet-

tent les pires atrocités. Lors du siège d'Antioche, alors qu'il n'ont plus rien à se mettre sous la dent, ils dévorent pour la première fois et en cachette de la chair humaine. Mais, après la défaite de la ville, lorsqu'ils continuent leur course vers Jérusalem, le pire se produit. Après la prise de la ville syrienne de Ma'arat, le cannibalisme n'est plus dissimulé : la viande humaine se vend ouvertement sur le marché. «A Ma'arat, les nôtres faisant bouillir des païens adultes dans les marmites, ils fixaient les

enfants sur des broches et les dévoraient grillés», écrit le chroniqueur franc Raoul de Caen. (1)

La prise de Jérusalem est aussi sanglante. Tous les habitants de la ville sont passés au fil de l'épée ou brûlés. Les chevaliers européens envahissent la mosquée El Aksa à cheval et massacrent tous ceux qui y ont trouvé refuge. «Dans la mosquée, le sang humain atteignait le niveau de l'attelage des chevaux», note le chroniqueur Raymond van Aguilers. Le massacre terminé, note le chroniqueur

Albert d'Aix, «on ordonna de jeter hors de la ville tous les Sarrasins morts, à cause de l'extrême puanteur, car toute la ville était presque entièrement remplie de cadavres. Les Sarrasins vivants traînaient les morts hors de la ville, devant les portes et en faisaient des monceaux aussi hauts que des maisons.» (2)

L'unité retrouvée avec Salah al Din

Les Croisés édifient un petit royaume en Palestine. Cette

victoire, ils ne la doivent pas seulement à leur puissance militaire, mais aussi à la faiblesse des musulmans. Le Moyen-Orient était alors divisé en deux blocs : le Royaume des Seldjoukides, avec Bagdad pour capitale depuis 1091, et les Fatimides en Égypte. Les Croisés établissent leurs petits États entre ces deux puissances, en Palestine. Mais ils les perdent dès que prend fin la division de l'Islam, quand les deux puissances musulmanes sont réunies sous une seule autorité. L'artisan de cette unification de l'Islam

est le kurde Salah al Din al Ayyubi, que l'on nomme aussi Saladin. En 1187, à Hattin, il impose aux Croisés une terrible défaite et reprend Jérusalem. Cinq Croisades vont encore se mettre en branle entre 1189 et 1270, mais sans grand résultat. En 1291, Akka, (Acre) tombe aussi et cette défaite signe la fin de la présence des Croisés au Moyen-Orient.

1. Amin Maalouf, *Les Croisades vues par les Arabes*, J.C. Lattès, 1983. 2. Pierre Aubé, *Godefroy de Bouillon*, Fayard, 1895, p.283.

du Christ et pour l'or

La guerre sainte, une invention européenne

Le but des croisades n'est pas uniquement la reconquête du Tombeau du Christ, mais aussi la reconquête des royaumes musulmans du Sud de l'Europe. Précédant la première Croisade en Palestine, les Bourguignons ont déjà organisé une Croisade vers l'Espagne (en 1063) tout comme le pape Urbanus II (en 1089), six ans avant son appel à la première Croisade.

La "Reconquista", la Croisade en Espagne

La guerre de Uqab (Las Navas de Tolosa) qui anéantit le pouvoir des Almohavides marocains en Andalousie, a lieu après la quatrième Croisade. Des Chevaliers français y participent. La capitale arabe de l'Andalousie, Cordoue, tombe en 1236, juste avant la septième Croisade menée par Saint-Louis. On ne connaît pas d'héroïques Croisés espagnols pour la simple raison qu'ils ont mené leur campagne sur place. Quand toutes les Croisades du treizième siècle tournent court, le grand intellectuel catalan, Raymond Lull, propose d'abord de reconquérir l'Espagne, de traverser Gibraltar et d'avancer sur la Palestine, via l'Afrique du Nord.

Le parallèle entre les Croisades et la "Reconquista" est évident. Celle-ci fut aussi une guerre sainte et lorsque nous traduisons, aujourd'hui le terme *jihad*, utilisé par les fondamentalistes musulmans, par "guerre sainte", il faut nous souvenir que les guerres saintes sont une invention européenne. Le terme *jihad*, connu du temps de Mohamed, ne prend sa signification de "guerre justifiée par la religion" que lors des Croisades. Le sultan Nur al Din, le prédécesseur de Salah al Din, déclare alors, en réponse aux Chrétiens, que la terre de Jérusalem est une Terre Sainte et que les Croisés ne seront vaincus que lorsque les musulmans retrouveront leur unité. La reconquête de l'Andalousie, la "Reconquista" ne répond pas seulement à des motifs politiques et religieux. Les Almohavides régnaient jusqu'en Mauritanie et contrôlaient la route de l'or vers le Ghana et la Guinée. C'est aussi le goût de l'or qui stimule les "Reconquistadores". Et c'est d'ailleurs pour cela qu'ils ne s'arrêtent pas à Gibraltar, mais continuent leur route vers le Sud et contrôlent momentanément une partie des côtes africaines. Les villes espagnoles au Maroc de Ceuta et Melilla sont des vestiges de cette conquête.

Les Croisades ont été et sont



Léopold II a édifié une statue de Godefroy de Bouillon, premier roi de Jérusalem, dans l'espoir de lui succéder...

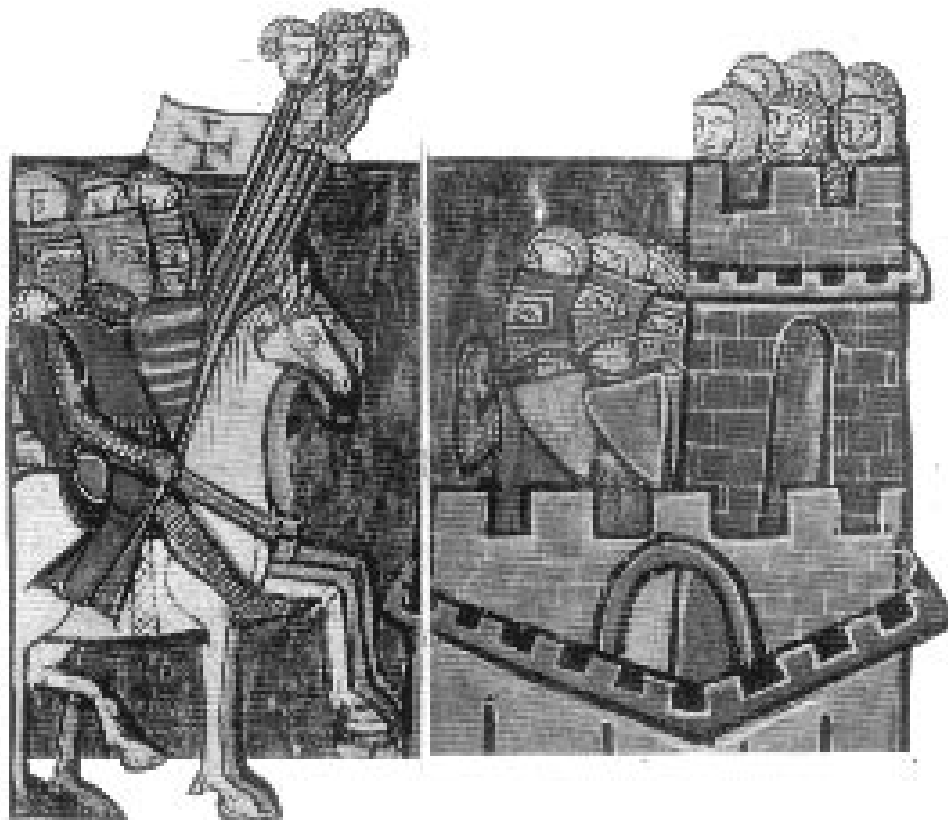
encore, utilisées comme thème de mobilisation. En 1840, Léopold II a fait construire à Bruxelles une statue commémorant Godefroy de Bouillon, premier roi de Jérusalem. Il a voulu rappeler ainsi qu'un belge fut un jour roi en Moyen-Orient. Lui-même avait une visée sur

l'Égypte (il allait plus tard déplacer son intérêt sur le Congo).

Léopold II, roi de Jérusalem ?

Une brochure pour les enfants éditée en 1954, sous

l'autorité du Cardinal Suenens écrit : «Au Moyen-Age, tous les chrétiens ont fait bloc pour lutter contre les ennemis de Jésus et de Son Église : les Turcs, les Arabes, les hérétiques. Ils ont uni tous leurs efforts, sacrifié leur fortune, leur tranquillité, leur vie même en s'enrôlant au cri de "Dieu le veut" dans la Croisade. Leurs Chefs s'appelaient Godefroy de Bouillon, Richard Coeur de Lion, Baudouin de Constantinople, Saint Louis... Aujourd'hui, les ennemis de Jésus sont toujours là, dangereux, puissants, arrogants : ils ne s'appellent plus Turcs ou Arabes ni albigeois, ils ne combattent plus l'Église sur des champs de bataille sanglants, mais ils pourchassent les prêtres, les mettent en prison ou dans les camps de concentration; ils empêchent les fidèles de pratiquer simplement et ouvertement leur religion... Aussi, tous les chrétiens, tous les enfants amis de Jésus veulent s'enrôler dans la Croisade de prière, d'offrandes et de sacrifices. Leurs chefs s'appellent Pie X, Benoît XV, Pie XI, Pie XII, et avec eux tous les Evêques, tous les prêtres. Ils t'appellent sous le drapeau de la Croisade pour combattre avec eux contre les ennemis de Jésus.»



Pour terroriser les habitants de Jérusalem assiégée, les Francs brandissent les têtes coupées de leurs victimes.

Voyage en Syrie et au Liban

Le Moyen-Orient des Croisades à nos jours. Visite des principaux sites qui ont marqué les Croisades : Alep, Ma'arat, le Krak des

Chevaliers, Damas, Acre, Beyrouth... L'Orient d'hier et d'aujourd'hui. La guerre larvée d'Israël au Sud-Liban, l'occupation du Golan

syrien, rencontre avec des Syriens et des Libanais. Organisé par Contacts et Cultures. Renseignements : 02/217 08 58.

Les ports italiens au secours des Croisés

Le pape n'était pas seul à avoir une visée sur l'Orient. Les commerçants d'Amalfi, de Pise, de Venise et de Gènes envoyaient également leurs navires sur l'autre rive de la Méditerranée et s'approvisionnaient au terme de la route de la soie. Ils connaissaient les richesses qu'il y avait à ramasser et ils donneront volontiers un coup de main aux Croisés dans l'espoir de s'enrichir. La route de la soie charriait aussi des épices et la note était poivrée ! Au Moyen-Age, on utilisait des grains de poivre pour payer son loyer, ses impôts ou une dot de mariage. Le poivre était compté grain par grain et était hautement apprécié comme monnaie d'échange.

En 1099, lorsque les Croisés ne purent plus trouver du bois et que de ce fait ils ne pouvaient plus construire de tours d'assaut pour franchir des remparts, six navires génois sont affrétés pour leur en livrer et aider ainsi à la conquête de Jérusalem. Après la fondation d'un royaume à Jérusalem, les commerçants italiens sont venus au secours des Croisés pour occuper les ports palestiniens (et certains ports syriens). L'alliance a porté ses fruits : dès la quatrième Croisade (1199), la flotte du Nord de l'Italie contrôlait la partie orientale de la Méditerranée. Quand Jérusalem est tombée, ils ont conservé leur emprise sur les vagues de la Méditerranée.

Chiffres pour compter

Les commerçants de l'Italie du Nord n'allaient pas seulement acheter des produits de l'autre côté de la Méditerranée, ils apprenaient aussi des techniques commerciales arabes. En premier lieu, les chiffres. L'Occident ne connaissait que les chiffres romains à l'utilisation solennelle, comme pour des inscriptions sur des oeuvres monumentales. Les commerçants, qui comptaient à l'aide de

bouliers, ont appris les chiffres des arabes ainsi que leurs divisions en unités, dizaines, centaines, etc. Le chiffre qui fit la plus grande impression fut le zéro. En arabe, le zéro se nommait *sifr* (= vide) et c'est de là que vient le mot *chiffre*. Les chiffres arabes sont devenus très populaires suite à leur vulgarisation, en 1202, par le commerçant vénitien Leonardo Fibonacci.

Moulins et décolleté

La présence franque en Orient a débuté dans le sang, mais elle a aussi connu des accalmies. Des zones pacifiques et de chasse jalonnaient le passage des pèlerins et certains Croisés concluaient des alliances locales, concrétisées par des mariages mixtes. Les enfants nés de ces mariages mixtes étaient nommés des *poulains* (*fulaan* en arabe). Et, tout comme les envahisseurs normands en Sicile et chrétiens en Andalousie, les Croisés ont été impressionnés par la civilisation arabe. Ils y ont appris le

fonctionnement des moulins à eau et à vent, le jeu d'échec, la cornemuse et toutes sortes de textiles comme la flanelle. Parmi les Croisés, il y avait aussi des femmes. La plus connue d'entre elles était Eléonore d'Aquitaine. Elle s'intéressa particulièrement aux coutumes vestimentaires locales, surtout aux vêtements que les femmes arabes portaient à la maison. C'est grâce à elle que le décolleté, les manches fendues et les manches plissées ont fait leur apparition en Occident.

Aigle, fleur de lys et lion

L'ordre des Chevaliers a aussi tiré des enseignements en Orient. Les guerriers ont appris, par exemple, que durant les tournois, on pouvait également se battre pour le plaisir. Ils ont emprunté aux Arabes les récits épiques. Tous étaient partis en portant sur leur poitrine une grande croix rouge, mais ils sont revenus en Europe en arborant sur leur armure, un iris, un aigle ou un lion. Même s'ils n'ont pu conserver la

Terre Sainte, leur voyage fut instructif. L'aigle allemand, albanais ou autrichien était, à l'origine, le symbole de Salah Eddin (Saladin), l'homme qui chassa les Croisés de Jérusalem. La fleur de lys française est un ancien symbole du Moyen-Orient déjà présent en Assyrie et le lion (flamand, brabançon, belge, hollandais...) était notamment le symbole de Baibars, celui qui a mis les Croisés en fuite à Nazareth.

Caterpillar : «Nous ne quitterons pas l'usine»

Occupation pour le retrait des 227 licenciements et le maintien de tous les acquis

Lundi matin, 6 heures : Caterpillar est occupé, 24 heures sur 24. Les 227 travailleurs licenciés sont entrés avec leurs camarades et ne quitteront plus l'usine. C'est l'appel qu'ont lancé Antonio Cocciolo, délégué principal FGTB et Giovanni Imperato, président de la délégation CSC.

Arthur Stilmant, Michel Mommerency

A Caterpillar, c'est la guerre ouverte. Après 45 jours de grève-guérilla depuis mai, l'usine est occupée 24 heures sur 24.

Tout a commencé le 10 mai, quand McKie, le patron américain a voulu imposer un plan d'économie de 1,8 milliards, dont 360 millions à prendre sur les acquis des travailleurs actuels de l'usine. Après 5 ans, les travailleurs allaient perdre 60.000 F par an. «L'entreprise de Gosselies ne remplissait pas son quota de bénéfices», affirmait McKie. Propos scandaleux : l'entreprise a enregistré 702 millions de bénéfices en 93, 2,237 milliards en 94 et 378 millions en 95, sans parler des 500 millions par an que l'usine transfère à son Centre de Coordination. Sans parler non plus des 2 milliards de subsides octroyés par la Région wallonne pour que l'entreprise garde 4.950 emplois jusqu'en 1999. On est descendu à 3.500, aujourd'hui !

Aux assemblées, les délégués ont reçu pour seul mandat : pas de négociation sur nos acquis. Sous la

pression de la guérilla sociale, le conciliateur a concocté un référendum, il y a dix jours. Mais elle n'était qu'une variante du plan du directeur américain McKie : pré-pension à 52 ans liée à l'embauche de jeunes, mais à des salaires diminués de 12 % et en perdant 17 jours de congé et de RTT en vertu d'une augmentation de la durée du travail de 3 h/semaine. Les ouvriers ont été très clairs : «Jamais nous n'accepterons une usine à deux vitesses !»

Rappelons qu'à Cockerill-Sambre Charleroi, Gandois avait aussi essayé, en vain, de diminuer les salaires et de faire payer l'embauche de jeunes par les travailleurs.

On a vu ce qu'est la dictature des multinationales

A Caterpillar, 70 % des travailleurs rejettent le plan du conciliateur qui, au nom de l'Etat, venait imposer la dictature de la multinationale. Et derrière Caterpillar, il y a Fabrimétal qui essaie depuis deux ans d'imposer une baisse des salaires de 12 %.



La manifestation des travailleurs de Caterpillar à Charleroi, le 15 octobre dernier.

Après le rejet du plan lors du Conseil d'entreprise extraordinaire de jeudi dernier, on a vu ce qu'est la dictature des multinationales. McKie a fait un pas qualitatif. Il n'a pas seulement maintenu ses mesures contre les futurs jeunes embauchés : il a annoncé en plus le licenciement de 227 travailleurs, dont 4 délégués et 6 militants. Les cadres poursuivaient déjà les travailleurs dans les lignes : «Je sais que tu as voté contre. Et bien, tu es licencié maintenant!» A 17 heures, l'usine se vidait complètement. Vendredi, c'était grève de 24

heures. Samedi, les cadres ont téléphoné à tous les licenciés pour dire qu'ils ne pouvaient plus se présenter à l'usine. Leurs effets personnels seraient renvoyés à la maison! Les délégations ont appelé les licenciés à rentrer à l'usine. L'usine est occupée jusqu'au retrait des licenciements.

Le plan d'économie de McKie fait partie d'un plan de restructuration de toute la multinationale. McKie avait annoncé des investissements et l'introduction de nouvelles technologies devant hisser la capacité de production de Gosse-

lies de 7.500 à 12.500 de machines par an avec — au maximum — le même personnel. Une augmentation de la productivité de 66 % qui devait certainement entraîner des fermetures et des licenciements dans d'autres sièges du groupe. Les cadences n'ont cessé d'augmenter ces dernières années alors que des centaines de milliers de travailleurs se trouvent au chômage. Une bonne raison pour exiger une nouvelle réduction du temps de travail à 32 heures, avec de nouvelles embauches et diminution radicale du rythme de travail.

«Nous sommes conscients que nous sommes forts»

Giovanni Imperato, président de la délégation CSC

La semaine dernière, nous avons publié l'interview d'Antonio Cocciolo, délégué principal FGTB. Nous enchaînons avec celle de Giovanni Imperato, rencontré juste après le référendum du conciliateur social.

Un excellent résultat, ces 70 % contre les propositions du conciliateur.

G. Imperato. Effectivement. Les assemblées présageaient un rejet massif. Malgré les menaces patronales de licenciement, les gens ont dit : «Nous ne sommes d'accord ni avec le patron, ni avec Fabrimétal.» Fabrimétal et la FEB disent qu'il faut diminuer les coûts salariaux de 12 %. Puis, il y a aussi la politique d'austérité du gouvernement, au nom de l'emploi, sans que les gens ne voient du concret. Ils ont montré leur mécontentement. Le conciliateur a eu une position indécente. Il a repris toutes les thèses patronales, y compris le programme des congés qui n'avait pas été négocié, parce que c'est du ressort du CE. Le



Giovanni Imperato, président de la délégation CSC

conciliateur ne voulait même pas montrer le libellé du bulletin de vote ! Il m'a dit : «Tu l'auras quand tu iras voter.» Aujourd'hui, nous sommes confortés par le résultat du référendum. Nous sommes conscients que nous sommes forts.

Comment juges-tu la multinationale qui fait des bénéfices énormes tout en imposant un

plan d'économie drastique ?

G. Imperato. Très mal. C'est du capitalisme sauvage. Les patrons veulent reprendre les acquis obtenus par nos parents. Des gens sont morts pour cela. Les patrons profitent de la crise, de la chute du mur de Berlin : il n'y a plus d'autre société en face. Ils font des profits mais il leur en faut encore plus. L'avenir des jeunes est bouché et

les ouvriers n'acceptent pas que leurs enfants travaillent dans des conditions aussi dérisoires. Il faut des qualifications de plus en plus grandes mais pour quels emplois : à durée déterminée, en intérim! Et à quel salaire et sous quelles conditions sociales! L'avenir n'est surtout pas rose pour eux. Le problème dépasse nos frontières, c'est un problème mondial même. Cette société est inacceptable. Avec les richesses et la technologie d'aujourd'hui, on pourrait résoudre tous les problèmes, même du tiers monde.

Comme syndicaliste, tu y vois une issue ?

G. Imperato. Immédiatement, je n'en vois pas, mais il y a des solutions. Par exemple, la RTT pour qu'on crée des emplois. Sans perte de salaire, car ce serait encore consommer moins. Diminuer les cotisations des patrons n'est pas une solution non plus. Quand on voit les avantages que le gouvernement donne déjà aux patrons, ils licencient quand même. Il y a des

besoins dans le non marchand. Je suis contre le démantèlement des services publics. Il y a une multitude d'emplois à créer, mais on n'a pas la volonté de le faire.

Vous êtes depuis sept mois en lutte et le front commun tient solidement.

G. Imperato. Oui et comme président, j'en suis fier. C'est la deuxième ou troisième fois qu'on fait des actions en front commun. Chacun a ses qualités et ses défauts. J'espère qu'on ira jusqu'au bout.

Demain, au CE extraordinaire, que va-t-il se passer ?

G. Imperato. Si le patron demande de nous remettre autour de la table, nous irons. S'il met ses menaces de licenciement à exécution, on réagira en front commun. Jusqu'ici, nous sommes sous le mandat des travailleurs : ne pas toucher aux acquis, ni des anciens, ni des nouveaux. C'est en front commun que nous allons apprécier la nouvelle situation.

Face à un dragon à deux têtes

Contre les patrons, la gendarmerie et la justice de classe

Arthur Stilmant, Michel Mommerency

Dans quelle société vivons-nous ? La multinationale Caterpillar a réalisé 14 milliards de bénéfices. Sa division à Gosselies y a participé, ainsi que son centre de coordination. Pas assez, les gars !

Gosselies n'est pas compétitif : les travailleurs y sont trop bien payés et leurs enfants le seraient aussi, si un jour ils sont embauchés... D'ailleurs, que proposent Fabrimétal et la FEB : il faut diminuer les salaires de 12 % pour aller dans la bonne direction.

Après 20 années d'austérité menée par le gouvernement, voilà que les patrons ouvrent l'offensive contre les salaires. Et la bonne direction, c'est où ? Voici ce qu'en disent les travailleurs de Cat : «On nous répète sans cesse que les coûts belges sont au niveau 100 alors qu'ils ne sont, ils ne sont qu'à 78 en France, à 66 en Italie et à 46 en Angleterre». Les ouvriers voient bien où cela mène. «Suivre cette spirale de la compétitivité, cela veut dire que le jour où on sera descendu à 45, nos concurrents vont plonger à 35». (1) Pierre Beussart, patron des patrons wallons, regarde même plus bas : «Il s'agit de battre la concurrence coréenne». (1)

Quotidiennement, les travailleurs sont confrontés à l'exploitation honteuse du capi-



Les travailleurs de Caterpillar, de par leur expérience, peuvent jouer un rôle d'avant-garde dans le mouvement démocratique qui se développe dans le pays.

talisme. Pour gagner la bataille de la compétitivité, les patrons sont prêts à imposer l'exploitation sans limites, des cadences infernales, des salaires de misère, des conditions de travail inhumaines, le licenciement et le chômage pour des dizaines de millions de gens. Des moyens gigantesques sont versés dans cette lutte. Pourtant, ils pourraient garantir une vie décente à tous. A condition que ces moyens ne soient pas la propriété privée d'une clique de

capitalistes mais de la collectivité. Par la lutte de classe, nous arracherons des concessions du capitalisme et prépareront son renversement par la révolution des travailleurs. Seule une société socialiste, mettant les moyens de production dans les mains des travailleurs, pourra garantir le bien-être et la démocratie pour le monde du travail.

L'Etat, instrument de la dictature des capitalistes

Les travailleurs de Caterpillar se trouvent face à un dragon à deux têtes : le capitalisme, c'est la dictature des grandes entreprises et son pouvoir d'Etat.

Les grands capitalistes savent bien que du fait de leur dictature économique, ils ne peuvent s'attendre qu'à des révoltes. C'est pourquoi ils ne cessent de renforcer le pouvoir d'Etat, leur dictature politique contre les travailleurs. Plus d'une fois, les travailleurs de Caterpillar y ont été confrontés.

Lors des grèves, comme en 1994, la gendarmerie a foncé sur les piquets, a amené des délégués et des travailleurs pour leur imposer les astreintes du tribunal. Grâce à son fichier politique, la gendarmerie peut identifier de plus en plus de travailleurs combattifs.

Aujourd'hui, dans l'affaire des

enfants enlevés et assassinés, nous savons comment la gendarmerie, sachant tout de Dutroux depuis 93, a saboté l'enquête. Avec un cynisme sans borne, le socialiste Vande Lanotte essaie d'en profiter pour renforcer encore cette même gendarmerie et en faire la police unique. La tâche centrale de la gendarmerie est le maintien de l'ordre (capitaliste) pour empêcher que la révolte des travailleurs se développe contre la dictature des multinationales.

Diriger le mouvement démocratique

Les événements à Caterpillar soulignent l'importance pour la classe ouvrière de se battre pour les droits démocratiques. Sinon, demain, les travailleurs ne pourront même plus s'opposer aux attaques patronales. Voilà une tâche centrale des organisations syndicales : soutenir à fond et diriger le large mouvement démocratique qui se développe dans le pays face aux "affaires". Les travailleurs de Caterpillar, de par leur expérience d'hier et d'aujourd'hui, peuvent y jouer un rôle d'avant-garde. Cette bataille pour les droits démocratiques comprend la lutte pour la dissolution de la gendarmerie, le noyau de l'appareil de répression de la bourgeoisie.

Tous avec ceux de Caterpillar !

Jo Cottenier

Ce conflit a pris une importance nationale. D'abord par l'agressivité patronale : «Nous voulons 1,8 milliard d'économies. Si vous refusez 12 % de diminution des salaires d'embauche, je licencie». Cette agressivité n'est pas due au "style américain", c'est une dictature du patronat. Les travailleurs de Charleroi sont pour l'instant la cible du patronat tout entier. On y voit, qu'après la norme salariale se profile déjà la diminution salariale.

Face à cela, les métallos et leurs délégations réagissent exemplairement.

Depuis mai, ils refusent toute concession, défendant une position de principe : «Nous refusons les atteintes aux salaires, ne cédon pas devant le chantage à l'emploi». Dans une région qui compte déjà 30 % de chômeurs et face à la menace de licenciement, de délocaliser, ils refusent les salaires de misère que le patronat prépare aux générations futures. Ils rejoignent les travailleurs de Cockerill-Sambre qui ont refusé à deux reprises les diminutions salariales pour garder 50 jeunes au boulot. Ces travailleurs disent : nous ne plions plus devant le chantage nous voulons les salaires et l'emploi, aux frais des patrons.

Faire gagner ces travailleurs c'est dresser un barrage contre les atteintes sans fin aux acquis sociaux. Leur lutte est la lutte de tous les travailleurs du pays. S'ils devaient perdre, d'autres patrons s'engouffreraient dans la brèche.

Ensuite, l'attitude des délégations dément la capitulation de certains dirigeants syndicaux qui disent : «Les gens ne veulent plus se battre». Leur guérilla (45 journées de grèves partielles depuis mai) a mobilisé tout le personnel, ouvriers et employés.

L'unité FGTB - CSC n'a jamais été aussi grande pour aller jusqu'au bout. Pour la droite syndicale, c'est un "syndicalisme du passé". Pour la gauche, cette lutte unique permet de rallier tous les syndicalistes combattifs dans une offensive pour rejeter partout le syndicalisme "pragmatique" et de "concertation". Cet exemple vient à point; les directions syndicales ont laissé passer le budget 97 et ont discuté de l'attitude à adopter face à la norme salariale. Après les enseignements, c'est une usine importante du privé qui mène une lutte de principe. Tous les syndicalistes combattifs peuvent s'y accrocher pour rejeter la norme salariale et diffuser autour d'eux le même esprit combatif. Il ne faut plus plier devant la dictature de la compétitivité et du profit.

Voilà le message de Caterpillar.

L'issue de cette lutte aura des conséquences pour l'ensemble de la classe ouvrière ainsi que pour les rapports de force entre gauche et droite dans les syndicats. Il est du devoir de tout syndicaliste combatif d'aider ces travailleurs à gagner leur combat et de répondre à tout appel à la solidarité. Suivez l'exemple qui nous est donné de Charleroi !

Motion des métallos FGTB

«La CMB-FGTB tient à apporter son soutien aux travailleurs de Caterpillar en lutte depuis le mois de mai dernier. Ceci en respect de nos décisions de congrès, dont notamment la défense de l'emploi de qualité et la réduction du temps de travail.

Le Secrétariat national de la CMB félicite tant la régionale de Charleroi que la délégation FGTB de l'usine pour la façon dont le combat est mené. La détermination des travailleurs et de leurs délégués est proportionnelle à l'agression patronale.

La décision délibérée de Caterpillar-Gosselies de s'atta-

quer tant aux acquis des travailleurs qu'au statut des futurs embauchés, relève de la volonté de Fabrimétal et de la FEB de procéder à un recul social important en Belgique — le cas de Caterpillar servant de laboratoire. A la veille d'une déclaration (de guerre) attendue de la part de la direction de l'entreprise, la CMB nationale considérerait une attaque frontale contre les travailleurs de Caterpillar comme une agression contre tous les travailleurs de la métallurgie. La riposte de la CMB n'en sera que plus déterminée. Bruxelles, le 13 novembre 1996»

Clabecq : «Nous espérons que d'autres suivront»

Fernand Fyon, délégué FGTB des Forges de Clabecq. Nous étions déjà à Caterpillar la semaine passée pour une rencontre avec la délégation de Caterpillar. Le vendredi, nous nous sommes rendus au piquet à une cinquantaine. Il y avait aussi 60 ouvriers de Boël. Mais après la tournure prise ce samedi (coups de téléphone à

des travailleurs pour leur signifier leur licenciement immédiat), nous avons trouvé qu'il fallait en informer les ouvriers de Clabecq. Lundi à 10 heures, nous avons fait un arrêt de travail et tenu une assemblée générale pour l'équipe du matin et pour ceux qui travaillent de la journée. Elle a été suivie par une manifestation de 600 à 700

travailleurs dans les rues de Tubize. Le chef de gare a également manifesté sa solidarité : pendant deux heures, le trafic était fermé dans les deux sens.

C'était une première action. C'était aussi un appel à d'autres délégations. Nous sommes en contact avec les délégations de VW, de Boël et de Liège. Les

travailleurs ne doivent plus se laisser faire. Il y a un ras-le-bol général. Pour les jours qui viennent, nous attendons les appels de la délégation de Caterpillar. Nous espérons que d'autres délégations vont suivre.

Pour contacter les délégations de Caterpillar : FGTB, 071/25.26.43. CSC, 071/25.26.54.

Si la France veut sauver Mobutu, c'est une déclaration de guerre

Entretien avec Gaëtan Kakudji, porte-parole du Parti de la Révolution Populaire au Zaïre

Gaëtan Kakudji est le représentant à Bruxelles du Parti de la Révolution Populaire, une des quatre organisations de l'alliance des rebelles. Le 12 novembre, nous lui avons demandé comment il considérait une intervention militaire de troupes étrangères.

Tony Busselen

Gaëtan Kakudji. Ce sera un combat de David contre Goliath. Le principe de base que nous mettons en avant est le suivant : nous n'accepterons jamais que l'on intervienne pour que la situation de l'impunité puisse continuer. Si les forces étrangères intervenaient pour répondre aux aspirations du peuple zaïrois, pour que toutes les résolutions de la Conférence Nationale Souveraine (*) soient appliquées, cela ne poserait pas un problème. Cela signifierait que, selon le volet sur les assassinats politiques, on mettrait en accusation les responsables des assassinats des dirigeants nationalistes des années 60. Cela signifierait que, selon le volet sur les biens mal acquis, les barons du mobutisme devraient être expropriés pour payer la dette zaïroise au lieu de continuer à piller la population. La fortune de Mobutu est estimée à cinq fois la dette nationale du Zaïre.

Mais selon beaucoup d'indica-

tions, tel n'est pas l'objectif de l'intervention. Laurent Kabila m'a téléphoné hier soir. Il m'a dit qu'un détachement de soldats français est déjà sur place à Kisangani, qui regroupe et réorganise l'armée zaïroise en fuite. Le camp de Mugunga, où se trouvent les milices Interahamwes et les troupes des FAR (ancienne armée rwandaise), est survolé plusieurs fois par jour par un avion français qui y largue des munitions et de l'armement. Laurent Kabila m'a confirmé que si les Français continuent cette action d'agression, nous abattons l'avion.

Nous sommes pour le ravitaillement des réfugiés, c'est la raison pour laquelle nous avons déclaré le cessez-le-feu unilatéral afin de sauver des vies humaines. Mais il s'agit d'une guerre.

Quand les troupes d'intervention viendront pour sauver le régime de Mobutu et pour nous combattre, nous devons nous défendre d'une manière ou d'une autre. Nous sommes préparés à une stratégie qui consiste à nous éclater en mille



Les rebelles opposent la lutte armée au régime de Mobutu : «Les mots ne suffisent pas pour lutter contre des armes». Photo : une unité du PRP montrant un butin d'armes en 1980.

morceaux pour nous reconstituer ailleurs. Nous l'avons expérimentée plusieurs fois dans le passé.

L'Alliance des forces démocratiques pour la libération du Congo-Zaïre n'est pas contre le peuple français. Mais nous constatons que le gouvernement de la France a pris la responsabilité de protéger et de soutenir les bandits qui ont massacré à la machette presque un million d'êtres humains. Si

aujourd'hui le gouvernement français prend la responsabilité de garder en selle Mobutu, nous considérons cela comme une déclaration de guerre contre le peuple zaïrois.

(*)La Conférence nationale a été créée par Mobutu en août 1991 comme mesure de transition vers la démocratie parlementaire. Toutes les critiques possibles, si radicales qu'elles soient, pouvaient y être for-

mulées ouvertement. Cette conférence a en effet engendré quelques résolutions radicales... sur papier.

Mais entre-temps, Mobutu a fait habilement usage de cette "période de discussion" pour infiltrer l'opposition et la diviser. Aucune de ces résolutions radicales n'a été exécutée. La plupart des observateurs sont aujourd'hui d'accord pour dire que Mobutu a manœuvré de manière tellement habile qu'il emporterait sans trop de problèmes d'éventuelles élections.

Les assassins rwandais achètent des armes avec l'aide humanitaire

L'usine de la FN au Kenya livre des munitions avec la garantie de l'Etat belge

Dirk Van Duppen

Selon une commission d'enquête des Nations unies, des soldats de l'ancien régime génocidaire rwandais (les FAR) et les milices Interahamwes achètent des armes et des munitions en grande quantité avec l'aide humanitaire.

Maintenant que les grandes puissances organisent une intervention massive dans l'est du Zaïre, une commission spéciale d'enquête des Nations unies publie un rapport remarquable. La commission examine les violations de l'embargo sur les armes que le Conseil de sécurité

a instauré après le génocide de 1994 au Rwanda.

Le rapport révèle que les zones de sécurité ont servi de base d'attaque aux Interahamwes pour pénétrer de manière systématique au Rwanda et perpétrer des massacres. «La commission a reçu une description détaillée de la manière dont les survivants du génocide sont identifiés, recherchés et assassinés.» (1) Les génocidaires ont voulu envahir le Rwanda avec l'aide de l'armée zaïroise et s'emparer du pouvoir, explique le rapport. (2)

Une toute nouvelle usine de la FN installée au Kenya livre des

munitions aux hutus fascistes dans les camps de réfugiés de l'est du Zaïre. L'usine a été construite avec le soutien du service belge du Ducroire, l'organisme qui garantit financièrement les exportations (3). Si le Kenya ne remplit pas ses obligations financières envers la FN, c'est le contribuable belge qui paiera.

En août et septembre, des ingénieurs belges ont aidé à accélérer la production de balles. «Presque toute la production est achetée à Nairobi par les milices hutues. Presque chaque semaine, des transports d'armes partent de

Nairobi. Les armes sont financées avec les bénéfices de la vente d'aide humanitaire volée», a expliqué un coopérant qui travaille au Kenya. «Ce rapport devrait susciter des questions fondamentales parmi les humanitaires : l'aide humanitaire coûte un million de dollars par jour, dont la moitié vient d'Europe. Cette aide se veut apolitique mais n'est-elle pas devenue une autre forme de guerre, ou du moins ne la prépare-t-elle pas ?» demande Colette Braeckman dans son commentaire du rapport des Nations unies. (4) Selon Human Rights Watch, qui participait à la commission d'en-

quête des Nations unies, ce scandale n'a été possible que grâce au soutien accordé par la France au régime génocidaire rwandais en fuite. Dans le cadre de l'Opération Turquoise "humanitaire", les troupes françaises ont créé, en été 1994, une "zone de sécurité" et des "corridors humanitaires" pour ces "réfugiés". (5) Aujourd'hui, les grandes puissances organisent une seconde Opération Turquoise.

1. NRC, 7 novembre 96 — 2. NRC et *Le Soir*, 7 novembre 96 — 3. *De Morgen*, 9 novembre 96 — 4. *Le Soir*, 8 novembre 96 — 5. NRC, 8 novembre 96.

Des médecins sans frontières et sans gêne

Nombre d'ex-cadres de l'organisation "apolitique" Médecins Sans Frontières jouent à présent un rôle de premier plan dans la politique impérialiste à l'égard de l'Afrique centrale. En Belgique, trois ex-dirigeants de cette organisation humanitaire "neutre" se sont répartis entre les trois fractions de

la bourgeoisie belge. L'ex-médecin de MSF et parlementaire CVP Jan Van Erps joue un rôle de premier plan dans la fraction qui prend ouvertement fait et cause pour les fascistes hutus. La fraction anti-hutu du PRL a comme porte-parole l'ex-médecin de MSF et sénateur Alain Destexhe. Et la

"troisième voie" est représentée par l'ex-médecin de MSF Reginald Moreels, l'actuel secrétaire d'Etat à la Coopération.

En France, on se gêne encore moins. Lorsqu'en 1985, Claude Malhuret a quitté son poste de président de Médecins sans Fron-

tières, le gouvernement de droite Chirac a créé spécialement pour lui un secrétariat d'Etat pour les Droits de l'Homme. En 1993, on n'a même plus eu besoin de cette mascarade. Jean-Christophe Ruffin, vice-président de MSF, poursuit tout simplement sa carrière... au cabinet du ministre de la

Défense, François Léotard, qui a monté l'opération criminelle Turquoise.

Et aujourd'hui, un autre ex-dirigeant de MSF, Xavier Emmanueli, secrétaire d'Etat à l'Aide humanitaire d'urgence, est en train de préparer une deuxième Opération turquoise.

Des centaines de milliers de réfugiés de retour

Zaire - Rwanda : rivalités entre grandes puissances impérialistes

Des centaines de milliers de réfugiés rwandais ont enfin échappé aux milices génocidaires de l'ancien régime. Grâce à l'action du front de libération au Zaïre. L'intervention internationale illustre les contradictions accrues entre Paris et Washington. Enjeu : le contrôle des matières premières stratégiques du Zaïre.

Dirk Van Duppen et Tony Busselen

Pendant une semaine, les fascistes ont pilonné la ville de Goma par des tirs de mortier, refusant le cessez-le-feu décrété unilatéralement par les rebelles. Leur but était de provoquer de nouvelles confrontations afin d'accélérer l'intervention internationale.

Après avoir lancé des avertissements répétés, les rebelles zairois ont commencé à chasser les milices fascistes. Après cette opération réussie, une vague de 700.000 réfugiés a pris le chemin du retour.

Ces événements jettent une lumière nouvelle sur la situation. Pendant deux ans, les médias ont diffusé le mythe raciste selon lequel les réfugiés hutus n'osaient pas rentrer au Rwanda craignant la vengeance des "Tutsis".

Jan Van Erps, sénateur CVP d'extrême droite, ancien dirigeant de Médecins sans Frontières, écrivait encore la semaine dernière : «A l'est du Zaïre, un million de réfugiés sont en errance. Peut-être même deux millions. Ils cherchent à échapper à la terreur aveugle des rebelles tutsis qui se disent Zairois. Il faut faire comprendre une fois pour toute aux Hutus qu'ils doivent abandonner tout espoir de dialogue et de retour et qu'ils font mieux de chercher un nouvel avenir à l'intérieur du Zaïre. Le Rwanda surpeuplé veut plus d'espace.» (1) Les faits qui se sont déroulés le lendemain ont totalement démasqué cet horrible mensonge. Le président rwandais Bizimungu est venu personnellement en compagnie de quelques hauts ministres accueillir les réfugiés : «Vous êtes les bienvenus pour construire avec les habitants du Rwanda un pays nouveau». Colette Braeckman écrit à juste titre : «Les réfugiés rwandais étaient en réalité des otages.



Des réfugiés rentrent chez eux à Kibuye.

Otages d'une propagande haineuse, d'une idéologie génocidaire inculquée depuis des années, otages des miliciens et des militaires responsables d'un million de morts et qui, depuis deux ans, mettaient à profit l'assistance internationale pour prélever des impôts de guerre et fournir les armes de la revanche. La manière dont s'est dénouée cette gigantesque prise d'otages jette une lumière différente sur l'attitude de la communauté internationale : si le forcing imprimé par certains pays désireux d'intervenir au plus vite avait réussi, l'étau pesant sur les camps ne serait pas encore dénoué.» (2)

Résolution 1080 : vers une tutelle sur la région

Le président Bizimungu a déclaré que, compte tenu du retour des réfugiés, le Rwanda considérait qu'une intervention militaire n'avait aucune utilité. Il a demandé que l'argent qu'on aurait libéré pour une telle opération soit investi dans la reconstruction du pays. Le nouveau gouvernement rwandais est de toute évidence l'unique force capable d'assurer un accueil humain aux réfugiés et de protéger le Rwanda contre les forces de l'ancienne armée génocidaire. Malgré l'appel justifié de Bizimungu, les Etats-Unis et la France ont fait adopter par le Conseil de sécurité la résolution 1080. Celle-ci prévoit l'envoi d'une force d'intervention considérable (10.000 à 15.000 hommes). Ces troupes ont mandat d'utiliser leurs armes pour se proté-

ger elles-mêmes et les ONG étrangères. Cette intervention des grandes puissances impérialistes a pour but de préparer la recolonisation. Leur but commun est d'instaurer une tutelle internationale sur la région.

Contradictions croissantes entre la France et les Etats-Unis

Dimanche 17 novembre, on annonçait une réunion qui aurait lieu mercredi ou jeudi à Stuttgart en vue d'adapter la résolution à la nouvelle situation. La France a déjà fait savoir que cette réunion ne traiterait que de certains détails militaires. Le ministre américain de la Défense William Perry a déclaré pour sa part que, compte tenu du retour des réfugiés, le plan d'intervention initial devait être modifié sérieusement.

Cette divergence de vue n'est pas due au hasard. Il est apparu depuis longtemps que la France et les Etats-Unis ont chacun leur propre stratégie pour s'assurer le contrôle de la région. L'enjeu principal est le contrôle des richesses stratégiques au Zaïre.

Les impérialistes sont d'accord sur un point : il faut placer la région sur tutelle. Mais, en même temps, ils se battent entre eux comme de véritables brigands pour savoir qui accapamera le butin.

La France a carrément choisi Mobutu : «Nous croyons que dans la situation actuelle, Mobutu est la garantie de la stabi-

lité», a déclaré J-F Bouchard, porte-parole du ministère français des Affaires étrangères (3). Afin de sauver le régime Mobutu, l'intervention de Paris poursuit deux objectifs : envoyer une partie de ses troupes à Kisangani et organiser une deuxième Opération Turquoise. A partir de Kisangani, les troupes françaises peuvent protéger les fascistes hutus en débandade et les soldats zairois, leur offrant la possibilité de se regrouper et de préparer la contre-offensive du régime Mobutu.

En envoyant une autre partie de ses troupes à Bukavu, Paris veut contrôler le Sud-Kivu où les rebelles sont implantés. Ceci permettrait de porter un coup décisif à l'alliance anti-Mobutu.

Les USA, quant à eux, ont une stratégie à plus long terme. C'est en soutenant le gouvernement rwandais et les rebelles zairois qu'ils espèrent gagner le plus : «Sauver le pays ou le régime Mobutu est au-delà des possibilités de l'Amérique. Le moment est venu de définir une nouvelle direction pour la politique américaine dans la région où le gouvernement rwandais, cohérent et discipliné, contraste avec la désintégration zairoise. L'intervention au Zaïre n'est qu'une opération limitée. L'administration Clinton a manœuvré habilement en persuadant le Canada de prendre la direction de la force de paix de l'ONU que Washington ne voulait absolument pas endosser elle-même.» (4)

(1) De Standaard 14 novembre; (2) Le Soir, 16 novembre. (3) IHT, 11 novembre; (4) Jim Hoagland, IHT 16-17/11/96

Manif - protestation contre l'intervention

La Ligue Anti-impérialiste organise une action de protestation contre l'intervention. Rendez-vous : le jour qui suivra le déclenchement de l'intervention, à 19h devant le ministère des Affaires étrangères, rue des Quatres Bras, Bruxelles (en face du Palais de Justice). Mots d'ordre de l'action : Non à l'intervention impérialiste ! Arrestation des auteurs du génocide et condamnation de leur idéologie ! Pas un franc pour une intervention militaire ! De l'argent pour la reconstruction du Rwanda !

SOS - Rwanda-Zaïre

Soutenez l'aide humanitaire au Rwanda et dans l'est du Zaïre libéré.

Une délégation de Médecine pour le Tiers Monde, dirigée par Frank Sonck, est partie au Rwanda le 15 novembre. Médecine pour le Tiers Monde soutient déjà des projets au Rwanda pour accueillir les rescapés du génocide et des réfugiés de retour. La délégation visitera également les régions libérées de l'est du Zaïre pour examiner comment nous pourrions soutenir des projets à long terme dans la région.

Votre soutien est bienvenu au compte n° 001-1951388-18. Mentionnez : "SOS Rwanda-Zaïre"



Soirées d'information

La LAI organise une série de conférences et de meetings : Pourquoi la guerre au Kivu ? Qui soutenir ? Que pouvons-nous faire ?

• **Louvain-la-Neuve**, à l'UCL, jeudi 21 novembre, 20h, avec Sebasoni, président du FPR-Belgique. Auditoire Montequieu 02.

• **Bruxelles**, (en collaboration avec CERDA), Centre International, vendredi 22 novembre, 20h. Orateurs : Mukendi (CERDA), Kakudji (représentant de Kabila à Bruxelles), Sebasoni, président du FPR-Belgique, etc.

• **Bruxelles**, mardi 26 novembre, 20h. ULB, Audit. A. Avenue Paul Heger, Ixelles.

• **Bruxelles**, mercredi 27 novembre, 20h. Université néerlandophone VUB, Auditoire Q. Bd. du Triomphe, Ixelles.

• **Gand**, mardi 26 novembre, 20h. Studentenhuis "De Brug", Sint-Pietersnieuwstraat 45.

• **Liège**, jeudi 28 novembre, 19h30, ULg, Résidence André Dumont, Place du Vingt Août. Orateur : Mr. Manzi Bakaramitsa, ambassadeur du Rwanda.

Informations : 02/513.53.86

EN BREF

Belgique

Dixième fournisseur d'armes

La Belgique est classée dixième parmi les fournisseurs d'armes en direction du tiers monde. C'est ce qu'établit un rapport du Congrès américain concernant la période 1992-1995.

«Pendant cette période, des armes d'une valeur de 15 milliards de francs sont parties vers l'étranger. Ainsi, la Belgique enregistrait un volume d'affaires légèrement supérieur à celui de l'Afrique du Sud et légèrement inférieur à celui de l'Espagne, la France ou l'Allemagne. Le rapport ne spécifie pas de quels pays il s'agit, mais il y a des fortes chances que les pays des Grands Lacs (Zaïre, Rwanda, Burundi et Ouganda) y interviennent pour beaucoup.» (*De Morgen*, 5 novembre 1996)

Pour fournir ces armes, le gouvernement belge devait donner son autorisation. Aujourd'hui, le ministre de la coopération, le CVP Moreels, et le ministre des Affaires étrangères, le SP Derijcke, plaident en faveur d'une intervention "humanitaire" dans cette région. En réalité, il s'agit d'une opération de sauvetage de leurs clients qui se livraient à de sanglants massacres à l'aide de ces armes : l'armée zaïroise, les milices Hutu et l'ancienne armée rwandaise.

Afrique du Sud

Geen wapens meer voor Rwanda

L'Afrique du Sud a conclu en septembre dernier un contrat avec Rwanda concernant la livraison d'armes d'infanterie et de véhicules militaires. Selon le journal militaire *Jane's Defence Weekly* Pretoria avait, avant la signature de l'accord, demandé conseil auprès du Conseil de sécurité des Nations unies, de l'Organisation pour l'Unité Africaine et de différents gouvernements.

Sous la pression internationale, notamment d'Amnesty International, l'Afrique du Sud avait arrêté ses livraisons.

Le président sud-africain Nelson Mandela défend cette vente d'armes : «Le Rwanda a le droit de se défendre contre des assaillants armés qui veulent commettre un génocide. Les Nations unies comme les dirigeants des Etats de l'Afrique centrale ont demandé à l'Afrique du Sud d'assister le Rwanda. Je dénonce avec force la critique des gens qui vivent en sécurité et qui ne sont nullement menacés.» (*De Standaard*, 5 novembre 1996)

Etats-Unis

Clinton réélu à 24,5 %

Clinton remportait les élections présidentielles le 5 novembre avec 50 % des voix exprimées. Seulement 49 % des Américains en mesure de voter ont participé au scrutin.

Il s'agit du taux de participation le plus bas depuis la Seconde guerre mondiale. Cela signifie qu'une "majorité confortable" de 24,5 % a réélu Clinton président.

Les campagnes électorales aux Etats-Unis sont entièrement financées par le monde des entreprises. Clinton, impliqué dans plusieurs scandales, est à présent également accusé de financement frauduleux de sa campagne électorale. Il est normal que la majorité des Américains n'accordent pas leur confiance à ce président des riches.



L'ambassadeur du Rwanda reçoit la LAI

Soixante personnes se sont rendue à l'ambassade du Rwanda le 11 novembre. Leurs exigences : justice pour le Rwanda, arrestation

des assassins rwandais qui résident librement en Belgique. La délégation a aussi exprimé son opposition à une intervention mi-

litaire au Kivu. L'ambassadeur Manzi Bakuramutsa a remercié la LAI pour son soutien et ses actions.

Trois mois fermes pour NTM

Une censure jamais vue depuis le siècle dernier !

Kool Shen et Joey Star, les deux chanteurs du groupe rap NTM ont été condamnés à six mois de prison dont trois ferme le 14 novembre, pour «outrage par paroles» à l'encontre de policiers.

Catherine Dijon

C'est la peine maximum prévue par la loi. Le juge de Toulon, un ancien inspecteur de police, a assorti la sentence de «l'interdiction d'exercer la profession de chanteur de variétés pendant six mois» et d'une amende de 300.000 FB. La condamnation vise les propos tenus sur scène par NTM le 14 juillet 1995 à La Seyne (près de Toulon) : «Les fascistes ne sont pas qu'à Toulon. Ils sont en général par trois, ils sont habillés en bleu... Ils ne sont pas loin derrière vous... Ces gens-là sont

dangereux pour nos libertés.» (1) Le texte de la chanson "Police" est également retenu à charge. Les syndicats de police sont dans l'ensemble ravis : «le racisme est enfin condamné, même contre les policiers». (2) Ailleurs, les réactions fusent contre ce jugement fasciste. «Juge unique, juge inique (ta mère)», titrait *L'Humanité* du 16 novembre. «Il faut remonter au 19e siècle pour trouver un cas comparable», déclare Olivier Cachin, spécialiste du mouvement rap. Pierre-Jean Béranger, célèbre compositeur-chansonnier, avait été empri-

sonné en 1828 pour ses attaques répétées contre la monarchie. (1) NTM a fait appel et le groupe continue de chanter.

Les Jeunesses communistes ont lancé un appel "Nick l'ordre moral" (en référence à NTM, "Nique ta mère") aux jeunes et organisations. Plusieurs associations de jeunes les soutiennent. Fode Sylla, président de SOS-Racisme (organisation dirigée par le PS) a cependant pris ses distances : «Je ne me retrouve pas du tout dans les paroles proférées sur scène, à la Seyne.» Il est rejoint par le ministre de l'intégration Eric Raoult qui «suggère à NTM de "niquer" le racisme, la violence ou le sida, plutôt que la police». (1) Comme si le racisme et la violence ne venaient pas de la police !

1. Le Monde, 17 novembre 1996.
2. Libération, 16 novembre 1996.

Les relations de la gendarmerie belge

Dans l'armée turque, la gendarmerie rencontre la mafia

Diane Vangeneugden

En juillet 1996, le chef de la gendarmerie, De Ridder (SP), a conclu un accord avec l'appareil de répression turc en vue de lutter contre les oppositions turques et kurdes.

Un accident de voiture le 3 novembre en Turquie, a dévoilé les relations très "particulières" entretenues au sommet de l'Etat turc. Outre des armes, la voiture véhiculait Kocadag, chef de la police d'Istanbul, Catli, homme de confiance de la mafia de la drogue et "gangster recherché internationalement" et Bucak,

parlementaire du DYP, le parti de Tansu Ciller et Mehmet Agar.

Comment un gangster en cavale peut-il circuler librement en compagnie d'un chef de la police et d'un parlementaire ? Mehmet Agar est la clé de ce mystère. Ministre de l'Intérieur, Agar est l'ancien dirigeant national de la police et a mené nombre d'opérations contre la gauche et les prisonniers politiques, y compris tortures et massacres. Formé par la CIA aux Etats-Unis, il dirige un système criminel où dominent les fascistes, la mafia, des chefs

de clans et la contre-guérilla. Kocadag est responsable de nombreuses "disparitions" et est impliqué dans l'attaque de mars 1995 contre le quartier de Gazi, où 21 jeunes sont tombés. Catli, grand ami d'Agar, est impliqué dans le meurtre de militants révolutionnaires avant le putsch de 1980 et "recherché" par Interpol pour ses pratiques maffieuses. Cela ne l'empêche pas de circuler librement.

Bucak, trafiquant de drogue, "seigneur" local, est un mercenaire engagé contre le PKK. Il est responsable de nombreux

Les 200 entreprises richissimes

Le chiffre d'affaires de General Motors est plus élevé que le PNB du Danemark (PNB : ensemble de la production d'un pays). Le chiffre d'affaires de Ford est supérieur à celui de l'Amérique latine. Celui de Toyota plus élevé que celui de la Norvège.

Les 200 plus grandes entreprises dans le monde contrôlent 28,3 % de l'activité économique mondiale (24,4 % en 1982). Leur chiffre d'affaires total est supérieur à celui des économies de tous les pays, sans compter les neuf plus grands. Entre 1990 et 1995, leurs bénéficiaires ont grimpé de 75 %. Et pourtant, elles ne fournissent du travail qu'à 0,75 % des travailleurs dans le monde. Les deux tiers de la population mondiale (les 20 % les plus pauvres dans les pays riches et les 80 % les plus pauvres dans les pays pauvres) ne peuvent trouver un emploi dans ces entreprises ni acheter leurs produits.»

(*NRC-Handelsblad*, 26.10.96)

Pendant ce temps, deux tiers de la population mondiale vivent dans la misère. Ce système est-il perfectible ? Non, il faut le détruire pour sauver des millions de vie humaines.

L'Otan reste en Bosnie

Le 20 décembre, les 60.000 soldats de l'Otan doivent quitter la Bosnie. Mais ils seront remplacés par une troupe de 30.000 hommes, dont 7.000 Américains, 5.000 Britanniques, 3.000 Allemands et 2.500 Français. La Bosnie reste divisée en différentes zones d'occupation : américaine, britannique et française. Dix-huit autres pays, dont la Russie, qui sont déjà sous les ordres de l'Otan, y restent aussi. Le commandant en chef de l'Otan, Joulwan, a déclaré : «Ces pays sont très fiers de ce qui a été fait.» (*Le Soir*, 15.11.96) Le gouvernement allemand pourra partager cette fierté : ses troupes participent maintenant à part entière à toutes les opérations militaires.

(Source : communiqué de presse de l'Informationszentrum für Freie Völker; Kurtulus)

Le combat difficile des syndicalistes en Turquie

Droits syndicaux ? Dans ce pays, la loi antiterroriste est toujours en vigueur !

Une délégation de la Ligue Anti-impérialiste était invitée à Istanbul au début novembre. Nos hôtes : des jeunes révolutionnaires, des familles antifascistes, des journalistes, des musiciens, des syndicalistes de combat... Cette semaine, nous publions un premier reportage sur le travail syndical en Turquie.

Laetitia Van Cauwenberghe, Diane Vangeneugden

La Turquie est en majeure partie un pays de paysans, de petits commerçants et d'artisans. Environ un tiers des 65 millions d'habitants sont des ouvriers, dont 1,5 million seulement sont affiliés à un syndicat. Le taux de chômage est estimé à 30 % de la population active. Il n'existe pas de système d'allocations de chômage.

La principale fédération syndicale "Türk-Is" réunit 33 syndicats représentant surtout les secteurs-clés de l'électricité, de la poste et des chantiers navals. Sept de ces 33 syndicats appartiennent au mouvement révolutionnaire (ils comptent moins de 100.000 membres), sept sont contrôlés par les fascistes (ceux-ci comptent 700.000 membres) et le reste appartient au courant libéral ou au courant social-démocrate (environ 50.000 membres).

La fédération Türk-Is est liée à l'État sur le plan idéologique et organisationnel et sert essentiellement à freiner tout mouvement syndical. Après le coup d'État de 1980, la fédération "Disk" (syndicats ouvriers révolutionnaires) a été interdite durant un certain temps. Türk-Is était la seule fédération autorisée par le gouvernement, qui voulait sauver un semblant de démocratie.

Pour s'affilier à un syndicat, un ouvrier doit se faire enregistrer auprès d'un notaire. Cela coûte beaucoup de temps et d'argent et le patron en est informé. L'ouvrier qui veut passer d'un syndicat réactionnaire à un syndicat progressiste risque d'être licencié.

Les syndicalistes qui "font de la politique" risquent de perdre leur statut de syndiqué. La police fait disparaître des syndicalistes de gauche. «Droits syndicaux ? La Turquie n'est pas un pays comme un autre. La loi antiterroriste est toujours en vigueur !», nous disent les dirigeants de Genel-Is, le syndicat progressiste des fonctionnaires communaux de la région de Marmara.

Le droit de grève existe, mais les grèves peuvent être interdites arbitrairement par l'État. Les grèves de solidarité avec d'autres usines sont interdites. Jusque l'an dernier, le personnel des entreprises publiques, encore nombreuses en Turquie, n'avait pas le droit de se syndiquer. Pour éviter que les fonctionnaires choisissent le camp révolutionnaire, le gouvernement turc, encouragé par les États-Unis, a créé des syndicats à leur intention. La fédération qui les

chapeaute s'appelle "Kesk". Certains de ces syndicats sont progressistes, d'autres suivent l'idéologie corporatiste de l'État et soutiennent les patrons.

A partir de 1987, le président Özal a lancé une nouvelle série de privatisations, imposées par le Fonds monétaire international. Il a ainsi décapité le mouvement syndical et les membres actifs ont été licenciés. La poste figure parmi les services privatisés. Un syndicaliste nous a déclaré : «Özal a en fait effectué un coup d'État contre la classe ouvrière. La privatisation des PTT a désarmé les ouvriers.» Au cours de la deuxième moitié des années 80, une nouvelle vague de syndicalisme de combat s'est développée grâce à l'action des syndicalistes révolutionnaires au sein de Türk-Is. La première grande grève a éclaté en 1986. L'État turc a répliqué en imposant une nouvelle fédération syndicale, Hak-Is, d'obédience islamiste et dont les membres ont été obligés, sous la menace de sanctions ou de déportation, de s'implanter dans tous les secteurs-clés, comme celui de l'alimentation. L'ancien président de Hak-Is est aujourd'hui ministre du Travail. Son gouvernement s'attaque aux salaires et à la Sécurité sociale et poursuit le programme de privatisations.

Le syndicalisme de combat gagne du terrain

En 1992, la fédération Disk a rouvert ses portes, sous la pression de la lutte ouvrière qui se renforçait. La base du Disk est révolutionnaire, mais la direction est contrôlée par des réformistes. Le patronat appelle les fédérations Türk-Is et Hak-Is à recruter plus activement des affiliés, pour combattre l'influence de la fédération Disk. Les dirigeants de Genel-Is, un syndicat appartenant à la fédération Disk, nous ont confié : «Même si le patronat encourage les syndicats réactionnaires à mener une politique d'affiliation plus active, nous pouvons en tirer profit. Car dans le syndicat, les ouvriers sont organisés. Nous menons, nous aussi, une campagne de syndicalisation. Elle s'inscrit dans le cadre de la lutte contre la privatisation de la Sécurité sociale, "SSK" (qui ne comprend que l'assurance-maladie et la pension). En Turquie, on ne peut se syndiquer que lorsqu'on est assuré auprès de la "SSK" qui est une assurance publique. A présent, le gouvernement veut la



Des militants syndicaux de Genel-Is : «Delocalisation ? Les syndicalistes belges doivent toujours garder à l'œil la stratégie patronale : si un patron veut fermer une usine en Belgique et la déplacer par exemple en Turquie, c'est toujours pour augmenter l'exploitation dans les deux pays et diviser la classe ouvrière au niveau international.»

privatiser. Qui pourra encore payer les primes ? Nous craignons que beaucoup d'ouvriers en soient exclus, de sorte qu'ils ne puissent plus se syndiquer.»

La fédération Disk avance actuellement trois grands points de programme. La première revendication est la suppression de la nouvelle "loi des provinces". Après le coup d'État de 1980, toute propagande communiste était interdite. La nouvelle loi s'inspire de cette politique répressive et veut interdire toute protestation, toute manifestation et toute organisation des ouvriers. La deuxième revendication est le refus de la privatisation de la Sécurité sociale. La troisième revendication est le "remboursement". A partir de 1988, l'État a prélevé 2 à 3 % des salaires en guise de "prêt". Aujourd'hui, il refuse de rembourser cette somme (120 milliards de francs). L'argent a disparu dans la poche du gouvernement qui l'a dépensé dans des opérations spéculatives, pour financer les opérations militaires contre la guérilla et la sale guerre au Kurdistan. Le climat n'est pas prêt pour une grève générale, mais les syndicats mobilisent les travailleurs par une pétition. En décembre, ils prévoient un grand meeting.

Au sein des syndicats, une radicalisation s'opère. Des élections ont été organisées au sein de la fédération Genel-Is. Elles avaient été préparées durant un an. Des dizaines de débats ont eu lieu sur le nouveau syndicalisme. L'objectif : «Nous voulons être un syndicat actif, qui renforce la combativité à la base et qui est toujours présent parmi les travailleurs.» Des délégués ont participé au congrès pour veiller aux

orientations. Le résultat remarquable : 70 % des plus hauts cadres ont été remplacés par des syndicalistes de combat !

Travailler à l'unité des syndicalistes de combat

Un syndicaliste révolutionnaire : «Nous travaillons au sein des syndicats existants. Pour le moment, nous voulons conquérir les secteurs non syndiqués et radicaliser nos positions. Bien que le syndicat soit un instrument unique, nous savons qu'il est insuffi-

sant. Nous voulons aussi réunir les ouvriers dans un parlement ouvrier. Ce parlement réunit tous les syndicalistes, tous les travailleurs syndiqués et non syndiqués, toutes les couches de la population, toutes les religions et toutes les conceptions philosophiques dans un front contre le fascisme. Les fascistes en sont exclus. Cette forme d'organisation est plus large que le syndicat. Elle nous permet aussi de mieux combattre les syndicats jaunes favorables au patronat et à l'État. L'organisation sur base de la classe permet de renforcer l'unité de tous les syndicalistes de combat.»

Voyages de solidarité en Turquie

La Ligue Anti-impérialiste (LAI) organise deux voyages pour ouvriers et syndicalistes.

• Décembre 1996

Une délégation qui participera au meeting final de la campagne contre les "prélèvements obligatoires sur les salaires".

• 1er mai : journée internationale du Travail

L'an dernier, 200.000 jeunes et ouvriers sont descendus dans les rues d'Istanbul le jour du premier mai. La police turque a abattu trois manifestants et effectué des centaines d'arrestations. Cette intervention a suscité un large mouvement de protestation. Le 1er mai 1997, nous participerons à une délégation internationale pour ma-

nifester notre solidarité avec la lutte ouvrière en Turquie. Ce sera une occasion de découvrir le mouvement des jeunes, les syndicats, les familles dans les quartiers.

Date : du 29 avril au 3 mai.
Prix : environ 15.000 F.

Pour les deux voyages, nous demandons aux participants d'organiser des actions de soutien, pour que la délégation puisse également remettre une aide financière. Vous pouvez également inviter votre syndicat à envoyer une motion de solidarité ou une délégation. Renseignements : LAI, rue de la Caserne 68, 1000 Bruxelles (02/513.53.86).

Les jeunes de Rebelle expriment leur opinion

Ine, 14 ans : mon amie est devenue membre de Rebelle

A la manifestation des écoliers à Louvain le jeudi 24 octobre, après la Marche blanche, la police a arrêté quelqu'un du PTB parce qu'il distribuait des tracts. Certains manifestants ont réagi avec indignation. D'autres disaient : "A nouveau quelqu'un de Rebelle". Ine et Mart de Rebelle ont défendu le parti. Avec succès !

Lucie Dumont

Comment as-tu réagi quand la police est venue t'arrêter ?

Ine. J'étais indignée. J'ai immédiatement crié : c'est ça la démocratie dans laquelle nous vivons ? On ne peut même pas distribuer un tract ! Bram a fait la même chose. Des manifestants l'ont soutenu. Ensuite, il a été arrêté à son tour.

Mart. Au début, j'étais un peu désorientée. Il fallait que je fasse quelque chose. J'ai couru vers la maison d'un responsable de Rebelle pour contacter un avocat. J'ai également averti Bram et Peter par téléphone. Je voulais aussi témoigner pour dire que les deux n'avaient rien fait de mal, mais on refuse le témoignage d'un jeune de 14 ans. Bram est accusé d'avoir distribué des tracts. D'abord, ce n'est pas vrai et ensuite que fait-on de la liberté d'expression ?

Que disaient tes amis ?

Ine. Quelqu'un m'a dit que les jeunes de Rebelle sont ridicules, que c'est toujours eux qu'on arrête, que cela n'a pas de sens d'adhérer à

Rebelle parce que personne ne les écoute, que Rebelle impose son opinion, etc. J'ai répondu qu'on nous arrête pour briser le mouvement. Nous sommes les seuls à dénoncer ouvertement la gendarmerie et la justice.

Mart. Le Parti du travail figure en premier sur la liste des organisations dangereuses pour la sécurité de l'Etat. Nous ne sommes pas des criminels. Nous nous soucions du sort des gens et nous réagissons contre toutes les injustices.

Ces discussions ont convaincu quelqu'un de devenir membre.

Ine. Oui, mon amie m'a écoutée pendant que je discutais. Je lui avais déjà demandé de devenir membre de Rebelle, mais elle n'était pas encore très bien ou courant et elle n'était pas d'accord avec toutes nos idées. Je lui avais répondu que moi non plus je n'étais pas d'accord sur tous les points, mais que ce n'est pas nécessaire. Il suffit qu'on soit ouvert à la discussion. Elle était en colère lorsqu'elle a vu que Peter et Bram étaient arrêtés.



Ine et Mart n'ont accepté d'être photographiées que si c'était pour une photo amusante, «parce qu'à Rebelle, il y a beaucoup d'ambiance».

Dans la discussion, elle a pris la défense de Rebelle, en disant : «Rebelle exprime son opinion. A quoi ça sert d'avoir une opinion, si on n'ose pas l'exprimer ouvertement ?»

Mart. Beaucoup de jeunes apprécient aussi le fait que nous réagissions immédiatement lorsque quelqu'un est arrêté et que

nous ne fuyons pas la discussion.

Pourquoi est-ce important que les jeunes rejoignent Rebelle ?

Ine. Si nous ne discutons pas avec nos camarades de classe, ils ne comprendront pas ce qui se passe réellement. Les journaux et les médias déforment la réalité et se taisent sur beaucoup de choses.

L'opération "Oubliettes" bat son plein. On se tait sur le rôle de la gendarmerie qui détruit les dossiers prouvant son implication. Mon ami a lui aussi changé suite à nos discussions. C'était la première fois qu'il entendait un autre son de cloche. Sur base de ce que nous savons, nous pouvons faire réfléchir. Ecouter l'opinion de l'autre, c'est très important.

Quelle est la chose la plus importante que tu veux faire comprendre aux jeunes dans ce mouvement ?

Mart. Que tout le monde comprenne que nous sommes dans le camp du peuple. Nous ne voulons pas faire de la publicité pour créer notre image de marque. C'est ce que font les autres partis. Nous voulons changer quelque chose dans cette société. Lutter contre le fascisme et contre le commerce des enfants.

Ine. Certains réagissent en disant : «Pourquoi alors mentionnez-vous le PTB et Rebelle sur tous vos tracts ?» La raison c'est que nous voulons que tous ceux qui veulent contribuer à changer cette société puissent se joindre à nous.

Acceptez-vous que Solidaire publie votre photo ?

Ine et Mart (riant). Oui, mais une photo amusante. Dans Rebelle, nous ne discutons pas seulement, il y a aussi beaucoup d'ambiance. Nous avons aussi beaucoup d'amis au-delà de la frontière linguistique !

Respectez la liberté d'expression

Témoignage des jeunes de Rebelle à la marche blanche

Julie Metz

20 octobre, une énorme masse blanche s'ébranle dans les rues de Bruxelles. Toute propagande politique est interdite ! Et pourtant les partis politiques s'étalent en long et en large à la télévision. Même le roi ! Le PTB ne peut rester sur le

trottoir et regarder de l'extérieur. Des membres de Rebelle prennent les choses en main et ne se laissent pas intimider.

Mikaël, bientôt 19 ans, explique : «J'ai distribué le tract du PTB à la marche blanche du 20 octobre. Les gens qui étaient venus manifester leur colère faisaient presque la file

pour prendre un tract.

Le PTB n'a en rien récupéré cette affaire. La seule récupération de l'affaire Dutroux-Nihoul est celle du gouvernement, du premier ministre qui veut faire oublier qui sont les vrais responsables. Les gens doivent comprendre que PTB n'est pas un danger. Le seul danger, c'est le système !»

Karin, 18 ans, poursuit : «J'ai distribué des tracts à la marche, ceux-ci étaient très bien accueillis par la foule. Les gens me demandaient plusieurs exemplaires pour les distribuer eux-mêmes. Je trouve très important d'avoir fait respecter le droit d'expression qui nous avait été enlevé par le jugement de la veille. Je trouve ça révoltant car le gouvernement nous a manipulé et a voulu éteindre la colère du peuple. Le gouvernement a essayé de reprendre les choses en main en interdisant aux éléments "gênants" de s'exprimer. Il faut continuer à répandre nos idées car des milliers de Belges les partagent.»

Pour Karin, la marche blanche a été un déclic, elle s'engage plus et

n'hésite pas à faire de la politique une fois avoir franchi les murs de l'école. «Lorsque je parle de Solidaire et du PTB à l'école, je me heurte souvent à un mur de désinformation. Les jeunes ne voient souvent pas la différence entre les communistes et l'extrême droite. Ils ne connaissent pas le combat et les revendications du PTB. Il faut absolument informer les jeunes. Une partie de la jeunesse est très enthousiaste à

l'idée de rencontrer une alternative qui reflète leur dégoût de cette société.»

Mikaël et Karin veulent aujourd'hui avoir plus de responsabilités dans Rebelle, conscients du rôle vital du Parti et de son organisation si l'on veut aller jusqu'au bout. Une preuve que la marche blanche n'a pas forcément été ce que Dehaene espérait réellement !

Le MML est partout !

Ce matin à l'aube, j'arrive à l'ULB et je vois des étudiants distribuant un dépliant pour les droits égaux entre Belges et immigrés. C'était des membres du MML. A midi, affamé par une matinée de cours, je me précipite au resto pour m'acheter un sandwich quand quelqu'un m'interpelle cordialement et me demande mon avis sur l'affaire Dutroux. C'était un gars du MML. A 14h, je rentre dans mon auditoire et à mon grand étonnement, un étudiant explique que des génocidaires du Rwanda vivent en toute impuni-

té en Belgique. C'était une personne du MML. Le soir, je remonte péniblement vers l'arrêt de bus. J'aperçois une série d'affiches fraîchement collées. Je me dis : "un nouveau TD ?" Non, des affiches pour le refinancement de l'enseignement, signées... MML. Si tu veux savoir ce qui motive tant les membres de MML, viens avec nous à "C'est du Belge", du 29 novembre au 2 décembre. Renseignements : MML, boulevard Lemonnier 171, 1000 Bruxelles. Tél. : 02/513 77 60 (Daniel Flincker).

C'est dialectique...

Le matérialisme dialectique et historique est la base de la théorie marxiste et donc le point de départ pour la comprendre et l'appliquer activement.

Le MML organise des séminaires pour étudiants et ouvriers, sur base du livre "Principes élémentaires de la philosophie" de Georges Politzer. Ce communiste a élaboré son cours pour

l'Ecole supérieure ouvrière française dans les années 1935-1936.

Séminaires marxistes du MML. Participation aux frais : 50 F.
 • Louvain-la-Neuve, les 13 et 20 novembre avec Nico Hirtt
 • Bruxelles (ULB), les 14 et 21 novembre avec Nico Hirtt
 • Liège, les 13, 20 et 27 novembre avec Stef Vanthuyne

Manifestation des cheminots européens

Contre la privatisation et pour l'emploi

Chaque gouvernement prépare la privatisation des chemins de fer, au profit des capitalistes. Mardi 19 novembre, une manifestation internationale aura lieu à Bruxelles, siège de l'Europe...

Tony Pirard

Avec quelle programme et quelles actions, les cheminots parviendront-ils à écarter le spectre de la privatisation ?

Les PS européens se sont toujours présentés comme les grands défenseurs du service public. Mais les faits montrent que c'est précisément aux dirigeants socialistes qu'est confiée la tâche de le démanteler. Le commissaire européen Van Miert, ancien président du PS flamand, a ouvert la voie lorsqu'il était responsable des transports. Sa fameuse directive 440 de juillet 1991 doit être appliquée par toutes les compagnies ferroviaires de la CE avant la fin 1997.

Cette directive exige la scission entre le secteur "infrastructure" et le secteur "exploitation". L'infrastructure - soit la pose et l'entretien des installations ferroviaires - reste du ressort de l'Etat. Ces activités ne dégagent pas de bénéfices. Les sociétés de chemin de fer sont néanmoins obligées d'ouvrir cette infrastructure à toute société privée qui souhaite s'occuper du transport de personnes ou de



marchandises, c'est-à-dire au secteur "exploitation". Le secteur privé s'est jeté sur l'occasion. En juin 1996, "NDX Intermodal" a vu le jour. Il s'agit d'un accord de coopération entre CSX-Corporation, une société privée américaine de transport, et les chemins de fer néerlandais et allemands. Le but de cette joint-venture est de conquérir le marché européen. La directive est actuellement affinée par un autre poids lourd de la famille socialiste, l'ancien dirigeant du parti travailliste, actuel commissaire européen des transports, Neil Kinnock. Fin juillet 96, il a fait adopter par la Commission européenne un nouveau Livre Blanc : les compagnies ferroviaires européennes doivent abandonner

leur rôle de service public et apprendre à travailler selon les principes et les contraintes du marché. En bref, tout ce qui n'est pas rentable devra disparaître. L'apport de capital privé est une nécessité absolue. Pour que l'opération soit attrayante pour les groupes capitalistes privés, les dettes du passé seront évidemment assumées par les Etats membres. Le projet TGV, une mine d'or pour le privé, sera poursuivi sans relâche. D'importants "couloirs" européens seront mis à disposition des grandes sociétés privées du transport de marchandises. Mais Kinnock veut aller plus loin : accorder au privé certaines réseaux de transport intérieur. En quoi ceci diffère-t-il de la privatisation à outrance du tandem Thatcher-Major ?

de la "concurrence" signifie aussi abandonner le principe du service public.

Les cheminots et les usagers ont un ennemi commun et un but commun : la défense d'un service public de qualité et bon marché. Ce choix signifie le rejet de la logique concurrentielle. Tout "apport" de capital privé doit être refusé. Un service public de qualité et bon marché coûte de l'argent. Il doit être financé non pas en augmentant les taxes sur les automobiles ou en prélevant des écotaxes à charge de la population, mais en augmentant l'impôt sur les fortunes et les bénéfices des entreprises, des holdings et des banques.

Tant que le capital privé dicte sa loi, les revenus des travailleurs, leur sécurité sociale et leurs services publics seront menacés. Seule une société socialiste permet de faire primer les intérêts de la population sur les bénéfices de quelques-uns.

C'est en ayant cette vision à l'esprit que les cheminots et les usagers européens pourront défendre avec succès le transport public.

Revendications du PTB :

1° Refus de toute filiation ou privatisation des chemins de fer. Refus de tout investissement de capital privé.

2° Retrait immédiat de la directive 440/91, du livre blanc de Kinnock et de tous les contrats de gestion au niveau des Etats membres.

3° Maintien de tous les emplois existants. Sécurité d'emploi. Maintien et amélioration des conditions de travail et des salaires. Pas d'augmentation de la flexibilité.

4° Pour un chemin de fer public, bon marché, des réseaux élargis.

Pour une véritable alternative socialiste

Les cheminots peuvent-ils arrêter le train de la privatisation ? Le PTB répond résolument par l'affirmative. Mais cela suppose qu'ils s'unissent sur un programme de revendications correct. Les plus hauts responsables syndicaux des cheminots s'opposent à la libéralisation du marché du transport. Mais ils acceptent l'idée de la compétitivité des compagnies ferroviaires face aux autres moyens de transport. C'est là que réside leur faiblesse. Accepter le principe de la concurrence c'est accepter les lois propres au capitalisme, sa loi du bénéfice. Celle-ci conduit irrémédiablement au démantèlement massif de l'emploi et à une détérioration désastreuse des salaires et des conditions de travail. Durant les dix dernières années, 500.000 cheminots ont déjà perdu leur emploi suite aux plans d'assainissement européens. Mais accepter le principe

AGENDA

DWORP

Samedi 30 novembre et dimanche 1er décembre, 10-18h

Week-end de rencontre de Médecine pour le Tiers Monde et de Médecine pour le Peuple. Centre Destelheide, Dworp. Infos et inscriptions : 09/344 92 44

Bruxelles, Liège, Louvain-La-Neuve

"Le matérialisme dialectique et historique". Séminaires marxistes MML.

Bruxelles (ULB) : 21 novembre

Liège : 20 et 27 novembre, 19h30. ULg.

Résidence A. Dumont, Place XX août.

Louvain-La-Neuve : 20 novembre

"C'est du Belge"

Vendredi 29 à dimanche 1er

Weekend national MML. Pour étudiants.

Tournée de trois jours à travers la réalité sociale belge. PAF : 2.000 F (tout compris). Infos et inscriptions : MML, tél. 02/513.77.60.

Annonce publicitaire

Au Centre International

Bd M.Lemonnier 171, 1000 Bruxelles 02/513.79.41

20 nov., à 20 h. En français. 100 F.

En collaboration avec la LAI et KWIA (Groupe desoutien auxPeuples indigènes).

Sur la trace de Zapata au Mexique

Deuxresponsablesnationauxdu FACMLN.

22 nov., à 20 h. En français. 100 F.

Avec le Centre d'éducation et deréflexion pour le Développement des Communautés Africaines.

Zaire-Rwanda: qui veut la déstabilisation du Kivu ?

MUKENDI (Cerde), KAKUDJI (représentant de Kabila), SEBASONI (FPR).

23 nov., à 17 h. Entrée libre.

Apéritif Poétique

Tamara VERCRUYSEN, Laurent d'URSEL et Guy BENS.

Musique: Michel CLIQUET (cithare).

24 nov., à partir de 11 h. En franç. 100 F.

Avec OBJECTIF 479.917. FÊTE:

Egalité, Nationalité automatique

Objectif a cinq ans !

11 h. Ouverture de la Foire du livre antiraciste à la Librairie Internationale.

12 h. Apéritif Politique - Mise au Point alternative, animée par Gérard de SÉLYS: "Pourquoi ne pas donner la nationalité automatique?"

Débat entre Sfia BOUARFA (PS), Mustafa OUEZEKHTI (Ecolo), et Mehdi BELAADA (PTB).

13h30. Petite restauration et salon de thé du monde entier.

Cécile HARNIE, Guy TORDEUR, Ali SANHAJI.

Culture: Carmen PEREZ, Cécile KAYIREBWA, Cool Bronnelles Cool et 'Dix jeunes filles de couleur'.

27 nov., à 20 h. En français. 100 F. Avec la revue Etudes Marxistes.

L'Union soviétique de 1991 à 1996

Ludo MARTENS

29 nov., à 20 h. En français. 100 F.

9 siècles après les Croisades

Lucas CATHERINE

Le livre qui vous aidera

Gérard de Selys, **Privé de public (sous-titre : "A qui profitent les privatisations")** (Editions EPO)

Un outil pour ceux qui veulent défendre le service public.

Gérard de Selys est journaliste et délégué syndical CGSP à la RTBF, où il est spécialiste des affaires européennes. Son livre est la première plongée dans le monde hallucinant de ceux qui provoquent sciemment les grands désastres sociaux actuels. Page après page, il dévoile comment leur stratégie a été mise au point. Il révèle leurs noms, les dates et les lieux de leurs réunions secrètes, leur inimaginable cynisme.

Le livre "Privé de public" est en vente en librairie. Vous pouvez également le commander directement au moyen du bon ci-joint.

Nom et prénom :

Adresse :

Code postal :

Localité :

commande ex. de Privé de public au prix de 698 FB + 58 FB de port (règlement après réception des livres).

A retourner aux éditions EPO, rue Houzeau de Lehaie 20A, 1080 Bruxelles (tél. 02/414.29.88).



«Sooi, il y a encore tant à souder dans notre société...»

Hommage au camarade Sooi Verrelst, décédé le 3 novembre

Le 9 novembre 1996, 350 amis sont venus dire adieu à Sooi Verrelst, décédé à l'âge de 53 ans après plusieurs semaines d'hospitalisation. Il travaillait comme ingénieur dans l'entreprise Hansen à Edegem, il militait au SETCa et était membre du PTB. Sa famille, ses collègues, des camarades du parti lui rendent hommage.

Rita Reyniers

Leo Vets qui a connu Sooi depuis le temps de l'école, a dressé l'évolution de Sooi vers un engagement social conscient.

«Cher Sooi,

Comme beaucoup parmi nous je crois, j'ai conservé un souvenir chaleureux de la période de notre jeunesse dans la Hollebeekstraat : les Verrelst et les Wijns, tous des gaillards un peu rudes, mais honnêtes jusqu'à la moelle et avec un coeur en or. On se lavait encore à l'eau du puits et on allait nager dans le ruisseau. Pour moi, vous étiez le symbole de la liberté. Vous étiez habillés jeune et non conformiste et vous vous moquiez de tout ce qui est chique ou se croyait supérieur. Et au fond, vous êtes toujours restés les mêmes.

Lorsqu'en 1968, un vent de tempête et de révolte a soufflé en Belgique contre l'hypocrisie et l'injustice, pour la participation et contre l'exploitation du tiers monde, il a également touché ton quartier. Qui s'est alors levé sur les barricades ? Oui toi, Sooi, l'homme sans compromis, révolté contre toutes les injustices. Honnête. Droit. Et pure comme l'eau de source.

Ce n'est pas que j'aie conservé une image idyllique de la vie dans ton quartier. Si on y connaissait les joies et les fêtes, on savait aussi qu'il fallait travailler dur pour survivre. Travailler, tu savais ce que c'était. Tu as toujours été présent partout où il s'agissait d'aménager des locaux, des maisons de camarades, des maisons du parti. Sachant ce que signifie le

travail et connaissant le mépris avec lequel on traite les travailleurs, tu es devenu un combattant décidé dans les rangs des travailleurs, du syndicat, dans les grèves et les actions.

Mais ce que j'ai surtout admiré en toi, Sooi, c'est qu'en tant que simple travailleur de la Hollebeekstraat tu es aussi devenu un homme de sciences. Après l'école technique, alors que tu travaillais déjà, tu as entamé des études d'ingénieur. Et tu as réussi ! L'analyse scientifique t'a appris à comprendre que le monde n'est pas du tout comme on nous l'a toujours présenté. Qu'une contradiction inconciliable oppose le travail au capital. Que le capitalisme se caractérise par des systèmes d'exploitation, par l'appauvrissement, par les crises et qu'il est maintenu en place par des structures du pouvoir, qu'il faut briser si on veut que les choses changent. Si nous ne les brisons pas, nous connaissons le fascisme.

Si nous les brisons, ce sera le socialisme. C'est ce que nous avons appris dans le groupe "Progressif" en étudiant la science du marxisme-léninisme. C'est la raison pour laquelle nous avons adhéré au parti qui nous a apporté cette science : le PTB.

C'est ainsi que tu es devenu un antifasciste convaincu, Sooi. Ce qui t'a même conduit en prison. Sooi, dommage que tu ne puisses plus être parmi nous. Il y a encore tant de chose à souder dans notre société et peut-être tu aurais encore pu aider à souder les ponts vers le socialisme.»



Harrie Theuns, qui a perdu en Sooi non seulement un accompagnateur mais aussi un ami fidèle, a écrit le texte suivant :

«Lorsque nous nous sommes rencontrés pour la première fois, à la fin des années septante, tu voulais faire quelque chose pour m'aider. J'ai refusé sèchement. Quelques semaines plus tard, tu es venu me chercher pour une réunion et depuis lors tu m'as souvent transporté dans ta camionnette. Ainsi, une amitié s'est développée. Combien de fois es-tu venu me prendre et me reconduire ? Je ne les ai pas comptées. Toi non plus, sans doute. Tu étais simplement là. Quand j'ai été gravement malade, en 1990, tu es venu me remonter le moral. Sans beaucoup de paroles. Malheureusement, je n'ai pas pu faire la même chose pour toi. Tu es parti trop vite, de manière trop silencieuse. Je poursuis la lutte de ma propre manière, avec ton image dans mon esprit et dans mon coeur. Tu es, tu restes mon camarade...»

Michel de Coninck, chef de service de l'entreprise où Sooi

travaillait, était aussi un ami.

«Voilà six ans que j'ai appris à connaître Sooi. Je n'ai jamais regretté l'avoir rencontré. Il m'a beaucoup appris. Sur le plan professionnel, c'était un as.

Voilà six ans que j'ai fait la connaissance de Sooi. Je ne l'ai jamais regretté. Pendant ces six années, j'ai beaucoup appris, Sooi m'a beaucoup appris.

«Il réglait chaque problème, même s'il devait tout faire de A à Z»

Sur le plan professionnel, c'était un as. Imaginer des méthodes de finition, programmer des machines CNC et résoudre des problèmes techniques, c'était sa vie. Plus c'était difficile, mieux c'était. Il ne reculait devant rien. Si nos concepteurs rentraient, perplexes ou découragés, dans le bureau de méthode, ils en sortaient avec le sourire, une solution sous le bras. Parfois, il passait des heures dans son bureau en fixant droit devant

Sooi,

c'est dur de prendre congé d'un homme qui était toujours prêt à donner un coup de main à la famille, aux amis, au parti d'un homme de parole, honnête comme l'or d'un homme qui défendait son idée, même si c'était à contre-courant. d'un homme modeste qui travaillait dur et qui évitait les projecteurs d'un professionnel qui ne posait pas de problème mais les résolvait, d'un révolutionnaire qui luttait pour un monde meilleur avec le désintéressement le plus total, d'un ami qui avait aussi ses côtés faibles mais ne voulait pas être une charge pour les autres.

Herman



lui, à la recherche d'une solution, puis il se redressait soudain, enfilait sa veste de toile et pénétrait dans l'atelier, un papier griffonné à la main. Même s'il fallait mettre l'Engineering, le Tooling, le Montage, l'Entretien, le RT ou le CD sens dessus dessous, même s'il fallait qu'il fasse tout lui-même, ce problème serait résolu.

Oui, son travail était une de ses grandes passions, mais pas la plus grande. Il avait une relation très profonde avec son fils Björn, une relation basée selon moi sur le respect mutuel. Oui, le respect, c'est ce Sooi m'a surtout appris.

Nous avons des philosophies de vie, des idées politiques différentes, nous n'étions pas toujours d'accord, mais il y avait un respect mutuel, un respect de l'un pour l'autre.»

«Ton engagement n'était pas sans risque»

Antifasciste jusqu'au fond du coeur

Rita Reyniers

Ton engagement n'était pas sans risque. Pour toi, tous les travailleurs étaient égaux, de quelque nationalité qu'ils soient. Tu ne supportais pas le racisme. Ainsi, en 1982, tu avais participé à une manifestation antifasciste. Tu as été arrêté arbitrairement et emprisonné pendant deux mois. Par la suite, on a laissé prescrire l'affaire parce qu'il n'y avait pas de preuves fondées contre toi.

Le soir de Noël 1982, tu as écrit à tes camarades une lettre dont voici un court extrait.



Noël 1982 : action à la cathédrale d'Anvers pour la libération de Sooi.

«Des quatre antifascistes arrêtés, je suis le dernier à être encore emprisonné. D'abord, je veux

expliquer pourquoi j'ai participé à la contre-manifestation antiraciste et antifasciste à laquelle le Front antifasciste et la régionale de la FGTVB avaient appelé.

A cause de la crise que chacun commence à ressentir, le racisme redresse la tête. Nombreux sont ceux qui recherchent des solutions individuelles. Si nous les observons de plus près, elles reviennent environ à ceci : les étrangers dehors, mise au travail obligatoire des chômeurs, les femmes au foyer, au moins ainsi les hommes auront du travail. Toutes ces solutions ont déjà été proposées dans le passé et

les plus âgés d'entre nous se sont déjà rendu compte que racisme et fascisme entraînent la guerre.

Certains milieux criminalisent la lutte antifasciste, je ne dois plus l'expliquer, il suffit pour cela de lire les journaux de certaines tendances. Il y a même certaines personnalités socialistes qui veulent dénigrer les antifascistes comme étant des bagarreurs. Comme dans les années trente, certaines de ces figures accordent maintenant leur protection aux fascistes et repensent à De Man.» Sooi, tu as bien traversé cette période, tu as été libéré le front

haut. En ces moments, tu as eu beaucoup de soutien de Marijke et Tom, qui venaient te visiter presque quotidiennement.

Ces dernières années, tu as collaboré avec notre équipe d'Imago. Imago, c'est la, fusion d'esprits créatifs et d'artisans adroits qui assurent la mise en forme lors des fêtes et manifestations du PTB. Avec l'équipe, c'est toi qui as soudé les barres de fer et le grillage formant le squelette de la statue de Lénine. Tu as conçu et créé les calicots dont les camarades d'Imago ont réalisé un exemplaire pour te rendre hommage. Merci, Sooi !

Envoyez vos lettres à Solidaire
Bd. M.Lemonnier 171
1000 Bruxelles.
La rédaction se réserve le droit
d'abréger les lettres.



Assassiné à 12 ans...

Chaque fois que je vais au cimetière de Robermont, je m'arrête quelques instants devant la tombe d'un gamin que je n'ai pas connu et je suis certain que nombre de passants ont la même réaction après lecture de l'épithaphe : «Louis Demany a été lâchement assassiné par un SS wallon, aux bras de ses parents, sur la passerelle de la Goffe à Liège, le 31 décembre 1943, à l'âge de 12 ans. Motif : "N'avoir rien dit, n'avoir rien fait !"»

Si au moment même je suis étreint par l'émotion, après c'est la rage qui me monte au coeur.

Alors, je pense à tous ces salauds qui ont échappé à la Justice ou qui s'en sont tirés à bon compte et dont beaucoup ne regrettent rien. Pire, ils seraient les premiers à recommencer si l'occasion se présentait !

Je pense aussi à ceux qui n'ont rien retenu des leçons de l'Histoire et qui voudraient nous imposer une extrême droite héritée du nazisme et du fascisme. Je pense à ceux qui nient l'existence des camps de concentration mais qui sont prêts à en construire pour y conduire ceux qui leur résisteraient.

Et je pense encore à ceux qui ne réagissent pas, à ceux aussi qui prêchent la réconciliation et le pardon, à ceux qui estiment que les paroles du "Chant des Partisans" sont trop agressives pour notre époque (pauvre Kessel, il doit se retourner dans sa tombe)

et qui se laisseraient conduire à l'abattoir en bêlant des cantiques...
Pauvre Louis, où que tu sois, tu en verras sûrement encore beaucoup des gamins de 12 ans assassinés pour n'avoir rien dit, n'avoir rien fait !

Jean Honhon
Liège

Asexuée politique ?

Bientôt un mois que nous avons défilé dans les rues de Bruxelles, silencieusement, malgré la révolte qui était en nous. Nous étions plus de 300.000 à vouloir faire changer les choses. Les organisateurs ont voulu faire de nous des anges blancs. Et les anges, comme on le sait, sont asexués. Qui dit asexués pense sans couleurs politiques, sans pensées subversives. Mais dans la réalité, combien ne se demandaient pas pourquoi ce sont toujours les travailleurs et les enfants des travailleurs qui font les frais de ce système capitaliste terrifiant, barbare et sanguinaire ? Pourquoi tout est permis au nom de l'argent-roi ?

Ce soir-là, Monsieur le Premier ministre nous annonçait les mesures qui vont être prises «pour que cela ne se reproduise plus». Parmi ces décisions : la création d'un "centre de recherches d'enfants disparus".

Ce centre ne sera pas financé par les pouvoirs publics. Pourtant, si je ne me trompe, ce sont les nantis qui peuvent s'acheter soit ces casettes, soit les "services" des enfants disparus, soit les deux. Or, ce sont sans doute aussi les riches qui vont financer ce centre ? Cyniquement, je dirais : ils n'auront plus qu'à se servir ! Décidément, on ne comprend plus !

Moi, je dis non. Ce centre n'empêchera pas que des enfants soient encore victimes des adultes, victimes du système. Cela n'épargnera pas les enfants qui, à travers le monde, sont exploités par des personnes sans scrupule dont la richesse l'emporte sur la vie des enfants.

Non, je ne suis pas asexuée politi-

quement, je veux voir changer les choses, mais d'une manière fondamentale et non en pansant les plaies. Quel avenir dans un pays où le mot démocratie cuisiné à toutes les sauces a un goût de rance ? Un pays où on tue nos enfants dans des réseaux pédophiles, où la police arrête et frappe nos jeunes lorsqu'ils revendiquent aux côtés de leurs profs ! Il est grand temps de se réveiller, de s'unir pour mener une lutte qui assurera un avenir meilleur à nos enfants.

Une maman, une travailleuse,
une militante de la vie
E. R.
Liège

Intervention humanitaire ?

L'Histoire du Zaïre est pleine d'interventions militaires pour raisons humanitaires qui, "accessoirement", ont installé et maintenu au pouvoir le régime détestable de Mobutu et écrasé des mouvements qui n'avaient pas l'heur de plaire à l'Occident.

De quel droit se réclament les prétendus humanitaires de l'ONU, de l'Union européenne ou autres ? Que faisaient-ils en 1994 quand au Rwanda, c'était la boucherie à une échelle effroyable ? Si le massacre a été arrêté, le mérite en re-

vient uniquement à ceux qui constituent l'actuel régime du Rwanda. Depuis, la communauté internationale n'a toujours pas trouvé les moyens d'arrêter les auteurs du massacre, qui tiennent (tenaient) sous leur coupe les camps de réfugiés du Kivu. Quelle aberration de parler de pauvres réfugiés à secourir sans distinguer les massacreurs qui sont parmi eux.

Il n'y a pas non plus eu d'appels humanitaires-militaires toutes les fois où les autorités zairoises, avec l'aide des réfugiés ex-massacreurs, s'en sont pris à leurs propres populations du Kivu, qualifiées allègrement d'étrangères, même si elles sont installées depuis des temps immémoriaux. Faut-il rappeler la chasse aux Kassaiens du Katanga pour dire que les autorités zairoises s'y connaissent en matière de pogroms ?

Que dans le concert actuel d'appels à l'intervention militaire, ce soit la France qui crie le plus fort est significatif. Elle qui a l'habitude d'envoyer ses troupes d'élite à travers l'Afrique pour sauver des régimes qui n'ont pas précisément de mérite dans le domaine humanitaire... Elle qui, en 1994, a été prendre sous sa protection les massacreurs du Rwanda afin de les mettre en sécurité au Kivu... Ce qui me préoccupe le plus, parce que nous sommes en Belgique, ce sont les appels humanitaires-militaristes qu'on entend ici avec des nuances diverses.

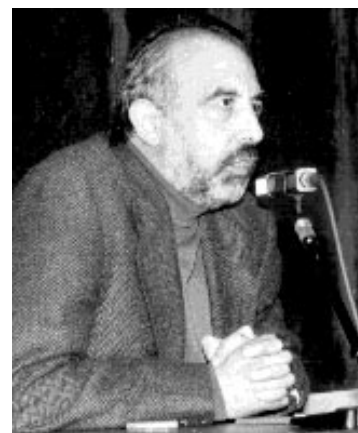
Il y a ceux qui réclament frileusement le "respect des frontières" ou ceux qui, ouvertement, demandent la condamnation du Rwanda pour agression. Ceux-là emboîtent le pas aux politiciens démagogues de Kinshasa et leur thèse simpliste de l'agression étrangère. Il y a ceux qui défendent "l'unité du Zaïre". Autrement dit : surtout pas de rébellion au Kivu, parce que rébellion pourrait signifier sécession. Mais quel intérêt peut avoir un politicien belge à l'unité du Zaïre à moins d'avoir des intérêts en commun avec ceux qui ont le pouvoir à Kinshasa ? L'habitant du Kivu se soucie sans doute moins de savoir qui gère son pays ou sa province que de savoir comment on la gère.

Il y a enfin et surtout ceux qui ont soutenu l'ancien régime du Rwanda et ont gardé une sympathie intacte pour les massacreurs. De leur part, pas un mot de regret mais plein d'acrimonie envers le nouveau gouvernement du Rwanda. Il y a sans doute des innocents dans les camps de réfugiés, bernés ou emmenés comme otages par les massacreurs. Si les organisations humanitaires veulent les aider, il y a une façon de le faire : prendre contact avec ceux qui ont pris le pouvoir à Bukavu et à Goma, et opérer en accord avec eux.

Wim Eekman
Braine-le-Château

Nouveau rédacteur en chef de Solidaire

Le Comité Central du PTB a récemment approuvé quelques changements de fonction à la direction nationale, notamment concernant notre journal *Solidaire*. Le camarade Herwig Lerouge a été nommé rédacteur en chef. Son prédécesseur, le camarade Kris Merckx, se concentrera sur sa fonction de porte-parole du parti et sur ses tâches au sein de la section agitation. Nous souhaitons aux deux camarades beaucoup de succès dans leurs nouvelles tâches.



Herwig Lerouge (à gauche) et Kris Merckx.

PARTI du TRAVAIL de BELGIQUE

Le PTB est un parti unifié, rassemblant des travailleurs belges et immigrés, en Wallonie, à Bruxelles et en Flandre. Il lutte contre le capitalisme et l'impérialisme et intègre la science générale du marxisme-léninisme dans sa pratique concrète, pour définir sa stratégie de la révolution socialiste en Belgique.

Contre qui le PTB se bat-il ? Le PTB combat le grand capital : banques, holdings, multinationales. Les moyens de production sont leur propriété privée et la société est régie selon leur soif de profit. Ils sont la cause de l'exploitation, de la misère et de la montée du fascisme. Le PTB combat l'appareil d'Etat capitaliste qui garantit la dictature du capital contre le travail. Cet Etat transfère aux capitalistes des milliards puisés dans les poches des travailleurs. Sa gendarmerie est la milice privée du patronat.

Que veut le PTB ? Le PTB veut l'expropriation sans indemnisation des grands capitalistes : leurs moyens de production doivent devenir la propriété collective des travailleurs. L'économie doit être planifiée suivant les besoins de la population travailleuse. Le PTB veut la destruction de l'appareil d'Etat capitaliste et la constitution d'un Etat socialiste, prenant appui sur les masses travailleuses.

Le tiers monde. Les puissances impérialistes ont amassé une gran-

de partie de leurs richesses en pillant le tiers monde. Le PTB soutient les mouvements révolutionnaires qui se battent pour l'indépendance, la démocratie populaire et le socialisme.

L'impérialisme c'est la guerre. La concurrence entre les Etats Unis, le Japon et l'Europe s'accroît. L'Allemagne rêve d'un quatrième Reich : elle renforce son hégémonie au sein de l'Union européenne. Les puissances impérialistes s'unissent pour opprimer le tiers monde. Ils y mènent des agressions militaires sous le couvert du "droit d'ingérence". En Europe de l'Est aussi, les interventions militaires sont appelées à se multiplier. Le PTB dit non à l'impérialisme européen, non à l'Europe allemande.

L'expérience historique du socialisme. Le PTB s'inspire de l'expérience historique du mouvement communiste international : la révolution d'Octobre en Russie, dirigée par Lénine ; la construction du socialisme sous la direction de

Staline ; la révolution chinoise dirigée par Mao, qui a ouvert la voie socialiste dans le tiers monde. Depuis Krouchtchev, le révisionnisme a miné petit à petit la base socialiste de l'URSS. Il a liquidé les principes fondamentaux du pouvoir de la classe ouvrière. L'économie soviétique s'est effondrée ; le parti s'est coupé des masses. La restauration du capitalisme sauvage en ex-URSS a été l'aboutissement de cette politique révisionniste.

Le mouvement communiste. Le PTB se prononce pour l'unité du mouvement communiste international sur la base du marxisme-léninisme et de l'internationalisme prolétarien. Les travailleurs du monde entier ne forment qu'une seule classe. Ils doivent s'unir contre l'impérialisme et le capitalisme.

Fonds de soutien.
001-1151486-75, PTB-Bruxelles

Adresses de contact

Secrétariat national. Bd Lemonnier 171, 1000 Bruxelles (02)513 77 60 fax: (02)513 98 31 • **Secrétariat national Rebelle.** Bd M. Lemonnier 171, boîte 11, 1000 Bruxelles (02)513 10 95 • **Anvers.** Van Arteveldestraat 5, 2060 Antwerpen (03)225 28 93 • **Bruges.** Ezelstraat 36, 8000 Brugge (050)33 42 07 • **Bruxelles.** Bd M. Lemonnier 171 bte 2, 1000 Bruxelles (02)513 77 60 • **Charleroi.** 21 rue Zénobe Gramme, 6000 Charleroi (071)32 45 65 • **Courtrai.** Sint Denijsstraat 78, 8500 Kortrijk (056)21 75 30 • **Deurne.** St-Rochusstraat 59, 2100 Deurne (03)322 30 27 • **Gand.** Zondernaamstraat 50, 9000 Gent1 (09)224 39 01 • **Genk.** Keinkesstraat 5, bus 12, 3600 Genk (089)36 28 90 • **Hasselt.** Waterleliestraat 32, 3500 Hasselt, (011)21 03 11 • **Herstal.** Avenue Ferrer 26, 4040 Herstal (04)264 73 33 • **Hoboken.** Oudestraat 34, 2660 Hoboken (03)828 02 43 • **Liège.** Rue Mathieu Laensberg 20, 4000 Liège (04)228 09 49 • **Louvain.** Kapucijnenvoer 139, 3000 Louvain (016)22 06 83 • **Malines.** Hanswyckstraat 64, 2800 Mechelen (015)42 06 66 • **Marcinelle.** Rue de la Babotterie 87, 6001 Marcinelle (071)47 64 96 • **Mons.** Rue de la Mottelette 18, 7033 Cuesmes (065)31 85 08 • **Namur.** Chaussée de Louvain 584, 5020 Champion (081)20 03 42 • **St-Niklaas.** Moerlandstraat 7, 9100 St-Niklaas (03)777 15 88 • **Schaerbeek.** La Clé Chaussée de Haecht 276, 1030 Bruxelles (02)245 98 50 • **Seraing.** Rue C. Lemonnier 112, 4100 Seraing (04)337 70 41 • **Turnhout.** Patrijzenstraat 22, 2440 Geel (014)58 67 24 • **Vilvorde.** Spiegelstraat 15, 1800 Vilvorde (02)251 88 69 • **Zelzate.** Groenplein 19, 9060 Zelzate. (09)344 92 44

solidaire

171 bd Lemonnier, 1000 Bruxelles
☎ (02)513 66 26 • Fax: (02)513 98 31 - EMail : solidaire@gp.apc.org

Rédacteur en chef: Herwig Lerouge
Editeur responsable: Marie-Rose Eligius

Tarifs des abonnements:	1 an	6 mois	3 mois
Belgique:	1600 FB	850 FB	425 FB
Etudiant, chômeur, +60 ans*	1200 FB	650 FB	325 FB
Soutien	3000 FB	1500 FB	750 FB
Europe:	1950 FB	1000 FB	550 FB
	340 FF	175 FF	95 FF
Sous enveloppe:	+200 FB	+100 FB	+50 FB
	+36 FF	+18 FF	+9 FF
Autres:	2750 FB	1400 FB	750 FB
	475 FF	240 FF	130 FF

Belgique: compte en banque 001-0728997-21
Etranger: compte chèque postal: 000-1666959-14
* Joindre carte d'étudiant, de chômeur ou pièce d'identité.

Abonnement à l'essai gratuit

Découpez ce bon et renvoyez-le à
Solidaire-Promotion, 171 bd Lemonnier, 1000 Bruxelles

Nom et prénom: _____

Adresse: _____

Code postal: _____ Commune: _____

Age: _____ Entreprise/Ecole: _____

Envoyez-moi 5 numéros gratuitement et sans engagement.
 Je désire m'abonner. Envoyez-moi les formulaires nécessaires.

Bruxelles

Salon de thé du monde entier

Dimanche 24 novembre. Au Centre International, 171, Bd Lemmonier, 1000 Bruxelles.

- 11 h. Foire du livre antiraciste, nouveau et ancien.
 - 12 h. Apéritif politique. Débat "Mise au Point" alternatif, animé par Gérard de Selys (journaliste RTBF), entre des représentants politiques d'origine immigrée : Mustafa Ouezekhti d'Ecolo, Sfia Bouarfa du PS et Mehdi Belaada du PTB.
 - 14 h. Salon de thé du monde entier avec des interventions de Guy Tordeur, secrétaire de la CSC-Bruxelles et Cécile Harnie d'Objectif. Mais aussi d'Ali Sanhaji, frère de Mimoun, victime de la violence policière et des témoignages d'immigrés sur leur difficulté à obtenir la nationalité.
- Intermèdes culturels : poésie avec Carmen Perez et Cécile Kayirebwa, rap avec Cool Bronnelles Cool, théâtre avec les "Couleurs d'avenir"...

Charleroi

Kizilirmak en vedette

Dimanche 24 novembre. Centre Fourcault, Rue des Français, Damprémy.

- 16 h. Accueil, stands, vidéo, café, petite restauration.
- 17 h. Nacer Ammache, chanteur berbère de la Kabylie. Intervention de familles d'enfants disparus : la famille de Gevrye Cavas et de Sylvie Carlin. Remise du diplôme d'Entreprise sans Racisme à la délégation syndicale d'Amoco à Feluy.
- 18 h. Concert de Kizilirmak, Turquie. Dominique Meeüs, porte-parole d'Objectif s'entretient sur scène avec Cécile Harnie.

Anvers

12 heures pour les droits égaux

Samedi 23 novembre. Kolveniershof, sur le Meir, Anvers.

- **Débats** animés par Ng Saw Tjhoi (animateur de la BRT, Radio 1) sur le droit d'asile (14 h), le racisme et l'apartheid dans le sport (15 h 15) et la lutte commune pour les enfants disparus (18 h 45).
 - 15 h. "Où en sont les syndicats cinq ans après le dimanche noir?", avec des syndicalistes de la CSC et de la FGTB.
 - 16 h. "droits égaux pour les homos et les lesbiennes aussi?".
 - **Musique** dès 15 h.
 - Habib Koité** du Mali. Originaire d'une famille de griots, Habib Koité a développé une musique particulière, qui rappelle parfois le flamenco, basée sur le n'goni, instrument à cordes d'Afrique de l'Ouest.
 - Les Gnaouas** de Marrakech. La tribu des Gnawa vient d'Afrique de l'Ouest. Ils se sont installés par la suite au Maroc. Les Gnawa sont devenus musulmans, mais ils ont gardé leurs coutumes et leur musique et forment une communauté religieuse particulière. Leur musique est un carrefour entre celles du Maroc et celles d'Afrique de l'Ouest.
- Egalement à l'affiche : El Khouloud (Maroc), Panache Culture (reggae), Ustad Mohammad Sayeed Khan (Inde), Kizilirmak (Turquie), Metal Molly, De Mens, Boogie Boy and the Woogies, Mwinda Kitoko (percussions), Brotherhood Brassband.
- PAF : 450 F (350 F en prévente). Cartes à commander à Objectif au 02/513 83 46.

Erdman crée une couche de "bons" immigrés

Débat avec le sénateur SP Fred Erdman au Centre International

Depuis le 1er janvier 1996, la procédure de naturalisation pour les immigrés de la première génération a changé. La loi Erdman vise à simplifier et accélérer l'accès à la nationalité belge. Mais le fait-elle vraiment ?

Eddy Maes

Loi Erdman ou loi Harnie ? Tel était le thème du débat organisé par le Centre International et opposant Fred Erdman, sénateur SP, Jean Cornil du Centre pour l'égalité des chances et la lutte contre racisme et Dominique Meeüs d'Objectif 479.917. La loi Erdman a été adoptée trois mois à peine après la remise au premier ministre Dehaene de 1.007.740 pétitions d'Objectif 479.917. Plus d'un million de signatures en faveur de l'octroi automatique de la nationalité belge après cinq ans, selon la proposition de loi Harnie. Dominique Meeüs : «Les partis traditionnels n'étaient pas d'accord avec cette proposition Harnie, mais ils ne pouvaient pas ne rien faire.»

Rétablir la confiance dans le système

La loi Erdman, elle, modifie uniquement la procédure et non les conditions pour devenir belge. Dans l'ancien système, la demande était adressée au Palais de justice local. Le Parquet devait alors effectuer une enquête sur l'existence d'un éventuel casier judiciaire et la "volonté d'intégration" du demandeur. L'enquête était effectuée par la police et donnait souvent lieu à des pratiques humiliantes et racistes. La procédure traînait parfois pendant des années. Fred Erdman : «L'ancienne procédure provoquait beaucoup de déceptions. Nous devons rétablir la confiance des gens qui veulent franchir le pas et devenir belges en introduisant la demande. Il était donc nécessaire de simplifier et d'accélérer la procédure. Il fallait également éviter la disparité dans les jugements. Selon l'ancienne procédure, l'enquête était menée par la police et la situation était fort différente d'une commune à l'autre, ce qui déterminait d'emblée le contenu du dossier. A présent, c'est la même commission de naturalisation qui décide en se basant sur des précis qu'elle



Cécile Harnie d'Objectif 479.917, lors d'une action contre la loi Erdman : manger des choux-fleurs, la preuve ultime de la volonté d'intégration ? Lors du débat au Centre International, Erdman a montré qu'il veut en réalité créer une couche d'immigrés "évolués".

a établis elle-même. Il y a donc unicité dans les décisions. En outre, les retards sont impossibles, puisque le Parquet est obligé de donner son avis dans un délai de quatre mois. A défaut, son avis est considéré comme étant positif.»

Un tampon "d'évolués"

Dominique Meeüs : «La loi Erdman était nécessaire pour créer une "filtre opérationnel". Les partis traditionnels veulent maintenir une caste inférieure dans la société. C'est explosif. On l'a vu à diverses reprises à Bruxelles. Donc il faut des "évolués" pour faire tampon. C'est le concept développé par la Belgique du temps du Congo belge pour contrôler la situation. Quand on voit les textes de l'époque, on est frappé par la similarité avec la procédure et le concept de volonté d'intégration actuels. Les "évolués", ce n'est pas tout le monde, contrairement à la proposition de loi Harnie. Ce n'est pas comme avant, où tout le monde était refusé, car le filtre était bouché. Il fallait donc remplacer l'ancien filtre par un nouveau.»

Des décisions toujours arbitraires

Sur la question de l' "unicité de décision", Jean Cornil n'est pas convaincu. Les nouveaux critères demeurent susceptibles d'interprétation. Ainsi, le fait d'être membre de certaines

organisations kurdes suffit-il pour refuser la naturalisation. La commission de naturalisation déclare : «La commission a décidé de rejeter les demandes introduites par les personnes 1° condamnées en matière de trafic de drogue, de proxénétisme, de pédophilie, de délinquance grave (exemple vol avec violence); 2° participant ou ayant participé à des mouvements extrémistes (exemple mouvement terroriste, mouvement intégriste, mafia, etc.); 3° bigamie (à juger par la commission).» Jean Cornil précise : «Si le cas est douteux, il sera soumis à la commission.» Mais le texte stipule que «les membres de la commission se prononcent individuellement sur les demandes.» Un seul membre de la commission décide donc qu'un immigré accédera ou non à la nationalité belge. Ce n'est qu'en cas de doute que le membre de la commission est obligé de soumettre le dossier à ses collègues.

Depuis combien de temps habitez-vous en Belgique ? Voilà un critère objectif

Jean Cornil. «Le Centre pour l'égalité des chances demandera à la commission de naturalisation que le concept de "volonté d'intégration" soit retiré de toutes les procédures qui traitent l'acquisition de la nationalité belge. Et que le séjour pendant un certain laps de temps sur le territoire soit l'élément objectif qui détermi-

ne la volonté d'intégration. Notre souci est de supprimer tous les éléments qui constituent la volonté d'intégration, tous les éléments subjectifs, pour en rester, comme le propose madame Harnie, au seul critère objectif de la durée du séjour sur le territoire.»

Autant de refus qu'auparavant

Fred Erdman se vante de ce que 8.272 "nouvelles" demandes de naturalisation ont été introduites. Beaucoup plus qu'auparavant, affirme-t-il. En outre, il n'y aurait eu que 18 refus et 124 dossiers reportés. Mais il omet de préciser qu'une partie importante des 8.272 demandes avaient déjà été introduites sous l'ancienne procédure. A Bruxelles, les retards du Parquet sont tels qu'on conseille aux immigrés de retirer leur dossier et réintroduire une demande selon la nouvelle procédure. Cela n'entraîne pas de nouveaux frais et on peut utiliser les mêmes documents. Il suffit de répondre à un nouveau questionnaire. Au moins 600 anciens dossiers auraient ainsi été réintroduits à Bruxelles. En outre, les 18 refus et les 124 reports concernent les 679 dossiers de la nouvelle procédure, ce qui représente 3 % et 18 % de l'ensemble des dossiers traités. En réalité, les critères sont restés identiques. Comme le disait Dominique Meeüs : «Le filtre est resté, mais il fonctionne mieux en vue de créer une couche d' "évolués".»